

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

11^e Année

Volume 1 - N° 1

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Au seuil de 1953

P. FRANK. — L'affaire Marty-Tillon

M. PABLO

U. R. S. S. 1952

MIELKE. — Le mouvement ouvrier allemand

E. GERMAIN. — L'article de Staline

Nous avons connu Jomo KENYATTA

par W. de SILVA et T. B. SUBASINGHE

*Les livres et les nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

JANVIER 1953

(paraissant tous les 2 mois)



IV^E INTERNATIONALEOrgane du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

AU SEUIL DE 1953

Comment se présente la situation internationale au seuil de l'année nouvelle ?

Sur le terrain *économique*, les phénomènes de régression et, par endroits, de crise mineure qui sont apparus au cours de 1952 dans les pays capitalistes européens et les pays coloniaux et dépendants : stagnation et même recul de la production, augmentation du chômage chronique et surtout du chômage partiel, baisse des exportations, persistent encore. Même aux Etats-Unis, malgré l'ampleur exceptionnelle du programme d'armement, nous sommes loin du boom qui caractérisa l'économie américaine aussitôt après l'éclatement de la guerre de Corée.

La raison fondamentale de cette situation est le fait que la production capitaliste a été restaurée, y compris en Allemagne et au Japon, à ses niveaux d'avant guerre et même au-dessus dans certaines branches, tandis que les débouchés disponibles sont plus restreints que jamais. Ceci à la suite de la formation de nouveaux Etats anti-capitalistes tant en Europe qu'en Asie, et de l'ampleur de la révolution coloniale qui a privé l'impérialisme d'une grande partie de ses positions ou les a plongées dans une insécurité extrême.

D'autre part, le programme d'armement est incapable de jouer un rôle de stimulant de grande envergure pour une longue période. Sauf aux Etats-Unis où il a pris une ampleur vraiment exceptionnelle, il agit déjà comme un facteur qui stérilise une partie de la capacité d'achat des masses, freine et parfois stoppe l'activité de certaines branches travaillant pour la consommation civile. Toutefois, il ne semble pas que, dans l'immédiat, ces phénomènes de régression économique dégénéreront en crise économique majeure générale ; ils seront plutôt absorbés par une ranimation relative de l'économie que stimuleront de nouvelles dépenses militaires et une aide mieux aménagée de l'impérialisme américain. Mais on n'assistera pas non plus à un nouveau boom de l'économie mondiale, ni même de l'économie américaine seulement, car le réarmement atteindra sa plus grande ampleur dans les mois qui viennent.

C'est alors que les perspectives économiques vont redevenir angoissantes pour le capitalisme mondial et qu'elles pèseront de plus en plus sur les décisions politiques de la bourgeoisie, sur celle des Etats-Unis en particulier.

Sur le plan *politique*, ces difficultés jointes à la résistance des masses aux plans de guerre de la bourgeoisie, ont provoqué une sorte de crise de la politique « atlantique ». L'attitude expectative de l'administration démocrate de Washington, paralysée dans les derniers mois par la campagne présidentielle, a favorisé ce relâchement général

SOMMAIRE**EDITORIAL**

Au seuil de 1953 1

NOTES EDITORIALES

Tunisie et Maroc 3

La politique stalinienne après le 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. 4

L'assassinat de Prague 6

Aléons la révolution bolivienne 8

M. PABLO

U. R. S. S. 1952 10

P. FRANK

L'affaire Marty-Tillon 16

W. DE SILVA et T. B. SUBASINGHE

Nous avons connu Jomo Kenyatta 20

P. POSEL

Le procès Slansky 23

E. GERMAIN

Problèmes économiques de l'époque de transition 27

H. VALLIN

Djilas ou la lutte contre l'histoire 34

KIM

La réforme agraire en Chine (fin) 38

M. MIELKE

Où en est le mouvement ouvrier allemand 42

A. MASON

La lutte au sein du L.P. britannique 46

L. MAITAN

B. Croce, philosophe de la bourgeoisie et éducateur de marxistes 49

DOCUMENTS

Empêchez le nouveau crime de Staline 51

La 3^e Révolution chinoise (Résolution du 11^e Plenum) 52

LES LIVRES

« Géopolitique de la faim », par J. de Castro 58

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Le 12^e Plenum - Le Congrès de Vienne - France - Hollande - Suisse - Etats-Unis - Ceylan - Indes - Japon - Uruguay - Pérou 59

de la machine « atlantique ». Mais l'élection d'Eisenhower a stimulé les cercles les plus réactionnaires de la bourgeoisie internationale qui redressera sa politique d'ensemble, moyennant quelques aménagements nouveaux à l'intérieur de la coalition atlantique. L'administration Eisenhower fera pression pour obtenir la ratification des traités de Bonn par la France et l'Allemagne et accélérera la militarisation de celle-ci. En échange, elle accordera une aide militaire et financière plus adéquate à ces pays et à l'Angleterre, soutiendra la France au Vietnam et ne la heurtera pas de front dans les colonies nord-africaines.

Sur le plan social, le fait le plus marquant reste la propagation et l'approfondissement de la révolution coloniale dans toutes les parties du monde. Le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine deviennent actuellement les foyers les plus actifs. Après l'Iran et l'Égypte, l'Irak, l'Afrique du Nord, les colonies britanniques de l'Afrique noire, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Venezuela tiennent vaillamment la vedette dans l'essor international actuel de la révolution coloniale. Le conflit entre les larges masses de tous ces pays et l'impérialisme secondé par les classes possédantes indigènes les plus corrompues et les plus réactionnaires s'approfondit constamment et donne les plus grands soucis à la bourgeoisie mondiale.

Dans les métropoles mêmes, la résistance et le mécontentement des masses, provoqués par les conséquences de la préparation de la guerre de la bourgeoisie, ont trouvé de multiples formes d'expression.

Dans certains pays comme l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne, le Japon, c'est à travers les succès remportés par les partis socialistes aux récentes élections parlementaires ou municipales que les masses ont montré leur radicalisation, ainsi que par le renforcement et les succès des tendances de gauche « bevanistes » au sein de ces partis.

Il est vrai, par contre, que la conjoncture économique, avec sa menace de chômage suspendue sur les ouvriers, a pesé défavorablement sur les luttes revendicatives. Aux Etats-Unis mêmes, la victoire d'Eisenhower, qui a polarisé une grande partie de la petite bourgeoisie réactionnaire, a eu un profond retentissement au sein du prolétariat et de ses organisations. Se sentant menacé par la réaction, le *Labor* réagit en resserrant ses rangs et s'apprête à se défendre par une activité plus militante. Ces conditions nouvelles créées au mouvement ouvrier américain peuvent contribuer à en accélérer la maturation politique.

En U.R.S.S., en Chine, dans les « démocraties populaires » européennes, d'importants succès économiques remportés cette année encore, contrastent avec la stagnation et le marasme de l'économie capitaliste dans son ensemble. L'ampleur du rythme de développement de ces pays, malgré leur gestion bureaucratique, devient un facteur supplémentaire d'inquiétude pour la bourgeoisie, qui ne manque pas d'en apercevoir les conséquences sur le rapport des forces international.

Sur la base de ces progrès économiques et culturels, en U.R.S.S. particulièrement, la résistance des nouvelles générations au régime policier et bureaucratique s'accroît. Ceci se dégage clairement d'une analyse critique des travaux du 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et de l'article de Staline publié dans *Bolchevik*.

De ce bilan sommaire de la situation internationale, on peut résumer comme suit la conclusion générale :

la crise générale du capitalisme continue à s'aggraver, mettant en relief de façon plus marquée l'évolution favorable du rapport des forces social global en faveur de la révolution socialiste mondiale.

Mais cette constatation peut amener la bourgeoisie internationale à accélérer sa course à la guerre.

Ceci est plus particulièrement vrai pour les cadres dirigeants de la bourgeoisie américaine. A l'encontre de la démoralisation et de l'esprit défaitiste qui sévissent dans de larges milieux de la bourgeoisie européenne, la bourgeoisie américaine — stimulée par la victoire d'Eisenhower et les progrès de son réarmement — n'est pas prête à céder à la lassitude ou à la peur. Devant toute menace grave pour son régime et le régime capitaliste en général, par exemple devant la menace d'une crise économique majeure ou de nouveaux progrès importants de la révolution coloniale, elle sera tentée de réagir par la guerre plutôt que de reculer. Dès que son réarmement atteindra un niveau très élevé, qui coïncidera du reste avec un réarmement avancé de ses partenaires capitalistes, c'est-à-dire à partir de la deuxième moitié environ de l'année 1953 s'ouvrira une *période critique* pour l'humanité : la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme n'éclatera pas nécessairement, mais elle deviendra désormais possible.

Réarmé, bénéficiant d'une base matériellement puissante et relativement solide socialement aux Etats-Unis, pressé par le développement des difficultés économiques et politiques qui, à partir de ce moment, deviendront plus angoissantes qu'elles ne le sont aujourd'hui, l'impérialisme sera tenté à chaque moment de réagir par la guerre et à ne pas laisser sa situation se détériorer davantage.

Ces perspectives doivent devenir de plus en plus claires pour l'avant-garde révolutionnaire internationale. Elles doivent dès maintenant guider son action au sein des masses qui auront à parachever la Révolution socialiste sur l'arène mondiale.

Le travail des forces révolutionnaires objectives qui se dégagent de la décomposition du système impérialiste et de la crise du stalinisme s'accomplit sans cesse, déterminant un *processus révolutionnaire mondial irrésistible et irréversible*. Ni l'impérialisme ni la bureaucratie soviétique ne mènent cette évolution. Celle-ci mène à la lutte décisive finale qui aboutira au triomphe de la révolution socialiste mondiale sur toutes les forces adverses, sur tous les appareils.

Elever la conscience de l'avant-garde marxiste révolutionnaire au niveau de ces perspectives, la rendre idéologiquement plus homogène et plus inflexible sur l'ampleur et les buts de cette lutte, tout en la liant davantage au réel mouvement des masses dans chaque pays, telles sont les tâches que nous aurons à accomplir au cours de l'année nouvelle.

TUNISIE ET MAROC

Les difficultés de l'impérialisme français en Afrique du Nord se sont aggravées. Les problèmes soulevés dans cette partie du monde ont été examinés par Quatrième Internationale dans une étude publiée en 1952 (1).

Une grande partie de la presse bourgeoise française a expliqué les récents événements comme la conséquence des appels qui ont été faits devant les Nations Unies par les représentants des pays arabes. C'est bien entendu la tension grandissante en Afrique du Nord qui a amené les amis des classes possédantes indigènes à poser la question à l'O.N.U. pour trouver une solution de compromis entre l'impérialisme et les classes possédantes afin que celles-ci ne soient pas emportées par le développement de la lutte anti-impérialiste des masses.

Mais les colons français ne peuvent faire de concessions et ne permettent pas à Paris d'en faire. Nul doute, parmi tous ceux qui ont tant soit peu connaissance de la situation en Tunisie, que c'est chez les colons français qu'il faut

(1) M. Corvin : « Les Mouvements de libération nationale en Afrique du Nord » (février-avril 1952).

chercher les responsables de l'assassinat de Fehrat Hached. L'administration à leur service a recours aux pires violences (Lire à ce sujet les articles et correspondances reçues par l'Observateur). D'ailleurs gendarmes, policiers et autres ne reçoivent-ils pas l'exemple d'en haut ? Le résident Hauteclouque exige la signature de « réformes » en encerclant militairement le palais du bey et en menaçant de déposer celui-ci. La France ne donne pas la démocratie aux Tunisiens, elle la leur impose !

L'assassinat de Fehrat Hached, qui était une provocation directe contre les travailleurs de toute l'Afrique du Nord, fut aussi le signal d'un nouveau massacre des travailleurs marocains par l'administration française de Casablanca. La grande presse a versé des larmes pour quelques Européens tués, qui furent enterrés en grande pompe, mais il est impossible de connaître le nombre exact des ouvriers marocains abattus : le correspondant du journal socialiste belge Le Peuple l'estime à plusieurs centaines ; certaines personnes le chiffrent à 2.000.

L'impérialisme français qui sait mieux que quiconque qu'il est à fin de course, qui a prévenu Washington qu'il pourrait tenir encore en Indochine pendant un an ou deux au plus, mène un combat désespéré pour conserver ses rapines d'antan. Il bluffe à l'O.N.U. et se conduit cruellement dans ce qu'il considère comme sa chasse gardée.

Les derniers événements ne manqueront pas d'avoir des conséquences profondes dans les mouvements nationalistes d'Afrique du Nord. Les limites des possibilités du nationalisme bourgeois se sont clairement montrées. Le bey, le sultan, les classes possédantes — tout en résistant longuement — finissent par céder, ou céderont devant l'impérialisme, et ce sont les masses qui mènent le véritable combat libérateur.

Déjà en Tunisie a commencé le combat d'un type semblable à celui des mouvements de « résistance » pendant l'occupation allemande dans la dernière guerre. Cette lutte connaît d'inévitables vicissitudes, mais son développement ne peut faire aucun doute. Et, dans cette Afrique du Nord qui est une des plus importantes bases stratégiques pour la guerre qui se prépare, le déclenchement de celle-ci sera à coup sûr le signal d'une expansion de la résistance et des guérillas contre l'impérialisme.

Ces mouvements en Afrique du Nord sont une des plus importantes contributions au combat des travailleurs français contre leur propre bourgeoisie. Il n'est pas exagéré de dire que la révolution prolétarienne en France triomphera en grande partie à cause des sacrifices des masses vietnamiennes, algériennes, tunisiennes, marocaines, malgaches... Malheureusement les organisations ouvrières de France ne témoignent pas avec suffisamment de vigueur leur solidarité envers les peuples opprimés par leur propre bourgeoisie. Les colons français se sont attaqués en même temps aux syndicats tunisiens et marocains — qui tous deux sont en fait dirigés par des nationalistes. Les syndicats marocains sont affiliés à la C.G.T., tandis que l'Union Générale des Travailleurs de Tunisie est affiliée à l'Internationale des syndicats libres. C'était là une occasion indiscutable pour la réalisation de l'unité d'action de tout le mouvement syndical français. Aucune de ces centrales n'a tenu même un meeting à Paris.

LA POLITIQUE STALINIENNE APRÈS LE 19^e CONGRÈS DU P. C. RUSSE

Quelle influence le 19^e Congrès du P.C. russe a-t-il exercée sur la politique extérieure de la bureaucratie soviétique et les directions des Partis communistes ?

Cette question est maintenant claire. Le Kremlin a voulu faire preuve par ce congrès de la force matérielle et militaire de l'U.R.S.S. et de la faiblesse du camp impérialiste déchiré par ses antagonismes intérieurs.

Les Partis communistes reconnaissent comme consignes du congrès les trois idées principales du discours final de Staline : la bourgeoisie est devenue totalement « réactionnaire » et « anti-nationale » ; « tout cela doit faciliter le travail des Partis communistes et démocratiques qui ne sont pas encore arrivés au pouvoir. Par conséquent il y a toute raison d'escompter des succès et la victoire des partis frères dans les pays de domination du capitalisme. »

De Togliatti à Cogniot, les dirigeants des P.C. des principaux pays capitalistes

répètent maintenant dans les Comités Centraux tenus pour tirer les enseignements du 19^e Congrès du P.C. russe, que c'est aux Partis communistes « d'arborer le drapeau des libertés démocratiques et le drapeau de l'indépendance nationale, l'un et l'autre jetés par dessus bord par les groupes dirigeants de la bourgeoisie qui applique pour ses intérêts de classe la politique extérieure dictée par les impérialistes américains ». (Rapport G. Cogniot au C.C. du P.C. français du 5-7 décembre 1952).

Les formules du « Front national uni », etc., joignent pratiquement le rassemblement à la base « autour de la classe ouvrière et son Parti communiste ».

Toute politique de Front unique de parti à parti est bannie, particulièrement toute politique de ce genre en direction de la social-démocratie. Les traits sectaires de cette orientation prédominent et rappellent ceux de la « troisième période », les P.C. insistant sur la « fascisation » accélérée du régime bourgeois et de toutes les formations politiques, y compris de la social-démocratie.

A l'O.N.U., au grand étonnement de ceux qui s'attendaient à un accueil plus favorable de la proposition de compromis de la délégation indienne sur la question coréenne, les délégués du bloc soviétique l'ont rejetée purement et simplement.

Au Vietnam, la plus grande offensive de l'armée du Vietminh depuis le commencement de la guerre est actuellement en cours.

Sur la question de la Tunisie et du Maroc discutée récemment à l'O.N.U. le P.C. français, loin de chercher à soutenir sa propre bourgeoisie aux prises en ce moment avec les Etats-Unis, a fait des déclarations nettes en faveur de l'indépendance de ces deux pays et contre l'administration française.

Enfin, en ce qui concerne le « Mouvement de la paix », les P.C., à la suite de l'article de Staline dans Bolchevik, ont tendance à le considérer plus que jamais comme un secteur subordonné au travail plus large, non identique et indépendant du Parti communiste, « parti de la Révolution sociale ». (Rapport G. Cogniot).

Sur le plan plus particulier du P.C. français, le dernier C.C. (5-7 décembre), dans les deux rapports de Cogniot et de Billoux et sa résolution finale, a réalisé en quelque sorte un nouveau retour à la ligne de l'article Billoux de mai 1952 (que ce dernier a réhabilité dans son rapport).

Ainsi se confirme que la bureaucratie soviétique, malgré son désir de compromis avec l'impérialisme afin d'éviter les conséquences révolutionnaires de la guerre pour son propre régime, ne peut accepter n'importe quel compromis ni arrêter la course de l'impérialisme à la guerre, et est obligée de mener une politique contradictoire.

La base objective d'un compromis manque actuellement. L'impérialisme vise à reconquérir les pays qui lui ont échappé ou qui sont en train de lui échapper (colonies et semi-colonies) et prépare activement la guerre. La bureaucratie soviétique ne peut, de son côté, ne veut même lui concéder rien d'autre qu'une « coexistence » sur la ligne de division actuelle du monde. Elle est d'autre part sans prise effective sur le développement de la révolution coloniale en cours qui, en particulier, détruit constamment cette dernière ligne.

Ni Moscou ni Washington ne mènent le jeu à leur guise. Ils sont menés par le jeu des forces révolutionnaires objectives qui conduisent au choc décisif et final, à la guerre et à la révolution.

La bureaucratie soviétique est prise entre l'impérialisme et le prolétariat révolutionnaire, entre la guerre contre-révolutionnaire et la révolution mondiale. Elle doit réagir aux deux dangers, en mettant chaque fois l'accent sur le danger le plus immédiat.

La politique actuelle de la bourgeoisie internationale la menace directement. La possibilité de s'appuyer sur un bloc bourgeois contre un autre, comme au temps d'avant-guerre, n'existe pratiquement plus. D'où l'avortement pratique de toutes ses tentatives de compromis et la nécessité de s'appuyer à sa manière sur les seules forces avec lesquelles elle peut s'opposer aux préparatifs de guerre de la bourgeoisie : celles du prolétariat métropolitain et les masses coloniales.

D'où un élément constant de sa politique actuelle dans les principaux pays capitalistes (et dans les colonies qui dépendent d'eux), qui est de s'assurer la direction des masses rassemblées à la base pour mener des « actions de masse effectives » contre les préparatifs de guerre, et l'impossibilité de ressusciter purement et simplement une nouvelle collaboration avec la bourgeoisie dans une sorte de nouveaux fronts populaires à la manière de ceux de 1936-1938 ou de 1941-1947.

Les conditions ne sont plus les mêmes ni pour l'impérialisme, ni pour la

bureaucratie, ni pour les masses. Une politique de collaboration avec la « bourgeoisie nationale » est par contre possible dans tous les pays coloniaux ou semi-coloniaux, qui esquissent une opposition à l'impérialisme, à l'impérialisme américain en particulier (comme c'est le cas par exemple actuellement de la politique stalinienne en Argentine appuyant Peron).

Les formules actuelles de la politique stalinienne dans les pays capitalistes sont avant tout sectaires et doivent être attaquées en tant que telles. Elles sabotent en réalité le seul front possible et nécessaire : celui avec les partis socialistes, et signifient, comme nous l'avons dit, pratiquement un rassemblement à la base sous la direction stalinienne. Cette politique, telle qu'elle est actuellement, s'achemine dans une impasse et est vouée à un échec complet. Les termes tournant « à gauche » ou « à droite » ne s'appliquent à la politique stalinienne, contradictoire et bureaucratique par nature, que relativement à son cours immédiat, antérieur et non pas dans un sens absolu.

Relativement à la politique menée de 1941 à 1947 par exemple, il y a eu, depuis et surtout après la guerre de Corée, un gauchissement de la politique stalinienne qui se maintient fondamentalement malgré ses oscillations conjoncturelles inévitables.

L'ASSASSINAT DE PRAGUE

On lira par ailleurs le communiqué que le Secrétariat International de la IV^e Internationale a publié dès que fut connu le verdict du procès de Prague.

Quelques jours seulement après, les 11 condamnés à mort furent pendus. Parmi eux, outre Slansky, figurent Geminder, Loebel et Frejka, tous anciens dirigeants du P.C. tchécoslovaque et de l'appareil international de Staline.

Depuis les premiers procès de ce genre de Moscou en 1936-1938 contre un certain nombre de personnalités les plus marquantes du P.C. russe et de la III^e Internationale, dont Zinoviev, Kamenev, Boukharine, la technique de ces procès n'a pas fondamentalement changé.

Les accusés tout d'abord appartiennent au réseau d'espionnage de la puissance impérialiste la plus brouillée au moment du procès avec le Kremlin. Au temps des procès de Moscou, c'étaient l'Allemagne hitlérienne et le Japon ; au procès de Prague ce sont les Etats-Unis.

Ensuite l'intrigue du procès n'est jamais simple, facilement vérifiable, mais compliquée jusqu'à l'absurde : les accusés sont agents à la fois de plusieurs forces « hostiles » à l'U.R.S.S., toutes mises sur le même plan et dans le plus invraisemblable pêle-mêle : « trotskysme », titisme, sionisme, nationalisme bourgeois.

L'amalgame est un élément qui joue toujours un rôle prépondérant dans la technique des procès montés par la bureaucratie stalinienne, aussi bien quant à l'acte d'accusation qu'à la composition de l'équipe qui comparait devant le tribunal.

En effet, il y a toujours, dans le lot des accusés, de véritables éléments douteux, agents provocateurs et autres introduits délibérément par la police stalinienne qui a procédé à l'instruction du procès.

Il y a enfin les « aveux » spontanés des accusés, pièce maîtresse de tout procès de ce genre. C'est surtout ce dernier élément qui continue à intriguer l'opinion publique mondiale et qui sert à la bureaucratie stalinienne de justification la meilleure du « bien-fondé » de l'accusation et de la condamnation qui s'ensuit. (A un Paul Eluard aussi et à d'autres « intellectuels de gauche » qui ont caché derrière cette soi-disant « preuve » de la culpabilité des condamnés de Prague leur lamentable manque de courage pour protester).

Ces fins esprits « critiques » oublient simplement qu'il est relativement facile de faire comparaître devant un « tribunal d'Etat » un certain nombre d'éléments, physiquement et moralement brisés après de longs mois de détention et de préparation psycho-physique adéquate, « avouant » sur toute la ligne. Et que ceux qui n'avouent pas, et qui ne sont pas, malgré tout, prêts à avouer, périssent sans jamais comparaître devant un tribunal, comme ce fut le cas de dizaines et de centaines de vieux bolcheviks en U.R.S.S. durant les années terribles de 1934-1938.

Et qu'un autre, comme Kostov, ait trouvé la force de nier devant le tribunal même, sans que cela empêche celui-ci de le condamner à mort et de le pendre.

Et qu'en définitive un quelconque « mystère » des « aveux » n'existe que pour ceux qui ignorent (et veulent ignorer) les limites de la nature humaine soumise à une pression psycho-physique prolongée dans un milieu hostile, sans aucune perspective de salut. Que seuls des êtres remplis d'une confiance absolue dans la justesse de leur cause, abhorrant le régime bureaucratique de Staline et ayant conséquemment lutté contre lui des années durant, peuvent trouver la force de « nier ». Tandis que des bureaucrates, pris à leur propre jeu et surpris, sont déjà démoralisés dès qu'ils tombent en disgrâce, avant même que toute préparation psycho-physique prolongée en obtienne les « aveux ».

Les pendus de Prague furent tous, des années durant, parmi les plus fidèles serviteurs du Kremlin, comme Rajk en Hongrie, Kostov en Bulgarie, Gomulka en Pologne, Anna Pauker en Roumanie, Marty et Tillon en France.

Comment se fait-il que ces mêmes hommes, d'un instant à l'autre, s'écroulent de leur piédestal de « héros » et, traités comme les pires canailles, finissent leur carrière par une « mort ignoble » ? Ceci aussi n'est un « mystère » que pour ceux qui ignorent (ou veulent ignorer) la nature de la bureaucratie stalinienne.

L'auto-épuration périodique de ses rangs d'une série d'éléments y jouant encore hier un rôle prépondérant est une loi interne de la bureaucratie, une manifestation de sa manière d'être. Par cette auto-épuration, le sommet bonapartiste de la bureaucratie atteint, séparément ou à la fois dans le même cas, trois buts : il élimine une série d'éléments qu'il soupçonne être susceptibles de pouvoir cristalliser une opposition quelconque (tant soit peu visible dans le présent) à sa politique ; il rejette sur eux, traités en « boucs émissaires », ses propres responsabilités dans une situation donnée et s'efforce ainsi de se revaloriser aux yeux des masses ; il maintient par des exemples terrifiants, préventifs, la discipline de fer nécessaire dans ses propres rangs, et réduit ainsi les chances d'opposants potentiels à sa politique dans d'autres pays.

Cette action, la bureaucratie l'a exercée tout d'abord en U.R.S.S. même. Depuis l'apparition des « démocraties populaires » et l'installation au pouvoir d'un certain nombre de partis communistes, un autre facteur d'auto-épuration s'est manifesté : les antagonismes entre clans différents au sein d'une même direction bureaucratique de ces partis communistes et de l'appareil administratif qu'ils contrôlent. C'est une reproduction en miniature du même phénomène propre à la bureaucratie soviétique. La lutte dans certains cas n'est pas commencée directement par le Kremlin mais par un clan de la bureaucratie nationale contre un autre. Le Kremlin intervient plus tard, se ralliant au clan qui s'impose comme le plus apte à garantir dans l'avenir ses intérêts. Il se peut que, dans le cas de Prague, la lutte contre Slansky, principal homme du Kremlin jusqu'à la date de sa disgrâce en Tchécoslovaquie, fut initiée par le clan Gottwald. Celui-ci a mis le Kremlin en quelque sorte devant le fait accompli. D'autant plus que Gottwald, devenu maître de tout l'appareil national, se montre disposé à offrir au Kremlin à ce prix les mêmes services que Slansky.

Comme en France, la lutte contre Marty et Tillon fut initiée selon toute vraisemblance non pas directement par le Kremlin, mais par le clan Thorez, auquel se rallia ensuite le Kremlin. Heureusement pour Marty et Tillon, l'affaire a un autre cadre que celui d'une « démocratie populaire » ; sinon elle risquerait fort de se terminer devant le gibet.

Le Kremlin doit admettre que les bureaucraties nationales à sa dévotion et créées à son image règlent leur vie intérieure selon les mêmes lois que la bureaucratie soviétique en U.R.S.S.

Slansky et ses compagnons ont péri dans cette lutte intra-bureaucratique. Leur cas a servi d'autre part une série de buts particuliers au moment actuel au Kremlin aussi bien qu'au clan Gottwald en Tchécoslovaquie.

Le Kremlin a utilisé le procès pour dénoncer entre autre cette fois le sionisme, et pour servir les intérêts de sa politique dans les pays musulmans au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Le clan Gottwald a utilisé le procès pour rejeter sur l'administration Slansky tout « ce qui ne va pas » en Tchécoslovaquie et valoriser sa propre administration.

Demain ce sera peut-être le tour de la Pologne de connaître son « grand procès » avec Gomulka comme principal accusé, et de la Roumanie avec le procès d'Anna Pauker.

Mais la série noire ne sera pas ainsi close.

L'auto-épuration, répétons-le, est un processus permanent de la bureaucratie. Comme un nouveau Kronos elle dévore périodiquement ses propres enfants. Elle ne s'arrêtera qu'avec son écroulement inévitable au cours des prochains développements de la Révolution socialiste mondiale.

Aidons la révolution bolivienne !

La Révolution bolivienne s'amplifie constamment. Les masses paysannes, les serfs des latifundia de l'altiplano (haut plateau) et de la partie orientale du pays, les petits propriétaires agricoles de la vallée, les travailleurs des communautés indiennes, entrent à leur tour dans la lutte aux côtés des ouvriers et des milieux avancés de la petite bourgeoisie radicale des villes.

Dans la région de Cochabamba les paysans pourchassent les gros propriétaires fonciers et prennent les terres.

L'organisation syndicale des masses paysannes fait partout des progrès. Des syndicats surgissent, des comités s'organisent.

Les ouvriers, qui ont déjà imposé la nationalisation des mines, luttent maintenant pour arracher un véritable contrôle ouvrier sur celles-ci et empêcher les manœuvres du gouvernement qui s'appuie sur une couche restreinte de bureaucrates syndicaux.

La désaffection des masses par rapport au gouvernement et au Mouvement National Révolutionnaire progresse ainsi que la confusion et la crise à l'intérieur de ce mouvement. Le congrès du M.N.R. qui devait se tenir en décembre passé fut à nouveau reculé.

La lutte se circonscrit de plus en plus entre le gouvernement et le Parti Ouvrier Révolutionnaire, section bolivienne de la IV^e Internationale. Elle est déjà entrée dans la phase d'attaques systématiques déclenchées par le gouvernement et les forces qu'il contrôle, contre le P.O.R., y compris des agressions physiques.

La publication et la diffusion du journal et de toute autre littérature du P.O.R. sont entravées. Des commandos spéciaux et la police ont cherché à empêcher la diffusion du journal dans les centres miniers. Mais la réaction des ouvriers contre ces méthodes s'organise avec vigueur et a déjà mis en échec, dans divers endroits, la répression gouvernementale.

La popularité du P.O.R. augmente sans cesse ; ses succès dans les syndicats, l'organisation des paysans et des couches petites bourgeoises des villes se multiplient.

Le P.O.R. vient de fonder la Confédération des Travailleurs particuliers (C.T.P.) qui groupe 6 fédérations nationales de travailleurs des classes moyennes. Cette Confédération participera, avec 30 délégués, tous poristes, au prochain congrès de la C.O.B. (Centrale Ouvrière Bolivienne).

Le congrès de celle-ci a été un peu retardé par les agissements du gouvernement et des dirigeants du M.N.R., mais il se tiendra de toute façon. La très grande majorité des délégations ouvrières dans tous les coins du pays pour le congrès reste attachée au P.O.R.

Les masses paysannes sont mobilisées et organisées par le P.O.R. qui s'impose de plus en plus comme le leader conscient de la Révolution bolivienne.

A noter que les stalinien en pleine décomposition se contentent d'un misérable rôle d'appui inconditionnel à la lutte que le gouvernement et la direction du M.N.R. mènent contre le P.O.R.

L'influence de la Révolution bolivienne, ainsi que celle de l'activité révolutionnaire du P.O.R. commencent à s'exercer sérieusement sur le mouvement ouvrier des pays latino-américains. Exemple la magnifique réception qui fut réservée par le prolétariat chilien à la délégation de la C.O.B. qui s'est rendue dans ce pays. La délégation était conduite par le camarade Edwin A. Moller, dirigeant de la C.O.B. et du P.O.R. Elle a pu assister au Congrès des mineurs, des ouvriers de la métallurgie et de la Centrale chilienne C.T.C.H. pour expliquer la marche et la signification de la Révolution bolivienne.

D'importants syndicats ouvriers de Santiago, de Valparaiso et de Vina del Mar ont invité la délégation et organisé à ce propos des réunions et des conférences spéciales.

D'autres conférences et des réunions furent organisées par le Comité d'aide à la révolution bolivienne, le Comité d'Union syndicale, ainsi que par le P.O.R. chilien, section chilienne de la IV^e Internationale.

Partout, dans cette très ample mobilisation du prolétariat chilien en faveur de la révolution bolivienne, la délégation dirigée par le camarade Moller a trouvé

l'occasion de populariser plus particulièrement l'action et le programme de la C.O.B. et du P.O.R. bolivien.

Nos camarades boliviens sont actuellement engagés dans une lutte d'une ampleur et d'une importance sans précédent. Ils mobilisent à ce propos toutes leurs forces, toutes leurs ressources. Mais ces dernières surtout ne suffisent pas pour accomplir toutes les tâches qui leur incombent. Ils ont besoin d'une aide ample et immédiate !

Militants et sympathisants de la IV^e Internationale, ouvriers marxistes-révolutionnaires de tous les pays, aidez massivement maintenant vos frères boliviens qui luttent sous le drapeau de Lénine et de Trotsky pour la véritable révolution prolétarienne !

Constituez des Comités d'aide à la Révolution bolivienne dans chaque pays, chaque capitale, aussi larges que possible. Prenez toute initiative capable d'apporter une aide immédiate ; n'oubliez aucune occasion !

Envoyez immédiatement toute somme collectée à l'adresse suivante : Pierre Frank, 10, rue de Lancry, Paris (10^e). Elle sera transmise aussitôt à nos militants boliviens. Ou faites savoir à cette adresse les sommes dont vous disposez à cet effet ; vous recevrez des instructions pour les envoyer.

Janvier 1953.

LE SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE.

M. PABLO

U. R. S. S. 1952

L'intérêt essentiel du 19^e Congrès du P.C. russe réside incontestablement dans les données qu'il a fournies sur la situation en U.R.S.S. Ces données se dégagent directement ou indirectement des différents rapports qui furent présentés au congrès, ainsi que de certaines interventions. Les chiffres fournis par les dirigeants soviétiques ainsi que les faits tels qu'ils les relatent, doivent naturellement être jugés et interprétés d'une manière critique.

On peut faire dire en général à la statistique « tout ce qu'on veut », et les directions de tous les régimes bureaucratiques sont passées maîtres en cet art. D'autre part, il ne faut pas oublier, en ce qui concerne les faits auxquels se réfèrent les dirigeants soviétiques dans leurs rapports relatifs à la gestion bureaucratique de l'économie, au régime du parti, à l'Etat et la vie soviétique en général, que ceux qui parlent sont les représentants les plus hauts placés de la bureaucratie soviétique et qu'ils jouent au sein de celle-ci un rôle bonapartiste.

L'image de la société soviétique, de ses problèmes, de ses réactions donnée par ces représentants se trouve inévitablement incomplète, déformée, embellie. Mais malgré tout leur art de dissimulation et de déformation de l'état véridique de la société soviétique, leurs documents, leurs rapports, leurs interventions au 19^e congrès fournissent un matériel de premier ordre pour en dégager plusieurs aspects importants de la situation actuelle réelle en U.R.S.S.

Depuis très longtemps, un tel matériel n'avait été fourni sur ce sujet. Comme nous allons le voir, les appréciations essentielles que notre mouvement porte sur l'U.R.S.S. se trouvent une fois encore confirmées.

Les rapports de production que seule la Révolution d'Octobre a rendu possibles (étatisation de tous les moyens de production et économie planifiée) déterminent toujours en U.R.S.S., malgré l'obstacle de sa gestion bu-

reaucraticque, un impressionnant progrès des forces productives. Ce progrès contraste de plus en plus avec la stagnation et le déclin des forces productives dans le monde capitaliste pris comme un tout. Ainsi se trouve confirmée dans les faits la suprématie écrasante de ces nouvelles formes de production sur le capitalisme.

D'autre part, la présence nocive de la gestion bureaucratique de l'appareil économique et administratif de l'U.R.S.S. perçue par tous les pores de son corps. Sur le terrain économique, les fléaux bureaucratiques s'appellent gaspillages, vols et dilapidations de la propriété étatique, marché parallèle, stérilisation de l'élan productif et des capacités productives des masses. Sur le plan politique, social et culturel, les fléaux bureaucratiques s'appellent régime policier, embourgeoisement des mœurs et de la mentalité, formalisme, académisme et conformisme dans les arts.

Mais, d'autre part, sur la base des progrès économiques et culturels incontestables, de nouvelles générations s'élèvent en U.R.S.S., qui n'ont pas connu les défaites de la génération d'Octobre, qui pensent, qui cherchent, qui critiquent et qui luttent devant le principal obstacle au libre développement du pays : la bureaucratie. Celle-ci est consciente du danger. Elle s'efforce de le conjurer, à la fois par des concessions et par une accentuation du contrôle sur les masses.

Mais le processus révolutionnaire historique a maintenant comme arène active le monde entier. Les nouvelles forces révolutionnaires qui se forment et s'éveillent en U.R.S.S. même ne seront plus seules pour longtemps. Elles s'acheminent vers leur jonction avec les forces de la Révolution internationale en marche, et terrasseront inévitablement la bureaucratie.

Voyons de quelle manière l'étude critique des données fournies par le 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. éclaire tous ces points.

Après quoi la production industrielle s'est accrue rapidement à un rythme annuel moyen d'environ 20 % pour atteindre en 1951 le double du niveau de 1940 (dernière année de paix) et le triple environ de celui de 1946 (1).

(1) Il faut en outre souligner la régularité de l'accroissement de la production en U.R.S.S., qui contraste avec le caractère spasmo-

Pendant cette même période, la production capitaliste la plus dynamique, celle des Etats-Unis, ne se développa que de 30 % par rapport à 1946 pour atteindre en 1951 le double de celle de 1939, dernière année de paix (2).

On peut naturellement mettre en cause l'exactitude rigoureuse de l'ampleur de ce taux d'accroissement annuel de la production industrielle de l'U.R.S.S. En mai dernier, s'est tenu à New-York un congrès sur la croissance de l'économie soviétique organisé par le Social Science Research Council. Le rythme ne serait pas, selon les spécialistes réunis dans ce congrès, tellement élevé, mais de 6,5 à 7 % selon les uns, de 12 % selon les autres. Même si l'on admettait ce dernier chiffre moyen, le dynamisme de l'économie soviétique ne laisserait pas d'être impressionnant par son contraste avec l'essoufflement de l'économie capitaliste en général (3).

Le nouveau plan quinquennal de 1951-1955 prévoit un rythme d'accroissement annuel moyen de la production globale de l'industrie d'environ 12 %. « Un tel objectif d'accroissement signifie qu'en 1955 le volume de la production industrielle TRIPLERA par rapport à 1940 ». (Malenkov).

En chiffres concrets, l'U.R.S.S. produit actuellement en ce qui concerne les moyens de production 25 millions de tonnes de fonte, 35 millions de tonnes d'acier, 27 millions de tonnes de laminés, 300 millions de tonnes de charbon, 47 millions de tonnes de pétrole, 117 milliards de kw-h. d'énergie électrique. Le volume global de la production des moyens de production est égal au double de 1940 et, dans certaines branches, le dépasse.

Par contre, le volume global de la production de l'industrie des objets de consommation n'était en 1951 supérieur que de 43 % seulement à celui de 1940. En 1952, il dépassera de 60 % environ le niveau de 1940.

« En 1952 il sera produit : plus de 5 milliards de mètres de cotonnades, soit environ 30 % de plus qu'en 1940 ; près de 190 millions de mètres de lainage, soit environ 60 % de plus qu'en 1940 ; 218 millions de mètres de soieries, soit 2,8 fois autant qu'en 1940 ; 250 millions de paires de chaussures de cuir, soit environ 20 % de plus qu'en 1940 ; 125 millions de paires de chaussures en caoutchouc, soit 80 % de plus qu'en 1940 ; plus de 3.300.000 tonnes de sucre, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à 1940 ;

dique de l'évolution de la production dans les pays capitalistes. Toutes les citations et les chiffres ont été pris dans le numéro spécial des *Cahiers du Communisme* : Le XIX^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique.

(2) En France ce rythme n'était que de 2 % environ.

(3) Ce dynamisme est actuellement caractéristique de toutes les « démocraties populaires » et de la Chine. Le taux annuel d'accroissement de la production est, dans ces pays, de loin supérieur à celui des pays capitalistes les plus dynamiques.

plus de 380.000 tonnes de beurre provenant de l'industrie (sans compter d'importantes quantités de beurre de production domestique), soit une augmentation de plus de 70 % par rapport au niveau de la production industrielle d'avant-guerre. » (Malenkov).

Ces chiffres permettent des comparaisons et des conclusions instructives.

Tout d'abord en ce qui concerne la production des moyens de production. Elle représente pour 210 millions d'habitants de l'U.R.S.S. environ 40 % de la production correspondante des Etats-Unis en 1951, peuplés de 155 millions d'habitants (4).

Le décalage absolu, et surtout le décalage par tête d'habitant entre les deux pays reste encore très grand.

Les chiffres concernant la production des objets de consommation sont encore plus éloquentes. Par rapport au niveau matériel et culturel atteint par les masses soviétiques en 1940, les progrès sont naturellement, y compris sur ce domaine, importants.

La production de cotonnades par tête d'habitant a augmenté de 20 % par rapport à 1940 ; celle des lainages de plus de 60 % ; celle du papier de plus de 70 % ; celle de l'énergie électrique a plus que doublé — celle du ciment aussi. Mais par rapport au niveau des pays capitalistes développés, le décalage reste très grand, y compris sur le terrain des objets de consommation.

Par exemple, en 1952 il y a encore 24 m. de cotonnades environ par tête d'habitant en U.R.S.S., contre 60 m. environ aux Etats-Unis et 38,40 en Angleterre en 1950 ; 1,2 paire de souliers de cuir par an contre 3 1/3 paires aux Etats-Unis, 3 paires en Grande-Bretagne, et 2 1/2 paires en France.

Les progrès de l'industrie soviétique ne se limitent pas à l'accroissement constant de son volume. Ils s'étendent sur le terrain technique du perfectionnement des machines, de l'accroissement de leur nombre et de leurs modèles, du nombre et des modèles des machines-outils en particulier. Il s'ensuit une production accrue qui contribue au rythme élevé d'accroissement constant de la production (5).

« Le parc de machines-outils, a affirmé Malenkov, a été multiplié par 2,2 (par rapport à 1940) grâce à l'appoint de nouvelles machines-outils dont le rendement est plus élevé. L'industrie soviétique des constructions méca-

(4)

	U.R.S.S. 1952	ETATS-UNIS 1951
(En millions de tonnes)		

Fonte	25	64
Acier	35	95,5
Charbon	300	528
Pétrole	47	307,5
(En milliards de kw/h.)		
Energ. élect.	117	482,3

(5) Selon Malenkov, « de 1940 à 1951 la productivité du travail dans l'industrie a augmenté de 50 %. Pendant cette période, 70 % de l'accroissement de la production industrielle a été obtenu grâce à l'élévation de la productivité du travail ».

L'ACQUIS ET LE DYNAMISME DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE

A) L'industrie.

La guerre a retardé « le développement de notre industrie, a déclaré Malenkov dans son rapport, de huit à neuf ans, c'est-à-dire de deux plans quinquennaux environ... Dans ses grandes lignes la réorganisation d'après-guerre de la production industrielle a été parachevée dans le courant de l'année 1946 ».

riques, rien qu'au cours des trois dernières années, a créé près de 1.600 modèles nouveaux de machines et de mécanismes ».

En comptant à 700.000 environ le parc des machines-outils dont disposait l'U.R.S.S. en 1940, nous arrivons au chiffre de 1.540.000 machines-outils en 1952 contre 1.772.000 en 1950 aux Etats-Unis, et 880.000 seulement en Grande-Bretagne, la deuxième puissance industrielle du monde capitaliste (6) !

B) L'agriculture et l'élevage.

Dans la période d'après-guerre « le parti s'est attaché, a déclaré Malenkov, tout particulièrement à renforcer les kolkhozes sur le plan de l'organisation et sur le plan économique, à les aider dans le relèvement et le développement de l'économie collective et à augmenter sur cette base le bien-être matériel de la paysannerie kolkhoziennne » (7).

A l'heure actuelle « on compte 97.000 kolkhozes agrandis contre 245.000 petits kolkhozes au 1^{er} janvier 1950 ».

Le niveau d'avant-guerre de la production agricole a été rattrapé et dépassé. Les superficies ensemencées de toutes les cultures agricoles ont, en 1952, dépassé de 5.300.000 hectares le niveau d'avant-guerre. « Dans l'année en cours, la récolte globale de céréales se chiffrait à 8 milliards de pouds et celle du blé a augmenté de 48 % par rapport à 1940 ». Le problème des céréales est « définitivement et sans retour » résolu.

Le niveau d'avant-guerre de la production du coton, de la betterave à sucre, de pommes de terre, du fourrage, a été dépassé. Par contre, la production du lin et des cultures maraîchères n'a pas encore atteint le niveau d'avant-guerre.

D'autre part, l'agriculture soviétique est devenue qualitativement autre, elle diffère profondément de l'ancienne agriculture peu productive, extensive.

LES OBJECTIFS DU CINQUIEME PLAN QUINQUENNAL 1951-1955

Sur la base de cet acquis de l'économie soviétique en 1952, quels sont les objectifs visés par le cinquième plan quinquennal dans les différents domaines que nous venons d'examiner ?

Industrie. — La production des moyens de production doit augmenter d'environ 80 % et

(6) Il faut cependant faire des réserves sur la manière dont s'établit en U.R.S.S. la statistique « des machines, machines-outils et mécanismes ».

(7) Le souci de Malenkov pour le bien-être des paysans ne l'empêche pas de s'élever avec vigueur contre ces partisans des « agrovilles » qui « ont oublié les tâches principales, les tâches de production des kolkhozes et ont mis au premier plan des tâches qui étaient subordonnées aux premières, les tâches de consommation intérieure, et d'aménagement de la vie dans les kolkhozes ».

« Si en 1952 la superficie occupée par la totalité des cultures agricoles a été multipliée par 1,4 par rapport à 1913, la superficie consacrée aux cultures industrielles, aux cultures maraîchères et aux cucurbitacées a été multipliée par 2,4 et la superficie consacrée aux cultures fourragères par plus de 11. »

La mécanisation de l'agriculture s'est accrue considérablement. « La puissance globale du parc de tracteurs a augmenté par rapport au niveau d'avant-guerre de 59 % et celle du parc des moissonneuses-batteuses de 51 %. »

En ce qui concerne l'élevage, le gros bétail à cornes a dépassé en 1948 le niveau de 1940, ainsi que les moutons en 1950 et les porcs en 1952.

La production globale et la production marchande de la viande, du lait, du beurre, des œufs, de la laine et du cuir ont aussi dépassé, dans l'ensemble de l'U.R.S.S., le niveau d'avant-guerre.

C) Commerce, transports, P.T.T.

Durant les années d'après-guerre le chiffre d'affaires du commerce d'Etat et coopératif a été multiplié par 2,9 dépassant sensiblement le niveau d'avant-guerre. Ceci est le résultat de l'accroissement de la production industrielle et agricole.

En ce qui concerne les transports, point faible de l'économie soviétique, aucun indice n'est donné du développement du réseau ferroviaire. Nous apprenons, par contre, qu'en 1951 il y avait 23.000 kilomètres de voies navigables intérieures en exploitation de plus qu'en 1940.

La seule indication sur les transports automobiles est celles concernant « le réseau de routes automobiles à tablier perfectionné 3,1 fois » supérieur à celui de 1940.

Mêmes indications vagues en ce qui concerne le réseau téléphonique et télégraphique. « Le réseau de réception radiophonique est à peu près doublé par rapport à 1940 ».

la production des objets de consommation d'environ 65 %. L'ensemble de la production industrielle de 70 % environ par rapport à 1950. Doubler environ les investissements d'Etat dans l'industrie par rapport à 1946-1950.

Dans la production de moyens de production, un accent particulier est mis sur la production de turbines hydrauliques (780 %) et turbines à vapeur (230 %), sur les grandes machines-outils pour la coupe de métaux (260 %) et les appareils pour l'industrie pétrolière (350 %), enfin sur les chaudières à vapeur (270 %).

Dans la production des objets de consommation, l'accent est mis sur le ciment (220 %), la viande (92 %) et les conserves (210 %).

Agriculture, Elevage. — Augmenter la récolte globale : de 40 à 50 % pour les céréales,

de 55 à 65 % pour le coton brut, de 40 à 50 % pour les fibres de lin, de 65 à 70 % pour la betterave à sucre, de 40 à 45 % pour les pommes de terre.

Augmenter la production des fourrages : de 80 à 90 % pour le foin, tripler ou quadrupler la production des tubercules et des rhizocarpiées, et doubler celles des plantes à ensiler.

Augmenter de 18 à 20 % le gros bétail à cornes, de 60 à 62 % les moutons, de 45 à 50 % les porcs, de 10 à 12 % les chevaux. Multiplier par 3 ou 3,5 le nombre des volailles,

QUELQUES REMARQUES GENERALES

La répartition géographique de l'industrie a changé depuis 1940 par l'industrialisation accrue du bassin du Volga et des régions de l'Oural, de la Sibérie, de l'Extrême-Orient, du Kazakhstan, et des républiques de l'Asie centrale (8).

Le volume global de la production industrielle, dans ces régions a triplé par rapport à 1940. Le nouveau plan quinquennal maintient et accentue cette tendance, qu'il étend à la Transcaucasie et aux pays baltes.

Les points faibles de l'économie soviétique prise dans son ensemble restent les transports et le bâtiment (9), ce dernier occasionnant toujours une crise de logement grave.

Par contre, dans le domaine de l'alimentation et de l'habillement, la crise d'avant-guerre est en train de disparaître par les progrès réalisés dans la production de céréales, de viande, de matières grasses, de coton, de laine, de cuir.

Cependant, même en escomptant une réali-

par 2 ou 2,5 la production de la laine, par 6 ou 7 la production des œufs.

Commerce, transports, P.T.T. — Augmenter d'environ 70 % le commerce de détail de l'Etat et coopératif.

Construire de nouvelles lignes de chemin de fer dans une proportion deux fois et demi plus grande qu'en 1946-1950.

Par rapport à 1946-1950 construire et reconstruire environ 50 % de plus de routes carrossables munies de revêtements solides.

Doubler la longueur des câbles téléphoniques et télégraphiques interurbains.

sation complète en 1955 des buts fixés par le cinquième plan quinquennal, la production industrielle totale de l'U.R.S.S. ne sera qu'environ 70 % de la production actuelle des Etats-Unis.

Par tête d'habitant, le décalage est encore plus grand aussi bien dans le domaine des moyens de production que dans celui des objets de consommation.

On voit que nous sommes encore loin non seulement de « l'abondance matérielle » mais tout simplement d'un niveau comparable à celui des pays capitalistes les plus développés. Que, par conséquent, non seulement l'U.R.S.S. ne sera pas, même en 1955, à la veille de « passer du socialisme au communisme » mais même loin d'avoir atteint une économie vraiment socialiste, cette dernière supposant un niveau général considérablement plus élevé que celui du pays capitaliste le plus élevé.

LES TARES DE LA GESTION BUREAUCRATIQUE DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE

La bureaucratie s'efforce d'estomper sa propre image dans le tableau qu'elle dresse périodiquement de l'économie et de la vie soviétique en général.

Sa technique des chiffres est tout d'abord

(8) C'est Beria qui, dans son intervention s'efforce de mettre en relief le développement comparé de ces régions avec celui de pays capitalistes parmi les plus développés (France, Italie, Belgique, Hollande) et de pays comme les Indes, le Pakistan, l'Iran, etc. Il a démontré que le rythme du développement industriel et agricole de ces régions dans plusieurs branches dépassait très considérablement le rythme correspondant dans les pays capitalistes et dépendants.

(9) Malenkov a reconnu « qu'on constate encore partout chez nous un manque aigu d'habitations ».

Le nombre de maisons et logements construits reste faible, surtout si l'on tient compte des destructions étendues causées par la guerre, ainsi que la productivité dans le bâtiment (qui n'a augmenté que de 36 % par rapport à 1940).

telle qu'elle ne permet jamais de reconstituer la véritable répartition du revenu national parmi les différentes catégories sociales de la société soviétique, et la véritable part de bien-être accordée aux ouvriers, aux paysans, et à la bureaucratie elle-même.

Ainsi l'équivalent social exact du progrès économique de l'U.R.S.S. était et reste l'élément le plus difficile à déterminer (10).

Mais la bureaucratie ne réussit cependant pas dans ses rapports à effacer complètement les méfaits de sa gestion de l'économie et de

(10) Durant la période allant de 1940 à 1951 le revenu national de l'U.R.S.S. s'est accru de 83 %. « Les 3/4 sont mis à la disposition des travailleurs — le reste pour élargir la production et satisfaire les autres besoins de l'Etat et de la société. »

Mais le terme **travailleur**, dans le vocabulaire de Malenkov, englobe, bureaucrates, ouvriers et paysans à la fois. Aucune indication n'est donnée quant à la part relative de chacune de ces catégories.

l'Etat. Dans le cas par exemple d'un véritable contrôle démocratique de l'économie par les masses, les ouvriers et les techniciens des

usines, les paysans et les techniciens des kolchozes, des tares d'une telle ampleur seraient inimaginables.

GASPILLAGES, VOLS ET DILAPIDATIONS DANS LA PROPRIETE COLLECTIVE

En 1951, a déclaré Malenkov, « les pertes et les frais improductifs dans les entreprises dépendant des ministères de l'U.R.S.S. se sont chiffrés à 4.900 millions de roubles, dont 3 milliards de roubles perdus par suite de malfaçons » (11).

D'autre part, en 1951 « les faux frais dans le bâtiment, en sus de la norme, ont dépassé 1 milliard de roubles, et au lieu du bénéfice de 2.900 millions de roubles prévu par le plan » on a enregistré « une perte de 2.500 millions de roubles ».

Dans l'agriculture, « les machines agricoles s'usent trop vite et les réparations demandent des frais excessifs ». « L'incurie subsiste dans beaucoup de stations de machines et de tracteurs, de kolchozes et sovkhoses ».

Les récoltes sont souvent « incomplètement rentrées » ou « rentrées avec grandes pertes ». La conservation des biens des kolchozes est organisée de façon « défectueuse », l'entretien du bétail est « mauvais ».

Dans les transports, les pertes et les dépenses improductives sont « également grandes », les faux frais de stockage, de conservation et d'écoulement des produits agricoles « sont trop élevés ainsi que les frais généraux des organismes commerciaux ».

Enfin « les frais administratifs sont encore très élevés ». Les « abus dans les dépenses de ressources matérielles, financières et de main-d'œuvre, conclut Malenkov, qui subsistent dans toutes les branches de l'économie nationale, sont la preuve que de nombreux dirigeants ont oublié le régime d'économies, ne songent pas à utiliser d'une façon raisonnable et économe les fonds d'Etat... et que les organisations du parti ne remarquent pas ces insuffisances et ne corrigent pas de tels dirigeants ».

En somme, beaucoup de bureaucrates gaspilleurs et pas de contrôle de la base, le seul contrôle sur eux étant celui « des ministères », c'est-à-dire de la bureaucratie elle-même.

C'est encore Malenkov qui signale que, dans

l'industrie, l'exécution du plan est souvent entravée et faussée par un volume de production globale qui ne répond ni aux articles demandés par l'Etat, ni à la qualité demandée pour ces articles.

Afin de remplir leur quota, de nombreuses entreprises remplacent la production de certains articles par d'autres, ou livrent « en grande quantité des articles de qualité inférieure ». La « dissimulation » et « le maquillage des résultats du travail » caractérisent « certains dirigeants ». D'autres, font des demandes « exagérées » qui ne correspondent pas à la production réelle de leurs entreprises figurant dans le plan. Ces « demandes exagérées » nourrissent de toute évidence le « marché parallèle ».

Dans l'agriculture, Malenkov reconnaît « qu'il y a encore des cas de dilapidation des biens des kolchozes, et autres infractions aux statuts de l'artel agricole. Certains travailleurs des organismes du parti, des soviets et des organismes agricoles détournent les biens des kolchozes, n'hésitent pas à violer grossièrement les lois soviétiques, s'engagent dans la voie de l'arbitraire et des illégalités à l'égard des kolchozes ».

« Bon nombre de dirigeants » oublient en général « que les entreprises dont on leur a confié la charge et la gestion appartiennent à l'Etat et s'efforcent de les transformer en leur fief ».

Bon nombre de dirigeants manquent « d'honnêteté et de sincérité envers l'Etat et le parti », ont une discipline propre, distincte de celle « des humbles », et présentent en général une série de caractéristiques fort éloignées de « l'homme soviétique nouveau », « l'homme socialiste ».

On reconnaît sans grande peine, tout au long de ces « critiques » (12), le portrait du bureaucrate, arrogant envers ses subordonnés, obséquieux et menteur envers ses supérieurs, gaspilleur, voleur, dilapidant effrontément le bien public.

L'ETAT, LE PARTI, LA CULTURE

« Les ennemis et les vulgarisateurs du marxisme », a affirmé avec force Malenkov, avaient préconisé une théorie extrêmement néfaste pour notre cause, celle de l'affaiblissement et du dépérissement de l'Etat soviétique dans les conditions de l'entourage capitaliste.

Le parti « a battu et rejeté cette théorie pourrie » et est arrivé à la conclusion contraire : « dans les conditions de triomphe de

la révolution socialiste dans un seul pays, alors que le capitalisme domine dans la plupart des

(12) Dont nous ne mentionnons dans cet article qu'une partie. La désorganisation et la confusion causées par l'administration bureaucratique de l'économie sont abondamment illustrées aussi bien dans le rapport de Malenkov que dans les interventions des délégués. La pression bureaucratique pour le rendement conduit d'autre part à renforcer à la fois la résistance des ouvriers et la « malhonnêteté » des dirigeants envers l'Etat et le parti par la tactique des faux bilans qu'ils sont obligés de présenter afin d'éviter les sanctions.

autres pays le pays de la révolution victorieuse doit, loin d'affaiblir son Etat, le renforcer au maximum ».

Parmi « les ennemis et les vulgarisateurs du marxisme » sur la théorie de l'Etat, il y a Marx et Lénine. Quant à l'encerclement capitaliste, Malenkov emploie maintenant le terme « entourage », parle ailleurs du fait que l'U.R.S.S. n'est plus seule dans le monde ; aussi bien lui que Staline et les autres orateurs soulignent la rupture de fait de l'encerclement depuis la dernière guerre, mais il ne tire aucune conclusion adéquate en ce qui concerne l'Etat.

Si la « base économique de (notre) Etat a grandi et s'est consolidée », si « la collaboration amicale entre les ouvriers, les paysans et les intellectuels qui composent la société socialiste soviétique s'est encore resserrée », et si l'encerclement impérialiste s'est atténué, il faudrait que l'Etat dépérisse au moins un peu au lieu de se « renforcer au maximum ».

Malenkov glorifie l'appareil spécifique de coercition (coercition exercée avant tout à l'intérieur) qu'est l'Etat et prépare le « passage au communisme » de l'U.R.S.S. flanqué d'un Guépéou plus puissant que jamais ! (13). Cette contradiction criante suffirait à elle seule à démentir l'image d'une « collaboration amicale des ouvriers, des paysans et des intellectuels qui composent la société soviétique » et dans laquelle la bureaucratie est inexistante.

Dans les rapports sur le parti, aussi bien de la part de Malenkov que de Khrouchtchev, l'accent est mis à la fois sur la nécessité de faire revivre « l'autocritique et la critique venant de la base » que sur la « discipline » et la « loyauté » envers l'Etat et le parti.

Le sommet bonapartiste de la bureaucratie s'efforce à la fois de freiner les excès de bureaucratisme qui éloignent les masses du parti ou les font tomber dans l'indifférence, de se revaloriser en tant que direction devant elles, et de reprendre le parti mieux en main.

La corruption étendue qui existe dans les milieux bureaucratiques lui apparaît dangereuse, aussi bien quant à la bonne marche de l'économie et de l'appareil administratif, que comme attitude compromettante pour l'ensemble de la bureaucratie envers les masses.

Les longues tirades sur ces questions dans les deux rapports ne sont pas de simples exercices rhétoriques, elles correspondent à une réalité objective menaçante contre laquelle réagit, à sa manière, le sommet bonapartiste de la bureaucratie. De cette partie du rapport de Malenkov il faut particulièrement rete-

nir le passage qui confirme l'existence et l'activité d'une opposition politique consciente en U.R.S.S., recrutant des éléments des nouvelles générations, animée par des éléments ayant appartenu dans le passé à l'Opposition de gauche, aux groupes de Zinoviev et de Boukharine.

« C'est dans les secteurs du travail idéologique qui échappent pour une raison quelconque à la vigilance des organisations du parti », a déclaré Malenkov, là où la direction et l'influence du parti faiblissent, qu'agissent des hommes hostiles, différents éléments issus des vestiges des groupes antiléninistes mis en déroute par le parti ; ils cherchent à mettre la main sur ces secteurs, à les utiliser pour faire passer leur ligne, faire naître et propager différents « points de vue » et « conceptions » non marxistes. »

Parlant de la culture, Malenkov se plaint de « la platitude, l'absence de contenu idéologique, la fausseté » qui caractérisent beaucoup d'œuvres littéraires et artistiques en U.R.S.S. Le cinéma, la peinture, souvent le roman, ne correspondent pas toujours « au niveau idéologique et culturel de l'homme soviétique », qui « s'est incomparablement élevé ».

Malenkov incrimine les écrivains et les artistes, et feint d'ignorer les causes réelles du formalisme, de l'académisme, du byzantinisme qui caractérisent en général la production littéraire et artistique de l'U.R.S.S., le régime politique, policier et bureaucratique enlevant aux écrivains et aux artistes la possibilité d'une libre création.

Malenkov n'est pas content des œuvres qui dépeignent une vie soviétique, une société « sans contradictions », plate comme une carte postale en couleurs, sans humour et sans satire. Il s'écrie : « Il nous faut des Gogol et des Tchekhov soviétiques qui par le feu de leur satire brûleraient tout ce qu'il y a dans la vie de négatif, de pourri, de mort, tout ce qui freine le mouvement en avant ».

Mais c'est la bureaucratie que dans ce cas il faudrait brûler, éliminer. C'est elle qui freine « le mouvement en avant » et qui terrorise les Gogol.

L'art et la culture « officiels » des régimes bureaucratiques et policiers furent toujours formalistes, académiques et byzantins. La satire des Gogol, art non officiel, qui s'est épanouie dans la semi-illégalité contre le régime régnant, a préparé à sa manière la chute de celui-ci. Il ne fait pas de doute qu'une des formes par laquelle passera la lutte des nouvelles générations en U.R.S.S. contre la bureaucratie sera celle de l'art, de la littérature et de la science. Malenkov aura ses Gogol, ses Goya et Daumier, et ses Galilée. Ils commencent déjà à percer.

10-12-1952.

(13) Malenkov parle en effet spécifiquement « des organismes de sécurité et de renseignements » qui doivent se renforcer toujours « par tous les moyens » !

Pierre FRANK

L'affaire Marty-Tillon

Les cas de Marty et de Tillon ont été officiellement posés dans le P.C.F. à la session du Comité central du 3 septembre. A la session suivante, qui s'est tenue du 5 au 7 décembre, les sanctions ont été prises. Tous deux sont renvoyés à la base, démis de tout poste responsable ; en outre, la cellule de Marty est chargée d'examiner son appartenance au Parti. L'exclusion de Marty sera chose faite quand ces lignes paraîtront, celle de Tillon reste possible dans un délai plus ou moins long. Leurs documents soumis au Bureau politique n'ont été que lus au Comité Central, ils ont été proclamés documents « antipartisans ». Leur impression et leur diffusion seront considérées comme des ruptures de discipline.

L'affaire Marty-Tillon avait été portée dans une session où la direction du P.C.F., effrayée par les échecs de mai-juin, avait fortement infléchi son cours vers la droite. Les sanctions ont été prises dans une session où l'axe politique a été la lutte contre l'opportunisme, et le retour à la politique définie six mois plus tôt par l'article Billoux (1). L'affaire Marty-Tillon ne peut être liée à telle ou telle évolution de la politique stalinienne ; c'était en fait une opération préventive de l'appareil contre des dirigeants qui exprimaient le courant cherchant une politique révolutionnaire indépendamment du Kremlin et même contre lui.

**

Bien que les documents et articles publiés par la direction au cours de ces trois mois de lutte contre Marty et Tillon constituent un volumineux dossier (peut-être une dizaine de pages entières de l'Humanité) cette « discussion » où les accusés n'auraient pu s'exprimer que pour faire leur « autocritique » a révélé énormément de choses, mais à la manière stalinienne, c'est-à-dire sous la forme d'un puzzle exigeant beaucoup de patience afin de remettre les choses en place.

Il apparaît tout d'abord nettement qu'au cours de l'année 1951 commença une sérieuse crise dans la direction du P.C.F. Nous apprenons par les rapports de Mauvais, le membre du B.P. chargé du rôle de procureur :

(1) Voir l'article de Pablo : De l'affaire Billoux à l'affaire Marty-Tillon (Quatrième Internationale, octobre 1952).

« Le camarade Charles Tillon n'a pas seulement prétendu qu'une « grande opération » était montée contre lui mais que c'était là — et je le cite — « une diversion au moment où le Bureau Politique était divisé » et d'ajouter ensuite qu'il y avait « deux directions » (Rapport du 3 septembre).

« Les désaccords du camarade Charles Tillon existent depuis le développement de l'activité pour la défense de la paix » (d°).

« Dans le courant de 1951, le camarade Charles Tillon qui représentait le Parti au sein du Mouvement de la Paix, avait été relevé de cette responsabilité, à la suite de ses désaccords » (Communiqué du Secrétariat, 16 septembre).

« Tous ces faits avaient amené... la décision [du B.P.] prise le 2-11-1951 de retirer à André Marty la responsabilité du travail dans la jeunesse » (Rapport du 7 décembre).

C'est vraisemblablement au cours de cette lutte que commença la recherche de prétextes pour faire taire ou pour éliminer les opposants. A la veille de la session du 3 septembre, la direction avait relevé contre Marty et Tillon comme « travail fractionnel » une réunion entre les deux accusés, et surtout une proposition de Marty à un ancien membre du C.C. de publier un « bulletin destiné aux membres du Parti pour développer une autre politique que celle de la direction » ; elle posa la question devant le C.C., exigeant des accusés une « autocritique ».

Mais la discussion du rapport à cette session comporta plusieurs interventions qui révélèrent que Marty avait encouragé chez de nombreux camarades des positions différentes de celles de la direction sur toute une série de questions. Il semble que ce fut une révélation pour le Bureau Politique. Celui-ci étudia ces déclarations, en entendit d'autres et le 3 octobre — un mois plus tard — publia un long document qui occupait deux pages pleines de l'Humanité dans lequel il mettait en lumière, tout en défigurant les choses à la manière stalinienne, que deux lignes politiques s'opposaient. Les accusés étaient encore invités à faire une autocritique totale.

Toutefois, il apparut bien vite que le B.P. n'était pas satisfait des documents d'autocritique soumis par Marty et Tillon séparément. La situation se tendit. Le 24 octobre, le B.P. qualifie un texte de Marty de « plate-forme antiparti » et le suspendit du Bureau Politique.

Le 29, Lecœur les dénonça dans un meeting public comme « des corps étrangers aux directions ». Le 8 novembre, le B.P. décida de poser la question devant le C.C. aux fins de sanctions. En novembre, la principale campagne de l'Humanité, ce n'est ni les salaires, ni la défense des libertés démocratiques, mais la lutte contre Marty et Tillon.

Le C.C. de décembre a vu le déchaînement de la direction, en l'absence des accusés.

**

En septembre, Tillon était le principal accusé ; en décembre, c'est Marty qui est l'objet principal des attaques. On comprend aisément pourquoi. Tillon a peut-être été celui qui a fait la plus violente opposition au B.P., et c'est contre lui que fut engagée la bataille ; mais en dehors de ses divergences sur le Mouvement de la Paix, il n'a pas exprimé ouvertement ou en privé des divergences étendues. Il a exprimé des désaccords indirectement sur ce qui a été fait au moment de la Libération :

« On nous accuse d'avoir voulu prendre le pouvoir [le 28 mai 1952] mais si nous avions voulu, nous l'aurions pris en 1944. Nous ne l'avons pas fait pour rester fidèles aux engagements pris envers nos « alliés ». (Discours à Drancy, Aubervilliers et Périgueux en juin 1952).

Sans aucun doute Tillon était mû par une ligne différente de celle de la direction ; pensent par lui-même, cherchant une orientation autre que celle dictée par des alliances ou des objectifs diplomatiques, il n'a pas pu « avouer » ce qu'on demandait de lui.

Pour Marty, la question est beaucoup plus claire, malgré les incertitudes qui peuvent encore subsister. Le procureur Mauvais n'avait pas l'avantage de ses confrères de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. Il n'avait pas à sa disposition des accusés prêts à « avouer » tous les crimes. Il a dressé un réquisitoire qui, un de ces jours, lui sera probablement reproché comme très maladroit par ses propres collègues du B.P.

Nous ne relèverons pas ici en détail toutes les questions sur lesquelles Marty était en divergence avec la politique de la direction dont il faisait partie (2). Rien ne peut mieux en donner l'étendue que cet extrait du rapport de Mauvais de décembre :

« Une récente lettre de la Fédération de

(2) Le gros atout de la direction auprès des membres du P.C.F., c'est que Marty a très rarement défendu auprès d'elle ses positions, qu'il n'a jamais opposé ouvertement une autre ligne et qu'il a encouragé en privé ceux qui avaient des divergences. Un tel comportement ne se comprend qu'au moment où on a une compréhension déjà très poussée de la nature de la direction, des causes profondes de sa politique. Les effets de cet « argument » de la direction seront de plus en plus réduits au fur et à mesure que les militants communistes verront politiquement plus clair.

la Corrèze confirme que devant plusieurs dirigeants de cette fédération, en avril 1949, André Marty déclara :

« Il est aujourd'hui difficile d'entraîner la classe ouvrière et notamment les ouvriers parisiens à l'action, car, par deux fois déjà, en 1936 et à la Libération, le Parti les a arrêtés dans l'action engagée. Nous les avons trompés, déçus par deux fois. On ne les reprendra pas de sitôt. »

« C'est une calomnie, s'empresse d'ajouter Mauvais. Si cela était vrai, la classe ouvrière serait en droit de se croire trahie par son Parti. »

Après une telle appréciation fondamentale de Marty, on ne s'étonne plus d'entendre Mauvais nous apprendre que Marty était contre la politique du Front populaire, contre la remise des armes en 1945, contre la participation gouvernementale à la même époque, qu'il était opposé à la transformation des Jeunesses communistes en Union de la Jeunesse Républicaine de France, contre la politique envers la social-démocratie, qu'il était en désaccord avec les campagnes réduites aux pétitions, etc... On apprendra même que, lors d'un voyage en U.R.S.S. en 1949, « il a témoigné pour le moins de la méfiance envers les organismes de sécurité de l'Etat socialiste ». Qu'en termes choisis et délicats il est question de l'attitude du Guépéou envers le dirigeant d'un parti communiste.

La direction du P.C.F., en présence d'une telle ligne, a eu un frisson ; mais c'est du trotskysme qui se niche là-dessous ! Marty fut probablement invité à s'expliquer sur ce point, car ce rapport pour lequel Mauvais aura certainement un jour à rendre des comptes à ceux même dont il est aujourd'hui le procureur nous apprend :

« La conception du Parti de la part d'André Marty est telle que dans le dernier document adressé au B.P. il a invoqué les trotskystes non en parlant de la « racaille trotskyste » ou du « groupe de policiers trotskystes », qui est notre langage habituel et naturel à l'encontre de ces individus, mais a parlé au contraire de l'Internationale trotskyste et même d'un parti (trotskyste) dit d'opposition à notre Parti Communiste Français... Dès que nous avons pris connaissance de ce qu'écrivait Marty, nous avons pensé qu'il le faisait en vue d'une publication ultérieure et en songeant qu'il pourrait rassembler un jour dans la lutte contre le Parti cette bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et de diversion. » (Rapport de décembre.)

Ces lignes montrent avec tant d'éloquence la crainte de la direction qu'il n'est vraiment pas nécessaire de développer ce point.

Mais la crainte de la direction du P.C.F. est aussi portée dans ce rapport sur un autre aspect de la situation du parti :

« La façon dont certains membres du Comité Central ont admis — et pour certains depuis de longues années — l'expression de désaccords politiques flagrants de la part

d'André Marty et aussi de Charles Tillon... doit retenir aussi notre attention. » (d^o).

Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que ces membres du C.C., et avec eux combien de cadres du P.C.F., avaient une oreille réceptive à ces critiques qui leur étaient formulées non pas dans les assemblées et les rapports officiels, mais dans des conversations privées ? Ils n'étaient pas choqués, ces membres du Parti, quand on leur disait que la direction avait freiné les ouvriers en 1936, en 1944, qu'il n'aurait pas fallu participer au gouvernement bourgeois, etc. Ils n'en étaient pas choqués, et souvent même ils pensaient plus ou moins la même chose. Cela témoigne à quel point ces hommes étaient perméables à ces idées trotskystes. Quel danger à l'avenir pour cette direction qui sait bien dans quel sens la situation se développe et ce qu'elle favorise (3).

**

Que s'est-il passé dans les sections et cellules du P.C.F. depuis que cette affaire Marty-Tillon a été posée ? Dans la première quinzaine, après un communiqué du secrétariat où il était essentiellement question de « travail fractionnel », il y a eu un vote très unanime contre celui-ci. Plus tard, quand les divergences politiques apparurent au travers des documents du P.C.F., il n'y eut guère de dis-

(3) Se trouvant en face du refus de Marty et Tillon de passer des « aveux », la direction fut d'autant plus contrainte à obliger un membre du Comité central, compagnon de combat de Marty depuis 1925, à faire un mea culpa qui n'est pas loin de ces déclarations faites par des accusés à Prague. Écoutons Calas :

« A la réunion du C.C. des 3 et 4 septembre dernier j'ai voté avec tous les membres du C.C. les sanctions... Cependant je ne suis pas intervenu au C.C. pour apporter les faits que je connaissais... Mieux j'ai attendu d'être convoqué par la Commission d'enquête pour les faire connaître... Mon vote au C.C. avait donc été, dans une certaine mesure, formel (soufflé par nous). Je m'étais au fond prononcé d'avantage par discipline que par conviction... Après le C.C. je suis rentré chez moi troublé, désespéré... »

Ce qu'a pu être le traitement mental auquel Calas a été soumis pour en arriver à se traiter plus bas que terre, on peut l'imaginer quand on lit :

« Mes rapports avec André Marty m'ont-ils conduit à partager certaines de ses opinions et à utiliser certaines de ses méthodes ? Quand Léon Mauvais m'a demandé d'examiner cet aspect de la question au cours de mon audition par la Commission d'enquête, j'ai répondu négativement... Cependant, il est possible que mes rapports fréquents avec André Marty m'aient conduit dans la pratique et sans que je m'en rende compte clairement à appliquer la politique du Parti que j'approuvais sans suffisamment de conviction et de fermeté. »

La direction a obligé Calas à faire une « autocritique » qui avait pour buts non seulement de constituer un suicide politique pour lui, mais aussi de terroriser les autres membres du C.C. qui, à l'égard de la politique fixée par le B.P., auraient tendance à voter de façon formelle, et à l'appliquer « sans suffisamment de conviction et de fermeté ».

cussion. Les longs documents de la direction ont abasourdi les membres, la stupéfaction était grande, mais jusqu'à ce jour il n'y a pas eu de forte réaction. Il est assez probable que l'exclusion passera avec regret, certainement, mais sans opposition ouverte. Pourquoi cela ?

Il n'est pas douteux que le courant que Marty a exprimé politiquement n'est pas négligeable. Mais divers facteurs agissent dans un sens favorable en ce moment à l'opération menée par la direction bureaucratique. Tout d'abord, cette opération a été engagée dans une période d'inactivité de la classe ouvrière, dans laquelle pèse la menace de chômage : les militants les plus combattifs qui avaient eu de grands espoirs en mai ont été déçus par les échecs. Les militants que l'on peut considérer comme les « gauches » du parti subissant cette situation temporaire. D'autre part, au début de l'affaire, Marty et Tillon se sont déclarés prêts à faire une « autocritique » : ils y ont résisté parce qu'on exigeait d'eux un suicide politique, mais ils n'ont pas lancé aux membres du parti un appel à une lutte. Ceux-ci attendaient que viennent des « autocritiques ». En outre, les divergences telles qu'elles étaient présentées dans des documents du B.P. portaient essentiellement sur le passé et non sur les problèmes actuels ; c'était une difficulté de plus pour les membres de ce parti, où on est habitué à voir surtout le moment présent et ses tâches ; c'est aussi une difficulté pour les plus jeunes membres qui n'ont pas une connaissance personnelle de la situation en 1944-45. Enfin et surtout, il est évident que les membres du P.C.F. qui peuvent être considérés comme partageant les idées de Marty d'une façon générale, ne sont certainement jamais allés aussi loin que ceux-ci dans leurs conclusions et leurs généralisations. Des dirigeants d'un mouvement de masse sont poussés par les courants existant dans celui-ci, mais ce sont les dirigeants qui formulent politiquement ces courants. Nous avons cité plus haut ce que Mauvais attribue comme conclusion aux positions de Marty et Tillon sur 1936 et 1944-45. « Si cela était vrai la classe ouvrière serait en droit de se croire trahie par son parti. » Nous ne savons si Marty et Tillon dans leur for intérieur ont été aussi loin ; mais nous pouvons dire avec certitude que la plupart des membres du P.C.F. qui ne partagent pas le point de vue officiel pensent que leur parti s'est trompé en 1944-45, non qu'il a trahi. Aujourd'hui, informés des positions de Marty et Tillon qu'ils ignoraient, ces militants vont commencer par réfléchir et comprendre qu'il s'agit de quelque chose de plus qu'une erreur ; mais il n'est guère probable qu'ils s'emballent pour une lutte politique et organisationnelle ouverte contre la direction.

Ces divers facteurs — sans parler du désir de rester dans le Parti à tout prix — ont donné à cette crise un aspect curieux. La direction a publié des pages et des pages, mobilisé tous les secrétaires fédéraux, tous les permanents, tandis que les deux rebelles

n'avaient fourni d'explications qu'au niveau du Bureau Politique et qu'apparemment personne ne les soutenait dans le parti. Mais tout ce tir de la direction n'a pas été déclenché par celle-ci sans raison : c'est une affaire très profonde qui, on peut en être sûr, ressurgira de façon inattendue. C'est une affaire qui s'étendra du haut en bas du P.C.F.

Car une chose est dès maintenant visible : ce parti n'est plus « monolithique ». Il est évidemment ridicule d'imaginer que plusieurs centaines de milliers de gens pensaient identiquement à tout instant pendant de longues années ; mais ce n'est pas cela dont nous voulons parler. Il suffit maintenant de lire attentivement la presse stalinienne, les compte-rendus des Comités centraux, pour y déceler non des lignes opposées, mais des réactions différentes en face des événements, ainsi que des inquiétudes et des observations qui, indépendamment de la volonté de ceux qui les expriment, ne s'alignent pas exactement. Bien sûr, il y a toujours et il y aura encore l'unanimité au C.C., mais pour combien de membres de cet organisme qui transmet au parti la ligne fixée par le Bureau Politique le vote aura de plus en plus ce sens « formel », dont parlait Calas dans sa confession du 7 décembre ?

A la suite de ses soubresauts et autocritiques la direction a vu son autorité baisser notablement (4). La situation lui rend sa tâche d'autant plus difficile qu'elle tourne le dos à ce qui pourrait profondément modifier les rapports de classe en France, c'est-à-dire à une politique de front unique à l'égard du parti socialiste. Dans le Nord, où les socialistes avaient conservé une certaine base ouvrière, il a suffi que la direction du P.S. raidisse son opposition parlementaire au gouvernement Pinay pour qu'elle en tire profit sur le terrain électoral auprès des couches ouvrières les plus arriérées. Dans une situation plus que jamais favorable à l'unité d'action ouvrière, la direction du P.C.F. dénonce l'opposition des socialistes comme une manœuvre proaméricaine, au lieu de mettre au pied du mur cette social-démocratie qui, pour sa part, travaille à amplifier la division ouvrière. Si les hommes qui dirigent le P.C.F. et la C.G.T. veulent effectivement mobiliser les masses, ils devront met-

tre un terme à ce sectarisme à l'égard de la social-démocratie et des syndicats réformistes. Mais ils ne pourront le faire que dans un conflit avec la ligne actuelle dans laquelle le Kremlin exprime surtout sa crainte de tout mouvement de masse qu'il ne peut contrôler.

**

La crise Marty-Tillon a atteint son point culminant pour le moment et nul ne peut prévoir ses développements immédiats. Indépendamment de ceux-ci, il est une leçon extrêmement importante qu'elle a fournie une fois de plus avec une vigueur particulière. **Toute grande crise d'un Parti communiste pose la question du trotskysme, de la IV^e Internationale.** Pour les directions stalinienne, le trotskysme, c'est selon leur « langage habituel et naturel ». (Mauvais dit) un groupe de policiers. Mais à chaque fois il faut reprendre cette affirmation, car à chaque fois on s'aperçoit que les militants n'y croient guère et considèrent les trotskystes comme un courant du mouvement ouvrier. Pourquoi faut-il à chaque fois de nouveaux « procès », de nouvelles campagnes dans des publications largement répandues contre des organisations numériquement faibles et disposant d'une presse à diffusion si limitée ? Pourquoi ces calomnies et pas de discussion politique ?

L'appareil stalinien doit constater un phénomène insupportable pour lui qui peut affronter sans crainte des adversaires beaucoup plus puissants. C'est qu'il ne s'agit ni de capitalistes ni de sociaux-démocrates, mais des propres membres des Partis communistes. Venus à ces pertes pour travailler à la libération de leur classe et de toute l'humanité ; ils peuvent pendant longtemps suivre toutes sortes de tactiques destinées à servir les intérêts de la bureaucratie soviétique sans le comprendre ; ils le font — pour reprendre des expressions de ce membre du C.C. qui a « avoué » — formellement, sans conviction ni fermeté. Mais, quand la pression de la classe ouvrière se fait plus forte, le naturel l'emporte chez eux, et ce naturel, qui perce tout le fatras stalinien, pour retourner au véritable léninisme, c'est aujourd'hui le trotskysme, qui vient exercer ses ravages jusque dans les sommets.

Dans cette période de lutte finale entre la révolution et la contre-révolution à l'échelle mondiale, les Partis communistes connaîtront encore quelques « affaires Marty-Tillon » qui ne se termineront pas toujours par quelques exclusions.

20 décembre.

(4) Seul Thorez n'est pas atteint à présent auprès des membres du P.C.F. par cette baisse d'autorité politique. C'est pourquoi, la direction insiste maintenant pour dire que Thorez participe à nouveau à son travail et promet son retour aussitôt que possible. Et si Thorez ne revient pas, c'est que la direction ne peut vraiment faire autrement.

William de SILVA
et **T.B. SUBASINGHE**

Nous avons connu Jomo KENYATTA

Nous publions ci-dessous un article écrit par deux de nos camarades de la section cinghalaise de la IV^e Internationale qui ont connu Jomo Kenyatta, le leader africain actuellement poursuivi par l'impérialisme britannique en raison des événements qui se produisent dans le Kenya. Cette colonie britannique africaine constitue une position stratégique essentielle pour la Grande-Bretagne. Sa capitale, Nairobi, est le centre de la défense militaire de l'Empire pour tout l'Orient.

Le Kenya, ce sont 30.000 blancs qui ont toute licence, en présence de 6 millions de noirs, 91.000 Indiens et des milliers d'Arabes, opprimés, volés de leurs terres.

Quelques jours avant son arrestation, Kenyatta disait dans une interview à un journal londonien :

« Pourquoi les vôtres volent-ils nos terres ? Pourquoi vos colons doivent-ils vivre dans de grandes maisons sur de vastes propriétés tandis que notre peuple doit subsister dans des baraquements malsains et de primitives huttes de terre ?... Nous ne voulons pas chasser les blancs. Nous voulons qu'ils restent — à titre de partenaires. Nous ne leur reconnaissons pas le droit de vivre dans le luxe tandis que notre peuple meurt de faim, d'avoir de beaux vêtements tandis que notre peuple est en haillons. Et surtout nous ne leur reconnaissons pas le droit de nous insulter, de nous bannir de leurs hôtels et de nous pousser dans le ruisseau quand ils passent près de nous. »

Le programme de l'Union africaine du Kenya est avant tout un programme démocratique : réforme agraire, meilleurs salaires, droit syndical, éducation gratuite, autodétermination, élection des membres africains au Conseil législatif.

Au Kenya, l'impérialisme anglais répond par la terreur, comme l'impérialisme français en Afrique du Nord.

Un colonel Grogan, membre du Conseil législatif du Kenya, dans une lettre au Times de Londres (27 novembre 1952), donne sa solution :

« Prenez environ une centaine de ces canailles et pendez-en le quart devant les autres qu'il faudra ensuite renvoyer dans les réserves où ils apporteront la bonne nouvelle. »

Et un ambassadeur de France, Puaux, lui renvoie la balle : Les peuples musulmans aiment à être commandés et méprisent le maître qui les laisse discuter. »

Au moment où il perd l'Asie, l'impérialisme se cramponne sur ce continent africain où se trouvent, par rapport au monde entier :

99 % du colombium, 90 % de l'uranium, 80 % du cobalt, 52 % de l'or, 25 % du manganèse, 20 % de l'étain et du cuivre, 98 % des diamants industriels, 70 % de l'huile de palme et du cacao.

Mais le continent africain se soulève du Nord au Sud. Les colonels Grogan, les ambassadeurs Puaux et autres gentlemen chrétiens en seront pour leurs investissements, et certains, pour leur peau. Les peuples africains qui effectuent en quelques dizaines d'années l'évolution que les peuples de l'Europe ont mis des siècles et même des millénaires à accomplir, ces peuples s'uniront aux travailleurs du monde entier dans la lutte finale qui est actuellement engagée entre le capitalisme moribond et les forces montantes de la société socialiste de demain.

La colonie britannique du Kenya en Afrique orientale fut deux fois d'actualité au cours de cette année. La première fois lorsque l'héritière du trône britannique se rendit dans le paradis des Blancs. Peu de gens pensaient que ce pays, sanctifié par les pas royaux, serait à nouveau à l'ordre du jour d'une toute autre manière. Les dépêches n'avaient-elles pas décrit les foules loyales des Africains du Kenya remplissant les rues pour regarder passer la future reine ? Ces mêmes gens sont aujourd'hui en révolte contre Sa Majesté britannique.

Comme de coutume, la presse capitaliste minimise la signification de ce qui se passe au Kenya. Selon les Anglais, les Mau-Mau sont des cannibales sur lesquels l'influence civilisatrice de l'impérialisme britannique n'a pas eu les effets recherchés. Une dépêche a rapporté récemment l'arrestation du soi-disant chef terroriste Jomo Kenyatta. Nous avons connu Jomo Kenyatta, du temps de nos études à Londres. Nous avons été

d'hui en révolte contre Sa Majesté britannique. Comme de coutume, la presse capitaliste minimise la signification de ce qui se passe au Kenya. Selon les Anglais, les Mau-Mau sont des cannibales sur lesquels l'influence civilisatrice de l'impérialisme britannique n'a pas eu les effets recherchés. Une dépêche a rapporté récemment l'arrestation du soi-disant chef terroriste Jomo Kenyatta. Nous avons connu Jomo Kenyatta, du temps de nos études à Londres. Nous avons été

très liés à lui pour mener une propagande anti-impérialiste dans la métropole de l'Empire. Kenyatta n'est pas la brute non civilisée, le terroriste comme les impérialistes voudraient le faire croire.

Il a combattu pour la libération de l'Afrique dès sa jeunesse. Son activité anti-impérialiste le contraignit à quitter son pays natal et à chercher un asile en Angleterre. Cela peut paraître paradoxal, mais l'impérialisme est plus tolérant envers ses esclaves dans la métropole que dans les colonies. Kenyatta suivit pendant une période les cours de l'Ecole d'Economie de Londres. La politique l'intéressa davantage que les études académiques. Il devint une figure centrale dans divers groupements anti-impérialistes de la jeunesse des colonies tant en Angleterre que sur le continent. Aimable, vif et joyeux, Kenyatta savait gagner l'amitié de tous ceux qui entraient en relation avec lui. Il était poli et sociable. Mais sa politesse ne l'amenait à aucun compromis envers l'oppression capitaliste qu'il haïssait profondément. Des livres écrits par des défenseurs de l'impérialisme ont tenté de prouver que le Nègre n'a ni culture ni civilisation. Kenyatta dément cette notion largement répandue. Il est cultivé dans le meilleur sens du terme.

On pouvait rencontrer Kenyatta partout où se réunissait la jeunesse coloniale politiquement consciente. Comme la plupart d'entre nous, il visitait fréquemment le logement de Georges Padmore dans le quartier ouvrier de Mornington Crescent. Padmore était le point de ralliement de nombre de jeunes étudiants et marins coloniaux. Padmore, un Nègre des Antilles, avait été un des étudiants noirs sélectionnés par la III^e Internationale dans ses débuts. Il rompit avec celle-ci quand elle se compromit avec les impérialismes anglais et français dans la période qui précéda la deuxième guerre mondiale. Padmore est aujourd'hui un des principaux intellectuels nègres et un leader du monde nègre. Kenyatta fut considérablement influencé par ce militant socialiste.

Pour comprendre les conceptions de Kenyatta, il faut avoir à l'esprit l'arrière-plan social et politique des colonies africaines. La vie africaine est encore principalement une vie tribale. Il n'y a pas de bourgeoisie indigène puissante comme on en trouve dans les pays asiatiques qui ont connu la domination coloniale. Les Anglais utilisent les chefs de tribu ignorants et réactionnaires pour maintenir les masses dans l'asservissement. Mais il y a une faible classe moyenne grandissante. Les éléments éduqués de cette classe dirigent la lutte contre l'impérialisme. Leur philosophie politique peut être définie comme de forme nationaliste avec un contenu vaguement socialiste. Kenyatta appartient à ce nationalisme. L'homme a un esprit de combattant. Ce qui l'amena en conflit avec ses amis anglais dont l'attitude était : « Les colonies doivent être

libérées; mais, voyez-vous, la liberté se gagne graduellement ». Peu avant la deuxième guerre mondiale, l'I.L.P. de Grande-Bretagne et le P.S.O.P. de France convoquèrent sous la direction de Fenner Brockway et Daniel Guérin une conférence contre la guerre impérialiste à Paris. Nous avons voyagé avec Kenyatta comme délégués à cette conférence. A cette conférence assistaient quelques vétérans de mouvements socialistes européens. Kenyatta présida une session, pendant laquelle quelques délégués essayèrent de caractériser la guerre menaçante comme une guerre de la démocratie. Kenyatta ne put l'admettre et, oubliant qu'il était président, déversa tout ce qu'il put contre les « sociaux-impérialistes ».

Nous avons tous également participé à une Conférence de l'Empire et de la Paix en 1938 à Londres. Nehru qui était alors à Londres la présida. Les organisateurs de la conférence étaient essentiellement des stalinien qui se trouvaient alors dans « le camp démocratique contre le fascisme ». Les staliens considéraient Nehru à l'époque comme un compagnon de route. La plupart des orateurs staliens eurent une attitude de compromission grave envers l'impérialisme britannique dans le monde de cette époque. La position de Nehru lui-même n'était pas claire. Les délégués samasamaja et africains se coalisèrent et insistèrent pour que la résolution principale contienne une position catégoriquement anti-impérialiste. Avec force, Kenyatta décrivit la domination britannique en Afrique, montrant qu'en ce qui concerne les peuples soumis, la démocratie britannique et le fascisme étaient identiques. « Nous Africains, dit-il, n'avons pas l'éducation de Harrow et Cambridge de notre distingué président. Nous ne possédons pas le fond métaphysique de quelques-uns des délégués indiens qui voient une différence subtile entre l'oppression des Pukka Sahib et celle des sections d'assaut nazies. Nous ne connaissons qu'une seule forme d'oppression nationale. Il ne peut y avoir de compromis entre l'oppression et la libération. Et l'arbre de la liberté doit être arrosé du sang humain. »

Avec la guerre, en septembre 1939, le travail devint plus difficile. Padmore, Kenyatta et les autres Africains ne perdirent cependant pas courage. Malgré une étroite surveillance des autorités, ils restèrent en contact avec leurs pays respectifs. La lutte des Indes en 1942 et le soulèvement de Birmanie donnèrent une nouvelle impulsion à leur activité. Les coloniaux d'Asie se rapprochèrent d'eux. Kenyatta participa à toutes les activités des Indiens de Londres. Quelques-uns de nous, Cinghalais, organisèrent un meeting pour condamner le rapport de la commission Soulbury. Kenyatta et Padmore y participèrent, soulignant le changement de tactique de l'impérialisme, passant de la domination directe à la domination indirecte. Peu après la fin de la guerre, un Comité d'organisation convoqua une Conférence des peuples

opprimés. Kenyatta fut un des membres du Comité. Il y avait aussi Maung Ohn, à présent ambassadeur de Birmanie en U.R.S.S.; Kwame Nkrumah qui, au sommet d'un mouvement de révolte des masses en Côte-de-l'Or, devint Premier ministre, au désappointement de ses associés plus combattifs; Wallace Johnson, militant syndical de Sierra Leone, qui vint en Angleterre après avoir été longtemps en prison dans son pays; Iqbal Singh, écrivain indien connu, et, bien entendu, Georges Padmore. Le but principal était de rassembler les coloniaux politiquement conscients qui se trouvaient en Grande-Bretagne pour poser la question du droit d'autodétermination devant le mouvement ouvrier anglais. Bientôt Padmore, Kenyatta et Mekonnen, un autre intellectuel nègre, étaient suivis par les nombreux étudiants africains venus au lendemain de la guerre. Tous trois lancèrent l'idée d'une Fédération panafricaine et celle-ci eut un écho. La Fédération panafricaine naquit à une Conférence tenue à Manchester en 1945. L'Union Africaine du Kenya dont Kenyatta dirige la gauche est affiliée à la Fédération. Celle-ci coordonne tous les mouvements de libération nationale des colonies africaines et des Indes occidentales.

Les propagandistes anglais veulent créer l'impression que l'Union africaine du Kenya et Kenyatta sont des terroristes. Cette accusation est invariablement dirigée contre toute lutte de masses des esclaves coloniaux. Il y a eu des actes de terrorisme de la part des Mau Mau. Mais ce que l'on ne dit pas c'est que les tribus ne sont pas en révolte contre le blanc en tant que blanc, mais contre la domination impérialiste qui au Kenya est la domination du Blanc. Il n'y a rien de surprenant que Kenyatta cherche à diriger cette révolte. Il n'en est pas pour cela un terroriste. Il suffit de connaître le caractère de la domination anglaise au Kenya pour réaliser combien les masses la ressentent avec amertume. Kenyatta donne un aperçu des problèmes dans son livre *Kenya, le pays des conflits*. Certains écrivains britanniques manifestent des appréhensions sur la situation. Les Anglais ont cherché à faire de ce pays un paradis pour eux-mêmes. Oliver Lyttleton, secrétaire d'Etat aux colonies, a dit que les Anglais y étaient pour toujours. « Kenya a la plus grande proportion d'anciens mili-

itaires, généraux, colonels, commandants, de tous les pays du monde. » Les Kikuyu et les autres tribus africaines ont été chassés pour faire de la place aux colons blancs qui continuent à arriver dans le pays. La plupart des meilleures terres les plus fertiles des Kikuyu appartiennent aux colons. Cependant, 90 % de la population africaine doit vivre de l'agriculture.

Les salaires de la main-d'œuvre africaine sont bas. Le code du travail prévoit en détail les punitions des déser-teurs... mais il ne prévoit rien quant à un salaire minimum, une nourriture équilibrée, les conditions de logement ou des indemnités en cas d'accidents. Les familles africaines sont autorisées à s'installer sur les fermes européennes, à condition que chacun de leurs membres fasse 240 journées de travail par an pour le propriétaire.

Presque tous les enfants d'âge scolaire travaillent à salaire réduit pour les Européens. Il y a 49 écoles pour environ 5.500 enfants dans tout le pays. Il y a six écoles secondaires pour les Africains. Toute la population africaine souffre de mauvaise alimentation. La malaria, la maladie du sommeil et les maladies vénériennes sont endémiques.

Des lois obligent chaque Africain à porter un certificat (passeport intérieur) ou *Kipande*, sur lui. Chacun d'eux a dû donner ses empreintes digitales. C'est un moyen indirect de contrôler les salaires et la main-d'œuvre. Il n'y a pas de liberté de parole, de réunion ou de presse. Les Africains sont dépourvus de toute représentation adéquate au Conseil Législatif.

Beaucoup d'Africains du Kenya ont servi dans l'armée pendant la guerre. Ils ont vu ce qui se passait dans le reste du monde. Ils ont sans aucun doute répandu ce qu'ils savent dans leurs tribus. N'y a-t-il rien de surprenant que, dans ces conditions, le peuple ait eu recours à l'action directe? Connaissant cette situation, Kenyatta retourna dans son pays il y a quelques années. Kenyatta est arrêté. L'Union africaine du Kenya sera vraisemblablement interdite bien que ce soit une organisation réformatrice. Espérons que les éléments les plus combattifs poursuivront le combat. N'oublions pas que le Kenya devient rapidement une base militaire des Anglais en Afrique.

Pavel POSEL

LE PROCES SLANSKY

C'est un fait connu que l'évolution politique des « démocraties populaires » répète pour ainsi dire en raccourci l'évolution de l'U.R.S.S. après la période de la N.E.P. Naturellement ce parallélisme n'est pas complet, mais il est souvent étonnamment réel. La Tchécoslovaquie, seul pays du bloc oriental qui possède une industrie largement développée, un prolétariat industriel constitué depuis longtemps et un vieux mouvement de masse révolutionnaire, a le plus de difficultés à « assimiler les expériences soviétiques » dans tous les domaines. Ce fait de « ne-pas-apprendre » et de « ne-pas-vouloir-apprendre » est une des bases fondamentales du procès Slansky.

Les accusés de ce procès faisaient partie de groupements et courants idéologiques les plus divers. Ils appartenaient à des générations fort différentes du P.C. Le principal accusé, Slansky, de même que Clementis et Frejka étaient des dirigeants du parti depuis une longue période d'avant-guerre. A leur côté ont été placés des hommes entrés dans le P.C. depuis 1945 seulement et qui ont, de

façon typiquement stalinienne, effectué le saut périlleux de la base aux postes suprêmes de la hiérarchie bureaucratique.

Toutes ces personnalités stalinienne de premier plan se sont vues accuser d'être des « traîtres trotskystes-titistes-sionistes, bourgeois-nationalistes, ennemis du peuple tchécoslovaque, du régime de démocratie populaire et du socialisme, au service de l'impérialisme américain et sous la direction de services d'espionnage ennemis, occidentaux », « d'avoir formé un centre de conspiration contre l'Etat, miné le système de démocratie populaire, empêché la construction du socialisme, saboté l'économie nationale, fait de l'espionnage, affaibli l'unité du peuple tchécoslovaque et la capacité de défense de la République, dans le but de détacher celle-ci de son alliance ferme et de son amitié avec l'U.R.S.S., de liquider le régime de démocratie populaire en Tchécoslovaquie, de reconstituer le capitalisme, de ramener la République dans le camp impérialiste et de détruire sa liberté et son indépendance » (1).

RUDOLF SLANSKY

Rudolf Slansky, ancien secrétaire général du P.C., a indiqué comme « activité trotskyste » l'adoption en 1927, quand il était secrétaire du parti à Moravska-Ostrava de la position trotskyste sur la question chinoise. Malheureusement on ne nous dit rien de plus sur ce dernier sujet. L'ancien secrétaire du ministère des affaires étrangères, Eugène Klinger, désigné comme un « trotskyste de vieille date », aurait déclaré avoir su dès 1927 que Slansky était « trotskyste ». En réalité, ce fut précisément l'époque à laquelle les vrais trotskystes tchèques ont commencé à être exclus du P.C. tchécoslovaque, avant tout par les agissements de la clique Gottwald-Slansky, tandis que l'actuel président du Conseil, Zapotocky, appuyait en partie ouvertement, en partie clandestinement, la droite du parti.

L'accusation contre Slansky est centrée sur l'année 1947. C'est alors qu'il aurait établi des relations contre-révolutionnaires d'espionnage avec l'ex-député travailliste anglais

Koni Zilliacus. Il aurait avoué avoir affirmé à cette époque : « Il existe une différence de principe entre le chemin de la démocratie populaire et celui de la dictature du prolétariat. J'exprimais ainsi que je me plaçais sur la plate-forme du chemin de la contre-révolution, du chemin tchécoslovaque particulier vers le socialisme ».

Mais en même temps Slansky s'accuse d'avoir établi ses relations avec l'impérialisme lors de la deuxième guerre mondiale, quand il résidait en U.R.S.S. (1). Il nomme comme intermédiaire de ces relations, le général Bocek, du régime de Benès, arrêté après le coup de février 1948 à Prague.

Les « aveux » de Slansky sur ses relations avec Mosha Pijada sont du même calibre. Le leader communiste yougoslave aurait été « contacté » (!) lors de sa visite officielle à Prague un mois avant la résolution du Kominform sur la rupture avec le P.C.Y.

SLANSKY, BOUC EMISSAIRE DE LA POLITIQUE STALINNIENNE

Que signifient tous ces « aveux »? Slansky fut un fidèle serviteur de la ligne stalinienne. Pendant la guerre, il fut pour un appui sans critique de la bourgeoisie tchèque groupée autour de Benès, intimement liée à Churchill et incarnée par le « gouvernement en exil » de Londres. Avant la guerre, lors du front populaire, Slansky, sur ordre direct de Moscou,

fit élire Benès à la Présidence de la République avec les voix des communistes. Lors de la dernière phase de la guerre en Slovaquie, le P.C. appuya tous les groupes de partisans, bourgeois, catholiques, paysans. Entre

(1) Procès-verbal transmis par Radio-Prague.

1945 et 48, il défendit le « chemin tchécoslovaque particulier vers le socialisme ». Cela aboutit en 1947 à la proposition de faire participer la Tchécoslovaquie au Plan Marshall. Gottwald, les dirigeants actuels du P.C. appuyèrent cette proposition, tout aussi bien que Slansky et les condamnés du procès de Prague. Lorsque Moscou y mit son veto, Slansky changea immédiatement sa position, tout comme Gottwald. Slansky s'efforça d'augmenter les réserves de dollars pour l'U.R.S.S. en accroissant les exportations tchèques dans les pays capitalistes, souvent à des prix de dumping. Il soutint la lutte des sionistes de Palestine en leur vendant — contre des dollars ! — des

L'UTILISATION DE L'ANTISEMITISME

La presse bourgeoise et l'Etat d'Israël ont insisté sur le caractère antisémite du procès de Prague. Déjà, lors de sa lutte contre l'Opposition de gauche en U.R.S.S., la bureaucratie stalinienne avait utilisé sans scrupule des arguments antisémites. C'est une vieille tactique de tous les Etats d'utiliser comme boucs émissaires des minorités nationales ou religieuses qui possèdent en outre des caractéristiques sociales bien définies. A cela s'ajoute qu'en Tchécoslovaquie l'antisémitisme, renforcé au cours de la domination nazie, possède un double visage : les antistaliniens prétendent que tous les communistes sont des Juifs, les staliniens rétorquent que tous les Juifs sont des espions, des trafiquants et des saboteurs. La bureaucratie stalinienne utilise les courants antisémites pour donner aux Juifs la responsabilité de l'aggravation de la situation économique en raison du réarmement. Elle avait déjà exploité les tendances les plus réaction-

LA CONCEPTION STALINIENNE D'ORGANISATION

Il est typique de la conception stalinienne d'organisation qu'un seul homme ou une petite clique ait pu « désigner » — ainsi qu'il est dit dans l'acte d'accusation — des dirigeants du Parti, tels que le président de la section d'organisation du C.C., Marie Svermova, le chef de la section des relations internationales Geminder ; le dirigeant de la section de sécurité (!) du Parti, Karel Svab ; le président de la section économique Frejka, etc. Le procès Slansky a montré une fois de plus que, dans tous les pays à régime stalinien tout l'appareil d'Etat et du parti sont hors du contrôle des travailleurs et des membres du parti (2). Un des moyens d'y parvenir c'est

AVEUX ET REALITE

Il est cependant possible d'obtenir une idée des véritables opinions de Slansky dans les « aveux » suivants :

(2) Les nouveaux statuts du 19^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. légalisent cet état de choses, les organismes de base ne pouvant décider de l'exclusion de membres de comités dirigeants.

armes pour affaiblir les positions de l'impérialisme britannique au Moyen-Orient, sans égard pour les mouvements de libération des peuples colonisés dans cette partie du monde. Toutes ces positions de collaboration « sans principe » avec la bourgeoisie, considérées aujourd'hui comme des « crimes » n'étaient nullement personnelles à Slansky. C'était la « ligne générale » du P.C.T., correspondant à la politique de la diplomatie du Kremlin avant l'expulsion de la guerre froide. Gottwald, Zapotocky et tout le C.C. actuel du P.C.T. auraient dû se trouver avec Slansky sur le banc des accusés.

naires et les plus arriérées du prolétariat et de la petite bourgeoisie pour l'expulsion massive de la population allemande en 1945. Il n'en est pas moins significatif que Slansky a « avoué » avoir accusé, avec les autres accusés juifs, une « large campagne contre l'antisémitisme ».

L'absurdité des accusations contre Slansky éclate quand on lui reproche « d'avoir introduit des éléments ennemis dans les différentes sections de l'appareil du parti, surtout dans le Comité Central (!) et d'avoir placé toute une série de ses gens dans le secrétariat central (!) du Parti ». Il aurait truffé d'espions l'appareil d'Etat et celui de l'industrie nationalisée. En réalité, la « clique Slansky » domina le Parti et l'Etat pendant des années et son « dévouement à la cause de la restauration du capitalisme » s'exprima pratiquement par la liquidation de ce capitalisme en Tchécoslovaquie entre février 1948 et 1951.

de remplacer la libre critique des membres du parti par le culte du chef infailible. Un tel culte atteint vite une ampleur étonnante. Slansky « avoue » s'être approprié le rôle d'organisateur principal du coup de février 1948. Il déclare avoir fait confectionner à cet effet des films (!) et des livres. Et il affirme avoir pris pour modèle le livre de John Reed « Dix jours qui ébranlèrent le monde », « un livre qui glorifie les trotskystes » (sic). Sans doute le juge a-t-il oublié de demander pourquoi Lénine loua énormément ce livre et pourquoi son auteur fut placé dans une tombe d'honneur dans le mur du Kremlin.

1^o Toute opposition bourgeoise, des anciens partisans de Benès, était sans espoir vu la situation politique et économique et la force des positions ouvrières. La « bande de conspirateurs » espéra plutôt dans une « insurrection du type fitiste » (l'accusation ajoutant « pour construire un Etat fasciste (!) sous contrôle impérialiste ») ;

2^o Le « sabotage économique » a consisté essentiellement dans des prix « trop élevés » pour les produits tchécoslovaques exportés en U.R.S.S.

Si le mystère des aveux n'est pas complètement éclairci, il faut à Prague tenir compte d'un facteur supplémentaire. Presque tous les témoins étaient eux-mêmes arrêtés. La radio de Prague n'a pas transmis directement leurs aveux, mais a retransmis des déclarations enregistrées sur bandes et qui ont été « arrangées », revues et « corrigées ». La vieille militante communiste Maria Smermova témoigna d'une voix couverte de larmes, sujette incontestablement à une crise nerveuse. Ajoutons qu'une retransmission semblable du procès de notre camarade Zavis Kalandra ne concorda

pas avec les « procès-verbaux » ultérieurement publiés de son procès. Des témoins à ce procès qui se sont ultérieurement enfuis de Tchécoslovaquie nous ont affirmé que le déroulement réel du procès avait eu peu de choses de commun avec les deux documents officiels. C'est Slansky qui avait dirigé la mise en scène du procès Kalandra. On ignore pour le moment qui l'a fait pour le procès Slansky.

Les témoins « trotskystes » de ce procès n'ont jamais été membres de l'opposition de gauche ou de la section tchécoslovaque de la IV^e Internationale. Certains d'entre eux ont pu être exclus du P.C.T. en 1935 pour ce motif, mais à ce moment cette accusation était rarement conforme aux véritables opinions des exclus.

LE GROUPE SLANSKY

Le « groupe Slansky » proprement dit était composé, outre Slansky, de Geminder, Rajcin, Frejka, Sling, Frank et du témoin Smermova, peut-être d'André Simone. Pour tous s'appliquent les mêmes considérations que pour Slansky. Ils avaient fidèlement servi le stalinisme de la période de « coexistence pacifique » avec le capitalisme, jusqu'à leur propre sacrifice.

L'accusé Frank (3) fait « l'aveu » suivant : « Dans ma fonction d'interprète et de secrétaire (schreiber du camp de Buchenwald) j'ai aidé les nazis à composer les transports de prisonniers vers les différents kommandos de travail. Dans ces kommandos, les conditions de vie et de travail étaient infiniment plus dures que dans le camp même, et de ce fait beaucoup de prisonniers ainsi expédiés ne sont pas revenus ». Tous les anciens prisonniers des camps savent qu'au cours d'une lutte terrible les « politiques » cherchèrent à arracher ces fonctions aux « criminels », agents directs des S.S. L'aveu de Frank en est d'autant plus tragique, qu'il était d'usage, selon la ligne stalinienne, de « sélectionner les transports » pour liquider leurs adversaires, notamment des trotskystes français, tchèques et russes.

Un autre aveu terrible de Frank correspond sans doute également à la vérité. Il avoua avoir trahi en 1930 l'adresse de couverture du P.C. pour les courriers entre Prague et Olmütz. Il s'agissait en effet de l'adresse de notre

camarade Rita Hruschka, d'opposition trotskyste. Cet aveu de Frank est de nouveau caractéristique des méthodes de l'appareil stalinien, non de ses crimes personnels. Lorsque les staliniens tchèques n'avaient plus d'arguments à opposer à la politique trotskyste, ils dénoncèrent les trotskystes, d'abord à la police d'Etat tchécoslovaque, ensuite à la Gestapo et aux S.S.

Les « trotskystes » avec lesquels les inculpés « avouèrent » avoir eu des contacts apparaissent dans les déclarations d'André Simone. Celui-ci révéla avoir établi des relations dès 1926 avec le trotskyste Erwin Piscator et, grâce à celui-ci, avec le trotskyste Willy Münzenberg. Mais en 1926 Erwin Piscator, chef du théâtre révolutionnaire à Berlin, était un compagnon de route du P.C., tenu en haute estime par la direction de ce Parti. Et Willy Münzenberg était à ce moment-là un des dirigeants de l'appareil de l'Internationale Communiste, chef des services d'éditions du P.C. allemand, ennemi farouche de l'Opposition de gauche trotskyste. C'est Münzenberg qui, le premier, osa appeler Trotsky « fasciste » — dans le « Rote Aufbau » (1932) — parce que Trotsky avait commis le crime de propager l'idée du front unique entre le P.C. et le P.S. allemands. Du stalinisme, Piscator et Münzenberg se sont finalement écartés pour passer dans le camp bourgeois. Il n'ont jamais eu rien à faire avec le trotskysme.

LES ACCUSES SLOVAQUES

Vlado Clementis est un vieux communiste. Il a toujours défendu au sein du P.C. slovaque le principe du droit d'auto-détermination de la Slovaquie, principe qui avait été celui de tout le P.C. tchécoslovaque jusqu'en 1945. La dégénérescence profonde qui frappe égale-

(3) Le procureur stalinien, profita que des chefs nazis portaient le nom de Frank, pour déclarer que l'accusé se trouvait sur la liste des « criminels de guerre internationaux ».

ment la politique stalinienne dans la question nationale se manifeste dans le fait que le procureur du procès de Prague reproche maintenant à Clementis d'avoir défendu cette position de principe, et en prend prétexte pour accuser l'ancien ministre des affaires étrangères de liaison active avec la réaction clérico-fasciste slovaque ! En réalité, Clementis paye de sa vie l'opposition qu'il manifesta en 1939 à la conclusion du pacte Hitler-Staline, qui l'amena même à une brève rupture avec le

P.C. Il est tragique de constater qu'un des révolutionnaires slovaques des meilleurs et des plus honnêtes, le poète Laco Novomesky, a pu être obligé de témoigner contre Clementis, l'accusant « d'espionnage, de sabotage, de titisme, de nationalisme bourgeois ». On peut s'attendre à ce que Novomesky passe bientôt du banc des témoins à celui des accusés, et que ce malheureux, incarcéré depuis des années, finisse au gibet où finit Clementis (4).

Naturellement, les vieux communistes slovaques se sont opposés à l'oppression nationale et sociale de la Slovaquie. Il est également

incontestable qu'ils s'opposaient à l'unité mécanique de la République, et qu'ils réclamaient une véritable fédération de républiques libres pour le bloc des « démocraties populaires ». De ce fait, ils entrèrent en conflit avec le centralisme des bureaucraties russe et tchèque. Et comme la classe ouvrière révolutionnaire de Slovaquie est jeune, faible et inexpérimentée ; comme le prolétariat des pays avoisinants est paralysé par l'influence stalinienne et réformiste, l'avant-garde communiste slovaque, se battant sur un poste avancé perdu, était condamnée à périr dans ce combat.

SLING ET LA RESISTANCE OUVRIERE

Il est à noter que le procureur stalinien n'accusa pas Otto Sling — vieux communiste dirigeant l'organisation de Brno — d'avoir assassiné sa mère, bien que la presse stalinienne tchécoslovaque eût répandu cette accusation lors de l'arrestation de Sling. On aurait pu s'attendre à ce que Sling soit accusé d'avoir été indirectement responsable de la manifestation de masse du prolétariat de Brno du 21 novembre 1951, sans aucun doute la plus grande manifestation ouvrière qui se soit produite depuis 1945 dans une démocratie populaire. La peur de la bureaucratie stalinienne devant l'action ouvrière se manifesta dans le fait qu'aucun des inculpés au procès qui suivit la manifestation de Brno ne fut cité comme témoin dans le procès contre Sling. Il est vrai que la manifestation de 40.000 travailleurs de Brno, qui protestèrent contre la suppression de l'allocation de Noël et occupèrent pendant toute une journée la Place du Marché se produisit après l'arrestation de Sling. Mais

(4) Note de la rédaction-Vichinsky, le metteur en scène des procès de Moscou, vient de faire à son tour des aveux sensationnels. Involontaires et inconscients il est vrai. Parlant devant la Commission politique de l'O.N.U. sur le rapatriement des prisonniers de guerres coréens, il expliqua pour quelles raisons l'interrogatoire par une commission de rapatriement impartiale est inefficace pour juger du véritable désir de ces prisonniers de guerre :

« Ils apparaîtront avec l'esprit complètement brisé devant la commission... Ils viendront remplis de la terreur dont on les aura imprégnés par ces procédés, et ils seront ainsi complètement incapables de poser des questions ou d'attendre des réponses, car toutes les questions auront été, dans leur esprit, posées d'avance et toutes les réponses préétablies ». (New York Times, 11 décembre 1952.)

La conscience de Vichinsky lui a-t-elle fait révéler, malgré lui, la méthode avec laquelle les « témoignages » et « aveux spontanés » ont été extorqués par lui-même et ses comparses de Budapest, de Sofia et de Prague ?

dans d'autres cas, le procureur n'a pas montré de tels scrupules dans le maniement des dates.

Tous les accusés du procès de Prague qui étaient de vieux communistes ont été condamnés à mort. N'ont eu la vie sauve que les trois carriéristes qui entrèrent au P.C. en 1945 et qui ont été condamnés à la détention perpétuelle. On ignore quelle a été la réaction du premier ministre Zapotocky sur ce verdict, alors que son attitude dans la prison de la Gestapo de Pankrac et dans le camp de concentration de Sachsenhausen avait été très blamable. Et Gottwald lui-même ? Ne voit-il pas approcher le jour où un véritable tribunal ouvrier le jugera à son tour ? La manifestation de Brno, les manifestations dans les charbonnages de Bohême, de Moravie et de Slovaquie, sont les signes précurseurs du jour de la justice future.

Nous, militants révolutionnaires d'au delà du rideau de fer, n'avons aucune sympathie pour Slansky qui organisa un crime judiciaire, pareil à celui dont il est maintenant la victime, contre nos propres camarades, en premier lieu contre notre camarade Zavis Kalandra. Mais nous protestons néanmoins de toute notre conscience de communistes contre de telles infamies qui salissent notre cause communiste aux yeux de millions de simples gens de par le monde. Nous protestons aussi bien au nom de ceux qui hier furent les victimes de Slansky, de Svob, de Rejcin, qu'au nom des accusés de l'actuel procès de Prague et des victimes futures de la terreur stalinienne en Tchécoslovaquie. Combattre et démasquer les calomnies et mensonges staliniens utilisés contre des tendances ou des militants du mouvement ouvrier, c'est partie intégrante de notre lutte pour la démocratie prolétarienne, pour l'émancipation de la classe ouvrière du pouvoir bureaucratique, à Moscou, à Prague et dans tous les pays de l'Est.

8 décembre 1952.

E. GERMAIN

Problèmes économiques de l'époque de transition

(LA BUREAUCRATIE STALINIENNE DANS LE MIROIR DES DERNIERS ECRITS DE STALINE)

Nous publions ici des extraits d'une brochure d'E. Germain, consacrée à une analyse critique de l'écrit de Staline : « Problèmes Économiques du Socialisme en U.R.S.S. ». La brochure paraîtra prochainement aux éditions de « Quatrième Internationale ». Les références se rapportent au texte paru dans le numéro spécial des Cahiers du Communisme.

L'auteur rappelle d'abord que l'écrit de Staline vient après une discussion en U.R.S.S. en cours depuis plus de dix ans sur les problèmes théoriques posés par l'économie soviétique. Il analyse ensuite les raisons qui expliquent la survivance de la production de marchandises à l'époque de transition du capitalisme au socialisme.

LA PRODUCTION DE MARCHANDISES A L'EPOQUE DE TRANSITION

Avec le développement, puis la généralisation de la production de marchandises, se développent à la fois les besoins humains et les forces productives capables de les satisfaire. Les besoins ne sont plus limités aux produits du travail de chaque petite communauté de producteurs. Ils réclament pour leur satisfaction les produits du travail des producteurs du monde entier. Un essor prodigieux des forces productives, correspondant à cette généralisation de la production des marchandises. Mais cet essor s'effectue dans le cadre d'une société antagoniste. Celle-ci limite à l'extrême la capacité économique de consommation. En fait, on peut dire que la contradiction entre leurs revenus restreints et leurs besoins croissants consciemment ressentis représente le mécanisme essentiel par lequel les prolétaires prennent conscience de leur exploitation et sont poussés à la lutte de classe économique pour augmenter leur part dans la répartition du produit de leur travail.

L'abolition du mode de production capitaliste ne diminue pas mais commence par accentuer cette contradiction. La victoire de la révolution socialiste signifie tout d'abord que des millions (à l'échelle mondiale des centaines de millions) de prolétaires et de paysans pauvres prennent conscience de besoins nouveaux. C'est le résultat hautement progressif du développement de la conscience de leur propre force et de leur propre dignité humaine. Mais dans la plupart des pays — et avant tout en U.R.S.S. — les forces productives ne sont pas assez immédiatement, ni après un laps de temps relativement court, à satisfaire ces besoins sociaux décuplés. La répartition des biens de consommation d'après les besoins des consommateurs est donc impossible. Comment cette répartition peut-elle s'effectuer ?

On pourrait imaginer le rassemblement de tous les biens produits en un fonds central et leur distribution plus ou moins égalitaire parmi tous les consommateurs, chacun recevant une quantité déterminée de valeurs d'usage proportionnelle au travail qu'il a fourni à la société. Un tel système, en réalité le retour au « rationnement dans l'indigence », se heurterait à deux obstacles majeurs. Voulant ignorer la différenciation et l'universalisation des besoins de l'homme contemporain, il produirait vite un « marché parallèle » où renaîtrait l'échange des « bons » de rationnement, puis des biens de consommation, et finalement des matières premières et des instruments de travail eux-mêmes, chacun cherchant à exploiter à son profit l'état de pénurie générale. Ce serait, en un mot, la reproduction, dans des conditions sociales analogues, du processus de développement primitif de la petite production marchande et des formes initiales du capital privé. Ensuite, voulant ignorer l'attitude intéressée de l'homme en face des problèmes du travail, telle qu'elle résulte de millénaires d'indigence et d'exploitation, un tel système de répartition

amènerait rapidement les producteurs à se désintéresser de la production dans l'économie socialisée, et détournerait leur énergie productrice vers des secteurs de production « parallèles ». La production marchande, qu'on aurait voulu chasser par la grande porte, rentrerait par la fenêtre. En réalité, dans l'histoire de la société humaine, seuls trois grands systèmes de répartition sont possibles :

— la répartition de valeurs d'usage, basée sur un système de rationnement dans l'indigence. Ce système présuppose, pour fonctionner adéquatement, un nombre extrêmement limité de besoins, correspondant au bas niveau de la productivité du travail ;

— la répartition de valeurs d'échange, basée sur la production de marchandises. Ce système présuppose un certain développement minimum de la division sociale du travail, de la productivité du travail, et de la différenciation et de la généralisation des besoins ;

— la répartition de valeurs d'usage selon les besoins des consommateurs. Ce système présuppose un niveau de développement des forces productives permettant la production d'une abondance de biens de consommation, abondance correspondant à la diversification et à l'universalisation des besoins humains.

Tous ces problèmes, maintes fois analysés par des théoriciens marxistes, ont complètement disparu de l'exposé de Staline. Obligé de partir de la définition de la société soviétique comme société socialiste achevée, et d'affaiblir, sinon de masquer complètement, la contradiction criante qui subsiste en U.R.S.S. entre les besoins des consommateurs et la quantité de biens de consommation produite pour les satisfaire, Staline recherche l'origine de la survivance de la production de marchandises en U.R.S.S. dans le fait que deux secteurs différents subsistent dans l'économie soviétique : le secteur de l'industrie étatisée et le secteur de l'agriculture kolkhozien. Violant en passant sa propre affirmation selon laquelle les lois économiques « du socialisme » s'établissent, comme toutes les lois objectives, indépendamment de la volonté des hommes, Staline déclare qu'il y a production de marchandises en U.R.S.S. parce que

« les kolkhozes ne veulent (!) pas aliéner leurs produits autrement que sous la forme de marchandises... n'acceptent pas (!) aujourd'hui d'autres relations économiques avec la ville. » (p. 13).

Mais pourquoi les kolkhozes « n'acceptent-ils pas » d'abandonner leurs produits autrement qu'en les vendant sur le marché ? Evidemment parce qu'en échange d'un tel abandon, ils ne recevraient pas une abondance de produits industriels de la ville. S'ils pouvaient librement puiser dans un stock de biens de consommation industriels — et cette éventualité est largement indépendante de la subsistance du secteur kolkhozien — ils ne s'acharneraient certainement pas à « vendre » leurs produits partiellement à l'Etat, partiellement sur le marché kolkhozien, partiellement sur le marché « libre », ne fût-ce qu'en raison des faux frais élevés d'un tel mode compliqué de répartition. Ce n'est pas parce qu'il y a le secteur kolkhozien qu'il y a production de marchandises. C'est au contraire parce que subsiste une pénurie de biens de consommation qu'il y a production et circulation de marchandises, et que le « secteur kolkhozien » prend figure de secteur économique distinct, défendant ses intérêts économiques propres...

LA LOI DE LA VALEUR A L'EPOQUE DE TRANSITION

L'auteur examine les conditions et les formes particulières dans lesquelles la loi de la valeur s'applique dans la petite production marchande, dans l'économie capitaliste et dans l'économie de l'époque de transition. En U.R.S.S., les moyens de production ne sont plus des marchandises, mais les biens de consommation le sont encore. Ils nécessitent donc un calcul en valeur, et empêchent ainsi que la comptabilité sociale des dépenses de forces productives — moyens de production et force de travail — s'effectue directement en heures de travail. De là découle la nécessité d'un calcul objectif en valeur de tous les produits de l'économie soviétique. Staline de son côté écrit :

« Il est de même absolument faux d'affirmer que, dans notre régime économique actuel... la loi de la valeur règle soi-disant les « proportions » de la répartition du travail entre les diverses branches de production. Si cela était juste, pourquoi ne développerait-on pas à fond nos industries légères comme étant les plus rentables (!), de préférence à l'industrie lourde qui est souvent moins rentable et qui parfois ne l'est pas du tout ? » (p. 17).

Il apparaît tout de suite que Staline confond ici la « loi de la valeur » dans son sens le plus général — échange de produits basé sur l'équivalence de quantités de travail — et la forme capitaliste de cette loi, la loi de la péréquation du taux de profit. Le fait que les entreprises non rentables puissent se développer et pros-

pérer en U.R.S.S. prouve sans aucun doute que la loi de la péréquation du taux de profit n'y joue plus, qu'on n'a plus affaire à une économie capitaliste en U.R.S.S. Mais cela ne démontre nullement que l'action de la « loi de la valeur » a été supprimée dans la répartition des ressources matérielles et humaines entre les différentes branches de l'économie soviétique.

Que signifie en vérité le terme « rentabilité » ou « entreprise non rentable » ? Il signifie simplement que la quantité de travail socialement nécessaire contenue dans les produits que cette entreprise fournit à la société, est comparée à la quantité de travail effectivement dépensée au cours de leur production (qu'elle a reçue de la société). Si la première quantité dépasse la seconde, l'entreprise est rentable. Si les deux quantités sont égales, l'entreprise se trouve sur le seuil de la rentabilité. Si la seconde dépasse la première — par suite d'un gaspillage de matières premières, de la non-utilisation de machines augmentant les frais généraux, de dépenses administratives excessives, d'un degré trop bas de productivité de travail, etc., etc. — l'entreprise est non rentable. Le principe même de la rentabilité est donc déterminé par un calcul s'appuyant sur la loi de la valeur !

Ensuite : si les organes dirigeant l'économie estiment nécessaire de maintenir en fonctionnement des usines non rentables, ils sont obligés de pomper plus de valeur dans ces entreprises qu'ils n'en reçoivent. Mais cela n'est possible — étant donné que la somme totale des valeurs à la disposition de la société n'est guère modifiée par un changement de répartition — que si d'autres entreprises reçoivent en retour de la société moins de valeur qu'elles ne lui en ont donné. Le plan redistribue les ressources sociales, par exemple en faveur de l'industrie lourde et au détriment de l'industrie légère. Mais cette redistribution déclenche immédiatement le mécanisme de la « loi de la valeur », c'est-à-dire entraîne automatiquement un partage nouveau de la production dans les deux secteurs, correspondant au nouveau partage des ressources productives. Le plan peut donc modifier les conditions dans lesquelles opère la loi de la valeur. De conditions aveugles sous le capitalisme, celles-ci deviennent conditions consciemment modifiables. Mais le plan ne peut guère empêcher le jeu de la loi elle-même d'opérer aussi longtemps que subsiste la production de marchandises dans le secteur des biens de consommation, la détermination d'un prix de la force de travail qui en résulte et par conséquent le calcul du prix de revient de tous les produits, basé sur la loi de la valeur.

En réalité, la confusion théorique de Staline trouve son origine dans un fait réel de l'économie soviétique : le système des doubles prix. En principe, les prix de revient devraient être calculés comme « prix réels », sur la base de la valeur effectivement produite et conservée, c'est-à-dire sur la base de la loi de la valeur. Les prix de vente par contre se trouvent établis en augmentant le prix de revient d'un « profit » et d'un « impôt sur le chiffre d'affaires », fixés par le gouvernement de façon différente pour chaque produit. C'est une simple question de technique financière pour constituer le fonds d'accumulation et de dépenses improductives. Mais les prix de vente des matières premières entrant dans les prix de revient des produits finis. Les prix de vente des machines entrent dans les prix de revient des matières premières. De cette façon, l'ensemble du système des prix devient artificiel et arbitraire. Il est extrêmement difficile, même pour les organes dirigeants, de juger de la rentabilité réelle des entreprises — c'est-à-dire en faisant abstraction des prix artificiels. C'est un important élément d'anarchie et d'inflation dans l'économie soviétique qui ne s'efface que très lentement. C'est en même temps un stimulant important pour les bureaucrates, désireux de se libérer de tout contrôle, y compris, comme le disait Trotsky, de celui de la loi de la valeur. Staline est obligé de combattre les manifestations les plus excessives de l'arbitraire bureaucratique en matière de fixation des prix. Il dénonce « l'arbitraire d'aventuriers économiques » (p. 62). Il dénonce l'exemple de la fixation absurde du prix du coton par rapport à celui du blé (p. 16) où « l'émancipation » par rapport à la loi de la valeur — c'est-à-dire la fixation du prix sans mesure commune avec la quantité de travail effectivement dépensée dans la production — avait été heureusement achevée. Mais il ne peut attaquer les racines du mal qui résident dans l'ensemble du système des prix artificiels, destinés plus à cacher la réalité économique qu'à l'exprimer (1). Son « marxisme » reste prisonnier de la gestion bureaucratique en U.R.S.S.

(1) Il serait relativement facile d'établir des prix de vente s'écartant peu ou pas des prix de revient pour l'ensemble des produits soviétiques. Dans de telles conditions, le maintien du taux d'accumulation actuel rendrait inévitable une baisse importante des salaires nominaux. Les économistes soviétiques ont préféré des salaires nominaux plus élevés, des prix des biens de consommation sans rapport avec les prix de revient, l'instabilité monétaire et le désordre dans les calculs et les bilans.

amènerait rapidement les producteurs à se désintéresser de la production dans l'économie socialisée, et détournerait leur énergie productrice vers des secteurs de production « parallèles ». La production marchande, qu'on aurait voulu chasser par la grande porte, rentrerait par la fenêtre. En réalité, dans l'histoire de la société humaine, seuls trois grands systèmes de répartition sont possibles :

— la répartition de valeurs d'usage, basée sur un système de rationnement dans l'indigence. Ce système présuppose, pour fonctionner adéquatement, un nombre extrêmement limité de besoins, correspondant au bas niveau de la productivité du travail ;

— la répartition de valeurs d'échange, basée sur la production de marchandises. Ce système présuppose un certain développement minimum de la division sociale du travail, de la productivité du travail, et de la différenciation et de la généralisation des besoins ;

— la répartition de valeurs d'usage selon les besoins des consommateurs. Ce système présuppose un niveau de développement des forces productives permettant la production d'une abondance de biens de consommation, abondance correspondant à la diversification et à l'universalisation des besoins humains.

Tous ces problèmes, maintes fois analysés par des théoriciens marxistes, ont complètement disparu de l'exposé de Staline. Obligé de partir de la définition de la société soviétique comme société socialiste achevée, et d'affaiblir, sinon de masquer complètement, la contradiction criante qui subsiste en U.R.S.S. entre les besoins des consommateurs et la quantité de biens de consommation produite pour les satisfaire, Staline recherche l'origine de la survivance de la production de marchandises en U.R.S.S. dans le fait que deux secteurs différents subsistent dans l'économie soviétique : le secteur de l'industrie étatisée et le secteur de l'agriculture kolkhozien. Violant en passant sa propre affirmation selon laquelle les lois économiques « du socialisme » s'établissent, comme toutes les lois objectives, indépendamment de la volonté des hommes, Staline déclare qu'il y a production de marchandises en U.R.S.S. parce que

« les kolkhozes ne veulent (!) pas aliéner leurs produits autrement que sous la forme de marchandises... n'acceptent pas (!) aujourd'hui d'autres relations économiques avec la ville. » (p. 13).

Mais pourquoi les kolkhozes « n'acceptent-ils pas » d'abandonner leurs produits autrement qu'en les vendant sur le marché ? Evidemment parce qu'en échange d'un tel abandon, ils ne recevraient pas une abondance de produits industriels de la ville. S'ils pouvaient librement puiser dans un stock de biens de consommation industriels — et cette éventualité est largement indépendante de la subsistance du secteur kolkhozien — ils ne s'acharneraient certainement pas à « vendre » leurs produits partiellement à l'Etat, partiellement sur le marché kolkhozien, partiellement sur le marché « libre », ne fût-ce qu'en raison des faux frais élevés d'un tel mode compliqué de répartition. Ce n'est pas parce qu'il y a le secteur kolkhozien qu'il y a production de marchandises. C'est au contraire parce que subsiste une pénurie de biens de consommation qu'il y a production et circulation de marchandises, et que le « secteur kolkhozien » prend figure de secteur économique distinct, défendant ses intérêts économiques propres...

LA LOI DE LA VALEUR A L'EPOQUE DE TRANSITION

L'auteur examine les conditions et les formes particulières dans lesquelles la loi de la valeur s'applique dans la petite production marchande, dans l'économie capitaliste et dans l'économie de l'époque de transition. En U.R.S.S., les moyens de production ne sont plus des marchandises, mais les biens de consommation le sont encore. Ils nécessitent donc un calcul en valeur, et empêchent ainsi que la comptabilité sociale des dépenses de forces productives — moyens de production et force de travail — s'effectue directement en heures de travail. De là découle la nécessité d'un calcul objectif en valeur de tous les produits de l'économie soviétique. Staline de son côté écrit :

« Il est de même absolument faux d'affirmer que, dans notre régime économique actuel... la loi de la valeur règle soi-disant les « proportions » de la répartition du travail entre les diverses branches de production. Si cela était juste, pourquoi ne développerait-on pas à fond nos industries légères comme étant les plus rentables (!), de préférence à l'industrie lourde qui est souvent moins rentable et qui parfois ne l'est pas du tout ? » (p. 17).

Il apparaît tout de suite que Staline confond ici la « loi de la valeur » dans son sens le plus général — échange de produits basé sur l'équivalence de quantités de travail — et la forme capitaliste de cette loi, la loi de la péréquation du taux de profit. Le fait que les entreprises non rentables puissent se développer et pros-

pérer en U.R.S.S. prouve sans aucun doute que la loi de la péréquation du taux de profit n'y joue plus, qu'on n'a plus affaire à une économie capitaliste en U.R.S.S. Mais cela ne démontre nullement que l'action de la « loi de la valeur » a été supprimée dans la répartition des ressources matérielles et humaines entre les différentes branches de l'économie soviétique.

Que signifie en vérité le terme « rentabilité » ou « entreprise non rentable » ? Il signifie simplement que la quantité de travail socialement nécessaire contenue dans les produits que cette entreprise fournit à la société, est comparée à la quantité de travail effectivement dépensée au cours de leur production (qu'elle a reçue de la société). Si la première quantité dépasse la seconde, l'entreprise est rentable. Si les deux quantités sont égales, l'entreprise se trouve sur le seuil de la rentabilité. Si la seconde dépasse la première — par suite d'un gaspillage de matières premières, de la non-utilisation de machines augmentant les frais généraux, de dépenses administratives excessives, d'un degré trop bas de productivité de travail, etc., etc. — l'entreprise est non rentable. Le principe même de la rentabilité est donc déterminé par un calcul s'appuyant sur la loi de la valeur !

Ensuite : si les organes dirigeant l'économie estiment nécessaire de maintenir en fonctionnement des usines non rentables, ils sont obligés de pomper plus de valeur dans ces entreprises qu'ils n'en reçoivent. Mais cela n'est possible — étant donné que la somme totale des valeurs à la disposition de la société n'est guère modifiée par un changement de répartition — que si d'autres entreprises reçoivent en retour de la société moins de valeur qu'elles ne lui en ont donné. Le plan redistribue les ressources sociales, par exemple en faveur de l'industrie lourde et au détriment de l'industrie légère. Mais cette redistribution déclenche immédiatement le mécanisme de la « loi de la valeur », c'est-à-dire entraîne automatiquement un partage nouveau de la production dans les deux secteurs, correspondant au nouveau partage des ressources productives. Le plan peut donc modifier les conditions dans lesquelles opère la loi de la valeur. De conditions aveugles sous le capitalisme, celles-ci deviennent conditions consciemment modifiables. Mais le plan ne peut guère empêcher le jeu de la loi elle-même d'opérer aussi longtemps que subsiste la production de marchandises dans le secteur des biens de consommation, la détermination d'un prix de la force de travail qui en résulte et par conséquent le calcul du prix de revient de tous les produits, basé sur la loi de la valeur.

En réalité, la confusion théorique de Staline trouve son origine dans un fait réel de l'économie soviétique : le système des doubles prix. En principe, les prix de revient devraient être calculés comme « prix réels », sur la base de la valeur effectivement produite et conservée, c'est-à-dire sur la base de la loi de la valeur. Les prix de vente par contre se trouvent établis en augmentant le prix de revient d'un « profit » et d'un « impôt sur le chiffre d'affaires », fixés par le gouvernement de façon différente pour chaque produit. C'est une simple question de technique financière pour constituer le fonds d'accumulation et de dépenses improductives. Mais les prix de vente des matières premières entrent dans les prix de revient des produits finis. Les prix de vente des machines entrent dans les prix de revient des matières premières. De cette façon, l'ensemble du système des prix devient artificiel et arbitraire. Il est extrêmement difficile, même pour les organes dirigeants, de juger de la rentabilité réelle des entreprises — c'est-à-dire en faisant abstraction des prix artificiels. C'est un important élément d'anarchie et d'inflation dans l'économie soviétique qui ne s'efface que très lentement. C'est en même temps un stimulant important pour les bureaucrates, désireux de se libérer de tout contrôle, y compris, comme le disait Trotsky, de celui de la loi de la valeur. Staline est obligé de combattre les manifestations les plus excessives de l'arbitraire bureaucratique en matière de fixation des prix. Il dénonce « l'arbitraire d'aventuriers économiques » (p. 62). Il dénonce l'exemple de la fixation absurde du prix du coton par rapport à celui du blé (p. 16) où « l'émancipation » par rapport à la loi de la valeur — c'est-à-dire la fixation du prix sans mesure commune avec la quantité de travail effectivement dépensée dans la production — avait été heureusement achevée. Mais il ne peut attaquer les racines du mal qui résident dans l'ensemble du système des prix artificiels, destinés plus à cacher la réalité économique qu'à l'exprimer (1). Son « marxisme » reste prisonnier de la gestion bureaucratique en U.R.S.S.

(1) Il serait relativement facile d'établir des prix de vente s'écartant peu ou pas des prix de revient pour l'ensemble des produits soviétiques. Dans de telles conditions, le maintien du taux d'accumulation actuel rendrait inévitable une baisse importante des salaires nominaux. Les économistes soviétiques ont préféré des salaires nominaux plus élevés, des prix des biens de consommation sans rapport avec les prix de revient, l'instabilité monétaire et le désordre dans les calculs et les bilans.

LE ROLE DE LA DIRECTION ECONOMIQUE CONSCIENTE A L'EPOQUE DE TRANSITION

Après avoir examiné les problèmes et proportionnalités dans l'économie de l'époque de transition, et leurs rapports avec le plan, l'auteur analyse les affirmations contradictoires de Staline concernant le rôle de la direction consciente dans l'économie soviétique :

« Nous apprenons que dans la société socialiste, dont la construction serait achevée en U.R.S.S. depuis 15 ans, la politique des organes dirigeants peut ou ne peut pas utiliser adéquatement les lois économiques qui gouvernent son évolution. En passant il nous dit d'ailleurs (p. 16) :

« que nos spécialistes de l'économie et de la planification, à peu d'exceptions près, connaissent mal l'action de la loi de la valeur, ne l'étudient pas et ne savent pas en tenir compte (?) dans leurs calculs. »

A peu d'exceptions près ! Le tableau n'est pas particulièrement brillant. Or, quand la politique des organes dirigeants n'est pas juste, des contradictions inhérentes à l'économie soviétique peuvent « dégénérer en antagonismes », et alors « nos rapports de production risquent de devenir une très sérieuse entrave au développement des forces productives. » (p. 49).

Nous sommes frappés de stupeur ! Les « rapports de production » sont, comme chaque marxiste le sait et comme Staline le rappelle lui-même (p. 53), en gros les rapports réciproques des hommes engagés dans la production de leur vie matérielle. Ces rapports de production s'expriment socialement en tant que rapports sociaux (de classe), et juridiquement en tant que rapports de propriété. Or, Staline a affirmé des milliers de fois que les classes antagonistes ont été liquidées en U.R.S.S. ensemble avec la propriété privée des moyens de production. Les « rapports de production » en U.R.S.S. sont donc, d'après cette thèse, les rapports mutuels de producteurs industriels et agricoles, travaillant avec des moyens de production propriété collective. Et de tels rapports de production qui, selon la théorie marxiste, sont la base pour la création de la société communiste achevée, pourraient devenir une entrave au développement des forces productives ! Mais alors se poserait la question de leur remplacement par d'autres rapports de production ! Et quels « rapports de production » pourrait-on envisager au-delà des relations mutuelles de producteurs sur la base de la propriété socialiste des moyens de production ? Nous sommes de toute évidence en pleine révision des conceptions fondamentales du marxisme.

La difficulté est résolue dès qu'on abandonne l'hypothèse absurde selon laquelle la construction de la société socialiste est déjà achevée en U.R.S.S. Dès lors on comprend : 1) qu'à côté des rapports de production, prémisses de l'avenir socialiste, subsistent des rapports de production, survivances du passé capitaliste, ainsi que des rapports de production intermédiaires (kolkhozes) ; 2) que le degré de développement des forces productives ne garantit nullement la disparition automatique des derniers au profit des premiers ; 3) qu'au contraire le degré de développement des forces productives implique la survivance de normes de répartition bourgeoises qui, à leur tour, sont la source principale de la renaissance constante de rapports de production non socialistes, de la petite production marchande, des « marchés » et « secteurs de production » parallèles ; 4) que de ce fait la contrainte étatique, avant tout la politique économique des organes dirigeants, est effectivement le facteur décisif pour garantir dans l'immédiat le maintien, la suprématie et la généralisation des rapports de production nouveaux ; 5) qu'une politique erronée de ces organes dirigeants — comme cela s'est produit périodiquement depuis 1923 — devient le facteur principal exaspérant et transformant en antagonismes violents les contradictions sociales et économiques qui subsistent dans la société transitoire de l'U.R.S.S., mais qui sont inexplicables à partir de l'hypothèse que la société socialiste est déjà établie. C'est précisément parce que l'homme soviétique n'est pas encore maître de ses destinées économiques que la conduite consciente de l'économie, la politique économique concrète, revêt une telle importance primordiale ! Mais allez demander à Staline la compréhension d'une telle vérité dialectique ! Il est trop occupé à brouiller les cartes, à maintenir en place toutes les pièces contradictoires de son système de pensée, expression consciente de la nature contradictoire de la bureaucratie soviétique...

PROBLEMES DE L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

Ayant terminé le chapitre précédent par une analyse des prétentions de la bureaucratie de soumettre toute la vie soviétique à son contrôle, l'auteur passe aux problèmes de l'agriculture. Il rejette la définition stalinienne du secteur kolkhozien comme « secteur socialiste » de l'économie soviétique.

« On arriverait à une même conclusion révisionniste en prenant au sérieux la

thèse de Staline suivant laquelle « les ouvriers et la paysannerie kolkhozienne forment... deux classes qui se distinguent l'une de l'autre par leur situation respective. » (p. 19). D'après la théorie marxiste, les classes sont définies par leur position précise et particulière dans le processus de production, en dernière analyse par un rapport caractéristique envers les moyens de production. Des conditions techniques différentes, par exemple, entre l'ouvrier industriel et l'ouvrier embauché par l'Etat pour entretenir les routes, ne font pas du personnel de voirie une classe sociale distincte. Mais s'il y a une différence de relation envers les moyens de production — donc différence de position dans le processus de production — il y a inévitablement différence d'intérêts historiques entre deux classes sociales. Ce n'est pas une tournure de style quand le marxisme parle des intérêts et de la conscience particulières de chaque classe. Dire que la construction du socialisme est achevée en U.R.S.S., et reconnaître en même temps qu'y subsistent deux classes différentes, c'est prétendre que la lutte de classe continue sous le socialisme !

Toutes les formules restrictives de Staline sur « l'amitié » entre la classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne, sur le fait que ces deux classes ont des intérêts communs de « consolidation du régime socialiste » ne permettent guère de supprimer cette vérité très simple et fondamentale : là où il y a des classes différentes, il y a des intérêts de classe différents et la possibilité objective d'un conflit, d'une lutte, entre ces intérêts différents. La réalité soviétique confirme d'ailleurs point par point la théorie marxiste. L'Etat ouvrier et la classe ouvrière ont un intérêt à développer aussi rapidement que possible la production agricole à l'époque de transition. Le maintien du secteur de production kolkhozien peut devenir un frein au développement des forces productives dans l'agriculture. En fait, Staline reconnaît qu'il commence dès aujourd'hui à jouer ce rôle de frein, « en empêchant l'Etat de planifier entièrement l'économie nationale, et notamment l'agriculture » (p. 49). Mais les paysans kolkhoziens restent attachés à la propriété kolkhozienne de leurs produits, parce que, dans les conditions actuelles d'approvisionnement de la campagne en biens de consommation industriels, cette propriété représente pour eux une certaine garantie que leur part du revenu national ne sera pas encore diminuée. Il y a donc conflit d'intérêts, conflit social et économique évident dans cette société socialiste !

Autre exemple : l'Etat ouvrier a intérêt à développer au maximum la production agricole, tout en puisant constamment dans le village la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire à l'expansion industrielle. Il a donc intérêt à développer une vigoureuse politique de mécanisation agricole. Il garde la propriété des machines agricoles en ses propres mains, parce que la location de ces machines aux kolkhozes représente l'instrument économique majeur avec lequel il s'approprie une partie du rendement supérieur ainsi obtenu (rente différentielle). Les paysans kolkhoziens ont également intérêt à utiliser les machines agricoles, parce que celles-ci rendent leur labeur moins pénible et permettent d'accroître le rendement, donc la masse de marchandises disponibles, en échange desquelles peuvent être achetés des moyens de consommation industriels. Pour la classe ouvrière et l'Etat, l'augmentation de la production agricole devrait avant tout aboutir à l'amélioration de l'approvisionnement de la ville et à la baisse des prix alimentaires. Pour les paysans kolkhoziens, l'augmentation de la production agricole devrait avant tout aboutir à l'amélioration de l'approvisionnement de la campagne et à la baisse des produits industriels. Ces deux intérêts, dans l'état actuel des choses en U.R.S.S., se trouvent en conflit. Ce conflit, bien que latent, est tellement prononcé que l'Etat s'assure précisément le moyen de pression décisif en conservant la propriété des machines agricoles !

Naturellement, des classes ayant des intérêts historiques différents ne doivent pas pour cela mener constamment une lutte de classe violente. Dans l'intérêt d'un développement social et économique aussi harmonieux que possible, l'Etat ouvrier peut et doit trouver constamment un dénominateur commun entre les intérêts immédiats du prolétariat et ceux de la paysannerie laborieuse. Mais il doit en même temps garder une conscience claire de la différence d'intérêts historiques. Si cela n'est pas le cas, il est désarmé devant les exaspérations périodiquement inévitables de ces conflits. Il est incapable de tracer une voie claire vers la disparition réelle des classes et de leurs intérêts différents.

C'est ce qui est démontré nettement par Staline lui-même. Le problème de la disparition du secteur kolkhozien est résolu par les camarades A.-V. Sanina et V.-G. Venger par la proposition de remettre aux kolkhozes la propriété des machines agricoles (p. 63). Staline combat avec raison cette thèse droitiste, mais avec des arguments entièrement inadéquats (1). La seule réponse qu'exige une telle propo-

(1) Il explique que cela... appauvrirait les kolkhozes ! On a peine à le croire, mais c'est ainsi.

Henri VALLIN

Djilas ou la lutte contre l'histoire

Dans l'abondante production idéologique des dirigeants communistes yougoslaves, Trotsky et le trotskysme viennent d'avoir l'honneur de deux mentions. C'est Milovan Djilas qui en est l'auteur, et elles valent la peine d'être transmises à la postérité. Les voici :

« Le fait que Trotsky en ait parlé (de la bureaucratie soviétique) comme d'une caste ne signifie point que nous sommes d'accord avec lui. Son analyse comme ses conclusions diffèrent absolument des nôtres. Sa critique ne voyait que les phénomènes superficiels et elle n'était pas marxiste, au fond, car elle expliquait un processus objectif par l'action de bonnes ou méchantes personnes, et non point ces personnes par le processus objectif. Trotsky lui-même n'a été qu'une variante, bureaucratique-aventuriste, du processus russe. En tout cas, il n'aurait pas pu ne pas l'être : au lieu de la victoire de la bureaucratie dans un seul pays, il représentait la conception de la réalisation de la bureaucratie mondiale (révolution mondiale) par les victoires de l'U.R.S.S. sur le monde extérieur. Ce n'est pas un hasard si les conceptions de Staline — aujourd'hui qu'il est passé à la politique de conquête mondiale — ressemblent de plus en plus aux conceptions trotskystes, et si les divergences entre trotskystes et stalinistes, en ce qui concerne les questions essentielles, sont de plus en plus insignifiantes. » (Questions actuelles du Socialisme, n° 12, juin-juillet 1952, pp. 30-31.)

« Staline s'est transformé, au cours de l'évolution objective de l'U.R.S.S., qui partit des germes du socialisme et de la démocratie révolutionnaire pour aboutir au capitalisme d'Etat et au bureaucratisme, en un praticien du capitalisme d'Etat, en chef et guide spirituel et politique de la bureaucratie privilégiée et de la dictature bureaucratique. C'est ce que Trotsky (comme les trotskystes stalinisés d'aujourd'hui) n'a jamais pu comprendre. C'est pourquoi sa critique du système stalinien et de Staline n'a jamais été capable de comprendre le processus objectif, de dépasser le cadre d'articles plus ou moins spirituels et d'un apport documentaire plus ou moins important du point de vue historique. » (Questions actuelles du Socialisme, n° 14, octobre-novembre 1952, p. 44.)

On admettra que les articles de Djilas ne brillent guère par leur esprit et que leur auteur n'apporte pas la moindre documentation

à l'appui de ses affirmations fantaisistes. Toutefois on aura plus de difficultés à caractériser le sens général des passages précédents. Est-ce de l'ignorance ? Mais Djilas parle quelque part avec mépris de la bureaucratie composée de « semi-intellectuels et demi-lettrés ». Un marxiste révolutionnaire sérieux, lettré comme il l'est lui-même, devrait du moins prendre la peine d'étudier les idées d'un adversaire qu'il combat idéologiquement. L'unique source à laquelle Djilas a pulsé sa connaissance du trotskysme, seraient-ce... les Œuvres Complètes de Staline ?

Si ce n'est de l'ignorance, est-ce de la mauvaise foi ? Motivée par quels desseins obscurs ? En quoi la calomnie et le mensonge utilisés contre Trotsky sont-ils des matériaux de construction de la « démocratie socialiste » et du « marxisme révolutionnaire vivant » en Yougoslavie ? Ou Djilas pensa-t-il qu'on ne pourra pas défendre la Yougoslavie contre les attentats du Guépéou et l'infiltration des dollars sans « liquider » le trotskysme ?

Optons plutôt pour l'hypothèse de la mauvaise foi mitigée par l'ignorance. En polémique contre les derniers écrits de Staline, Djilas prétend le plus sérieusement du monde que ce sont les théoriciens yougoslaves qui ont découvert que les catégories marchandises, argent et valeur restent valables dans la période de transition (Questions Actuelles du Socialisme n° 14, p. 7). Comment pourrait-il savoir qu'il y a 20 ans Trotsky consacrait sept colonnes de journal à ce problème ? Djilas suppose sérieusement que ce sont les théoriciens yougoslaves qui ont découvert la contradiction entre la nécessité d'un début de dépassement de l'Etat à l'époque de la construction du socialisme, et l'affirmation stalinienne selon laquelle cette construction, déjà achevée en U.R.S.S., s'accompagnerait d'un renforcement de l'Etat. Mais il y a treize ans, dans un article intitulé « La philosophie bonapartiste de l'Etat », Trotsky analysa la même contradiction dans des termes bien plus clairs que ne l'ont fait les théoriciens yougoslaves. Sachant qu'il n'a pas lu — et de loin ! — tous les écrits de Trotsky, Djilas, s'il avait voulu se comporter en « intellectuel sérieux », en marxiste employant une méthode de recherche rigoureuse, et non en journaliste superficiel jugeant d'après les informations obtenues de seconde main — mais de quelle main de maître dans la falsification — aurait dû se

faire sur un sujet imparfaitement connu ou du moins s'abstenir de jugements radicaux. Va donc pour l'ignorance.

Mais Djilas a lu « La Révolution Trahie » et la biographie de Staline. Seule la mauvaise foi peut alors expliquer cette affirmation mensongère que Trotsky expliquerait « un processus objectif par l'action de bonnes ou méchantes personnes, et non point ces personnes par le processus objectif ». Chaque lecteur honnête des écrits que nous venons de citer y trouverait une petite centaine de citations qui affirment précisément le contraire. Trotsky a toujours réduit à l'extrême — et de nombreux historiens et « critiques » plus ou moins bienveillants le lui ont assez reproché ! — le rôle des « méchantes personnes », et de leur incarnation, Iosip Vissarianovitch Djougachvili, dans l'établissement de la dictature de la bureaucratie en U.R.S.S. Il a toujours expliqué ce rôle par des processus objectifs. Il est allé jusqu'à dire que Staline n'est que le produit de l'appareil, de la bureaucratie, des conditions historiques objectives qui ont abouti à la victoire de celle-ci. Il a analysé minutieusement les conditions matérielles objectives — économiques, sociales et politiques — qui ont rendu cette victoire inévitable dans une conjoncture déterminée du monde. Il a répété des centaines de fois : il ne s'agit pas d'un conflit de personnes, mais en dernière analyse des rapports de forces entre les classes à l'échelle nationale et internationale. « Il ne s'agit pas d'un match entre Staline et Trotsky, mais d'un antagonisme entre bureaucratie et prolétariat » : cette phrase, prise par hasard dans l'article de Trotsky « Bolchevisme et stalinisme », est caractéristique d'innombrables citations du même genre, à puiser dans les écrits de Trotsky.

Seule la mauvaise foi peut expliquer que Djilas affirme que Trotsky « n'a jamais pu comprendre » que Staline est « le chef et guide spirituel et politique de la bureaucratie privilégiée et de la dictature bureaucratique », et que pour cette raison, il n'a « jamais été capable de comprendre le processus objectif ». La Révolution Trahie que Djilas a lue comporte une analyse minutieuse de ce rôle objectif de Staline, du « processus objectif » de l'établissement de sa dictature, et il ne faut pas perdre toute pudeur au point d'oublier que tout de même La Révolution Trahie a été rédigée quinze ans avant que Djilas n'aperçoive ce même « processus objectif ».

Quand des théoriciens yougoslaves plus sérieux que Djilas se livrent à un travail d'analyse approfondi, ils arrivent à des conclusions qui rappellent mot à mot les résultats de l'analyse trotskyste. Edouard Kardelj écrit dans son discours L'Etat et la Démocratie : « Le despotisme bureaucratique du type stalinien est le produit de l'état arriéré de la campagne soviétique ». (Questions actuelles du Socialisme, n° 11, mars-mai 1952, p. 10). Combien de fois Trotsky n'a-t-il pas expliqué la

même chose ? En réalité, il serait facile de démontrer que tout ce qu'il y a de valable dans l'œuvre théorique des communistes yougoslaves n'est qu'une redécouverte (et à peine sous une formulation nouvelle) de ce que Trotsky et le mouvement trotskyste international ont trouvé depuis vingt ans quant à la nature de la bureaucratie soviétique et de sa politique. Mais cette partie valable de l'œuvre idéologique des communistes yougoslaves est mêlée chez eux de thèses de nature absolument pragmatiques, du même type que les thèses staliniennes, construites exclusivement pour les besoins de la cause, pour justifier tel ou tel tournant diplomatique ou politique de l'Etat yougoslave, et éloignées de toute vérité objective, scientifique. A cette catégorie appartient l'affirmation grotesque selon laquelle la bureaucratie soviétique aurait des desseins de conquête mondiale. A cette même catégorie appartient également l'affirmation que le despotisme bureaucratique, produit de conditions objectives — et non de l'action de bonnes ou méchantes personnes ! — puisse dépérir et même disparaître en Yougoslavie par le seul effet de la « conscience » qu'en ont les « bonnes personnes » (les dirigeants communistes yougoslaves) et sans que les conditions objectives qui lui ont donné naissance ne se modifient (l'état arriéré de l'économie yougoslave et l'isolement de la révolution yougoslave dans un monde hostile, sont infiniment plus prononcés aujourd'hui que ce n'était le cas de l'U.R.S.S. en 1923-28). Les accusations lancées par Djilas contre Trotsky et le trotskysme se retournent précisément... contre les théories particulières de Djilas lui-même.

Où la mauvaise foi n'est plus mitigée mais renforcée par l'ignorance, c'est quand Djilas, combinant les calomnies réformistes avec les calomnies staliniennes, accuse Trotsky d'avoir représenté « la conception de la réalisation de la bureaucratie mondiale... par les victoires de l'U.R.S.S. sur le monde extérieur ». Djilas se sent-il la vocation d'un Vichinsky en miniature pour pouvoir proférer de telles monstruosités ? Vingt-cinq ans avant le réveil de la pensée théorique des communistes yougoslaves, Trotsky et l'Opposition de gauche en U.R.S.S. avaient compris que, dans les conditions objectives de l'état arriéré de la Russie, le renforcement de la puissance de la bureaucratie et l'affaiblissement du pouvoir ouvrier étaient inévitables. Ils avaient pour cette raison défendu une stratégie combinée de renforcement du prolétariat, de son poids économique, politique, subjectif dans la société : le passage à une politique d'industrialisation d'une part, l'aide politique aux partis-frères des pays avancés d'autre part, pour que ceux-ci guident la classe ouvrière de leurs pays respectifs vers la victoire de la révolution socialiste. Seul en définitive l'élargissement de la base de la révolution vers les pays avancés et hautement industrialisés pouvait renforcer suffisamment le

prolétariat pour empêcher une victoire des tendances bureaucratiques. C'est pourquoi Trotsky critiqua avec passion la politique fautive du P.C. allemand, défendit avec passion, la nécessité pour la direction de l'Internationale communiste de s'inspirer des leçons stratégiques et tactiques de la victoire d'Octobre, d'aider les partis-frères par tous les moyens à assurer la victoire dans leur pays. C'est précisément parce que Trotsky, mille fois plus clairement que les Djilas de toute sorte, comprenait que la question de la bureaucratie était au fond une question de **rappports de forces entre les classes à l'échelle nationale et internationale** qu'il misait sur la révolution mondiale, c'est-à-dire sur l'affirmation et la victoire du prolétariat des pays avancés venant en aide à la classe ouvrière épuisée, fatiguée et démoralisée de l'U.R.S.S. Et cette position, dont vingt-cinq années d'histoire ont tragiquement confirmé le réalisme, est aujourd'hui défigurée par Djilas en une « conception de la réalisation de la bureaucratie mondiale... par les victoires de l'U.R.S.S. sur le monde extérieur » ! Que dire de telles falsifications ?

En vérité, ce n'est ni de la gratitude ni de la reconnaissance que Trotsky et le trotskysme avaient attendu de l'histoire pour avoir vu plus clairement ce que d'autres forces du mouvement communiste international viendraient à découvrir par la suite. La meilleure « récompense » qui se conçoit, c'est le fait de voir son analyse résister à l'épreuve du temps et d'événements gigantesques et ses propres idées se frayer un chemin dans la tête de ceux qui, hier encore, étaient parmi leurs pires détracteurs. Mais il faut renverser la question. Pourquoi Djilas crache-t-il dans le puits où il puise la majeure partie valable de sa science nouvelle ? Pourquoi cet acharnement dans la calomnie et le mensonge contre le trotskysme, à une époque où les communistes yougoslaves eux aussi subissent quotidiennement les calomnies et mensonges de la part des kominformistes ? Pourquoi ces étranges apôtres de la « démocratie socialiste » cachent-ils soigneusement les écrits de Trotsky, les véritables conceptions du trotskysme, les idées de la IV^e Internationale au mouvement communiste et aux masses laborieuses yougoslaves, alors que cette même IV^e Internationale fut la première, et longtemps la seule force, qui se précipita à l'aide de la Yougoslavie attaquée par le Kremlin et — plus insidieusement mais non moins réellement — par Wall Street ?

La raison nous paraît claire. Le trotskysme, c'est la conscience théorique du prolétariat mondial. La IV^e Internationale, c'est l'incarnation des intérêts généraux, universels, des travailleurs de tous les pays, au delà des intérêts partiels, particularistes, de telle ou telle corporation, fraction politique ou section nationale. La IV^e Internationale a autant à cœur les intérêts des travailleurs yougoslaves que ceux des travailleurs vietnamiens, argentins, sud-africains ou soviétiques. Les dirigeants

communistes yougoslaves subordonnent les intérêts généraux, internationaux, de la révolution et du socialisme, aux intérêts momentanés — mal compris ! — de leur Etat et de ses louvoiements entre ses ennemis. Ils ont découvert, il est vrai, une série de vérités nouvelles sur la bureaucratie soviétique et le révisionisme stalinien, pour la plupart puisés dans l'arsenal du trotskysme. Ils ont oublié au même moment une série d'autres vérités sur l'impérialisme à notre époque, sur la révolution coloniale, sur la lutte armée des peuples arriérés pour leur indépendance (subitement appelée : « agression »), sur la combinaison entre la lutte pour l'indépendance nationale et celle pour l'émancipation sociale (subitement appelée : « ingérence stalinienne dans la lutte pour l'indépendance nationale »). Mais la vérité est indivisible. Celui qui veut la supprimer en partie ou momentanément, sous quelque prétexte que ce soit, fût-ce celui de la légitime défense, doit avoir recours aux armes de la calomnie et du mensonge. Voilà le premier secret de la lutte de Djilas contre le trotskysme.

Le tournant rapide du P.C.Y. sur des questions fondamentales d'analyse politique n'a pas été accepté sans doutes ni même révoltes intérieures par des centaines et des milliers de cadres communistes yougoslaves trempés dans une guerre civile d'exceptionnelle rigueur. Le malaise qui règne manifestement dans le Parti s'est exprimé au cours du 6^e Congrès du P.C.Y. Il s'est exprimé dans l'élimination de Neskovitch de la direction du parti, pour lequel on découvre subitement d'anciennes fautes — toujours l'école de Vychinsky ! — afin de ne pas faire apparaître les divergences politiques réelles. Il s'est exprimé dans cette extraordinaire mesure que représente la dissolution du Parti, sa transformation en une « Union » dont les buts seront « éducatifs » et qui signifie en pratique — puisque la direction de l'Union est identique à la direction de l'Etat — que l'élite du prolétariat yougoslave, la base et les cadres inférieurs du Parti, n'auront plus d'influence directrice sur l'Etat. Elle s'est exprimée dans la nervosité qui règne dans les milieux dirigeants et qui a fait voir à Tito — encore l'école de Vychinsky ! — un « complot de l'ennemi » dans l'incident tragico-comique de Djovitch protestant contre le « vol » de sa femme.

Or, le trotskysme, c'est à la fois la critique la plus marxiste, la plus rigoureuse de la bureaucratie stalinienne, et la fusion avec toutes les forces anticapitalistes mondiales d'aujourd'hui. Tous les esprits critiques ou simplement incertains dans le P.C.Y., qui n'acceptent pas l'orientation nouvelle d'intégration de fait dans le système d'alliance inter-impérialiste, et se refusent en même temps à capituler devant le stalinisme, pourraient bien trouver dans le trotskysme le point de cristallisation de leur position actuelle. C'est le deuxième secret de la lutte de Djilas contre le trotskysme. Cela explique la tentative infantile de Djilas d'expliquer comme « insignifiantes » les divergences

entre trotskystes et stalinien. La seule divergence « insignifiante » que Staline manifeste avec cette définition de Djilas, c'est qu'il est occupé depuis un quart de siècle à exterminer les trotskystes.

Djilas, comme d'ailleurs tous les autres dirigeants du P.C.Y., font grand bruit sur les questions de « démocratisation du pays », de « libre lutte d'opinions », de « démocratie socialiste ». Beaucoup de ces idées nous sont sympathiques parce que Léon Trotsky les avait exposées en détail en 1923 dans un petit livre appelé « Cours Nouveau ». Mais encore faut-il comparer ces idées à la réalité yougoslave. Djilas affirme que, dans le P.C.Y., on ne croit pas au principe d'infailibilité des chefs. Quelle critique a été proférée contre la politique du B.P. sortant au 6^e Congrès du Parti ? Djilas affirme que la liberté d'opinion existe dans le P.C.Y. Quelle opinion divergente de celle du B.P. a été développée au 6^e Congrès du P.C.Y. ? La belle liberté de discussion est-elle donc d'application seulement pour les poètes et les peintres et non pour les communistes ?

Il y a trois ans, Pijade parlait des dirigeants soviétiques comme né « haïssant rien autant que la fidélité aux principes et la discussion basée sur les principes ». Quelle fidélité aux principes peut-on découvrir dans la façon dont le P.C.Y. traite à son Congrès les problèmes de la révolution coloniale, du mouvement d'émancipation en cours pour un milliard et demi d'êtres humains, de l'aboutissement socialiste (d'après l'exemple yougoslave !) de ce mouvement d'émancipation ? Quelle discussion « basée sur les principes » a eu lieu concernant l'attitude de la R.P.F.Y. vis-à-vis de la collaboration militaire avec l'impérialisme yankee, eu égard au dispositif mondial des

forces impérialistes contre la révolution coloniale ? Mais il ne l'ont pas discutée du tout, leur politique internationale actuelle à leur Congrès. Mais ils bavardent sur la démocratie alors qu'ils étouffent toute discussion politique véritable dans le Parti ! L'article précité de Pijade était intitulé **Les grands maîtres de l'hypocrisie** ! Nous craignons que l'image ne soit tout-à-fait appropriée à la situation.

Les mensonges et la calomnie contre Trotsky et le trotskysme vont de pair avec la conspiration du silence ou les calomnies contre la révolution coloniale. Djilas et ses partisans se révoltent contre la voix du passé parce qu'elle avait annoncé la réalité du présent. Leur révolte contre l'histoire est l'expression de leur mauvaise conscience. L'appel théorique de Trotsky et du trotskysme — « retrouvez la voie de la fusion avec le mouvement révolutionnaire international, qui aujourd'hui monte sur les cinq continents contre les derniers remparts du capitalisme croulant » — rejoint l'appel réel et pathétique de centaines de millions d'esclaves coloniaux en révolte : « Ne mettez pas votre main dans la main rouge de sang de nos gardes-chiourmes et de nos bourreaux ! ». La lutte de Djilas contre l'histoire est une lutte sans lendemain, car l'histoire et son expression consciente, le trotskysme, seront les plus forts. Mais dans cette lutte, Djilas lui-même risque gros. Il risque de voir se vérifier pour son équipe cette terrible prédiction que Mosha Pijade a faite à ces autres **Grands Maîtres de l'Hypocrisie** :

« Plus on ira loin sur la voie actuelle, plus sera terrible la débâcle morale et politique de ceux qui ont considéré qu'ils peuvent faire une expérience contre-révolutionnaire aussi hideuse avec le mouvement ouvrier international révolutionnaire. » (Tanjug, bulletin quotidien du 7 octobre 1949.)

KIM

La réforme agraire en Chine ^(x)

III. — BILAN DE LA SITUATION DANS LES REGIONS OU LA REFORME AGRAIRE A ETE RECEMMENT COMPLETEE

Dans la région natale du camarade ouvrier dont nous venons de rapporter le récit, la terre n'a pas encore été expropriée et divisée parce que cette région est classée dans la troisième catégorie. Mais retournons pour le moment aux régions dans lesquelles les terres furent distribuées au cours de 1950-1951. Comment passe-t-on alors des conditions décrites par le camarade rapportant sur son village natal à l'expropriation de la terre ? Nous répondrons à cette question en puisant dans d'autres sources.

Quand la lutte pour le retour de la rente et des intérêts excessifs fut conclue, ces « gains » furent partagés, les propriétés des propriétaires fonciers furent scellées, la récolte d'été ou d'automne fut réalisée, et alors le gouvernement envoya au village une nouvelle « brigade de travail pour la réforme agraire ». Lors de son arrivée, celle-ci examinait tout d'abord si la division de la population en classe avait été correcte ; quand cela n'était pas le cas, un regroupement et une redistribution étaient décidés. Ensuite, un recensement des terres était réalisé, après quoi les terres étaient immédiatement distribuées. Six mois ou un an après cette distribution, c'est-à-dire après la seconde récolte, une « vérification de la réforme agraire » avait lieu afin de constater si l'expropriation avait été pleinement exécutée et si la distribution avait été faite de façon juste. C'était la dernière étape de la réforme agraire. Après quoi, le gouvernement émet les certificats officiels de propriété foncière.

Dans quelques-unes des régions où les terres ont déjà été distribuées, cette « vérification » a déjà eu lieu, et dans d'autres elle n'a pas encore eu lieu. Le gouvernement a décidé que cette « vérification » doit avoir eu lieu pour l'ensemble de ces régions en 1952 et qu'alors doivent être émis les certificats de propriété.

Quelle est la situation présente dans ces régions ?

Les secteurs les plus importants de ces régions sont la région côtière de la Chine orientale et la région du centre-sud. La population y est plus dense ; par conséquent, la surface de terre cultivée par famille y est plus réduite.

Comme d'autre part la nouvelle loi sur la réforme agraire a réduit relativement la superficie à distribuer, les terres obtenues par les paysans sont moins étendues qu'en Chine septentrionale, surtout qu'en Mandchourie. Chaque famille paysanne a obtenu une tranche de 3 mou, de 2 mou, d'un mou ou même de moins qu'un mou, ce qui est soit à peine suffisant, soit complètement insuffisant pour subvenir à ses besoins. C'est devenu un problème très sérieux. Le gouvernement a fait par conséquent un effort pour accélérer les travaux pour surmonter les cataclysmes naturels (par exemple : les travaux sur la rivière Huai) et pour encourager les paysans à labourer les terres vierges.

La production agraire, en général a été élevée au-dessus du niveau d'avant la libération, mais elle n'a pas encore atteint le niveau le plus élevé de l'année 1936. Il ne s'est pas encore produit d'amélioration évidente des conditions de vie des paysans.

Après avoir obtenu la terre, les paysans sont en général enclins au conservatisme. Ils concentrent leurs efforts sur la culture des terres et ne s'occupent pas de politique. En automne 1951, les journaux de la Chine orientale et surtout de la région du centre-sud ont publié quotidiennement des articles d'avertissement « contre les sentiments de relâchement prédominant parmi les cadres ». D'innombrables rapports indiquent que dans les régions de cette deuxième catégorie, les cadres paysans apparus à travers la réforme agraire sont devenus passifs. Après la distribution des terres, certains se sont mariés et se sont plongés énergiquement dans la production ; ils ne veulent plus être des cadres ; ils sont souvent absents des réunions, parlent très peu, ne font pas d'efforts pour apprendre la politique et demandent même de pouvoir donner leur démission de leurs postes dans l'association paysanne, la milice, etc. Ce phénomène devient maintenant universel, il reflète pleinement le changement dans l'état d'esprit des paysans. Pour cette raison, il est évident que le point culminant du mouvement paysan a déjà été dépassé dans ces régions.

Dans les régions où la « vérification »

a déjà eu lieu, les propriétaires fonciers ont été exterminés en tant que classe. Cependant, dans de nombreuses autres régions, spécialement aux endroits où la réforme agraire n'a pas encore été vérifiée, l'influence de la classe des propriétaires fonciers subsiste encore dans une large mesure, étant donné que le mouvement paysan n'y a pas encore profondément pénétré. Bien que leurs terres aient été expropriées, ils continuent à ressentir leurs pertes et à nourrir des sentiments de vengeance, parce que les coups qu'ils ont reçus des paysans n'ont pas été suffisamment forts ou, pour utiliser le langage du P.C., « pas suffisamment brutaux ». Dans de nombreux villages l'expropriation et la distribution des terres n'ont pas été complètes, et de nombreux propriétaires fonciers ont pu se glisser à travers les mailles du filet. D'où on peut conclure que la moitié des villages de ces régions sont des villages « à moitié refaits », c'est-à-dire des villages où la réforme agraire n'a été réalisée que partiellement, parce que sa vérification n'a pas encore eu lieu. C'est parce que la classe des propriétaires fonciers n'a pas encore été complètement écrasée et que l'esprit de combat des paysans en général et des cadres du village s'est relâché, que les propriétaires fonciers se remettent à bouger. Ils utilisent toutes sortes de méthodes pour détruire les réalisations victorieuses des paysans. Par exemple, ils répandent les bruits que Tchong-Kai-Chek lancera une offensive sur le continent ; ils incendient les fermes des paysans ; ils empoisonnent des sources ; ils assassinent les en-

fants des paysans ; ils essayent de corrompre les paysans actifs par leurs belles filles ou par l'argent. Dans certaines régions isolées il se produit même une « liquidation à rebours » : les propriétaires fonciers ressaisissent les maisons et les vivres qui avaient été distribués parmi les paysans, ou échangent leurs mauvaises terres contre les bonnes terres des paysans, etc. De l'avis de l'auteur, tous ces phénomènes sont dus à une obéissance trop rigoureuse aux décrets gouvernementaux par les cadres ouvriers, aux limites imposées à l'action des paysans et aux coups trop minimes portés de ce fait aux propriétaires fonciers.

D'une part, le P.C. adopte la méthode de l'« éducation » pour stimuler l'activité des cadres au village. D'autre part, il prépare le développement d'une autre campagne de masse durant la période de « vérification » de 1952. Une telle campagne est fort possible, mais elle ne pourra en aucune façon dépasser l'ampleur du mouvement paysan d'il y a deux ans. Cette campagne de « vérification » ne sera donc qu'un refrain en voie d'extinction du mouvement paysan. Comme les villages anciennement libérés en Chine septentrionale et en Mandchourie en ont déjà donné des exemples, il est seulement nécessaire de comprendre que les régions nouvellement libérées suivront la même direction.

Le trait général des conditions de vie dans ces régions n'est pas fort différent de celles des régions où les terres n'ont pas encore été distribuées. Nous les décrirons plus loin.

IV. — REGIONS OU LES TERRES N'ONT PAS ENCORE ETE DISTRIBUEES

Pour l'ensemble du pays, les régions dont il est question présentement sont les seules où il subsiste un large mouvement paysan. La population rurale comprise dans ces régions compte 90 millions d'âmes. Le pays natal du camarade Z dont le rapport est inclus dans cet article appartient à ces régions. Le gouvernement a décidé que la réforme agraire doit être fondamentalement complétée en 1952 dans ces régions : la terre doit être distribuée. Au moment où nous écrivons, des dizaines de milliers de cadres sont mobilisés dans les villes pour se rendre à la campagne, pour « aider » les paysans dans la transformation du régime agraire. Il est fort probable que le projet gouvernemental sera réalisé à temps. Nous avons vu que de nombreux obstacles étaient apparus au cours de la tranche précédente de la réforme agraire, complétée en 1950-1951, par suite du manque de forces utilisées contre les propriétaires fonciers. A notre avis, la réforme agraire complétée dans les régions de la troisième catégorie en 1952 sera plus approfondie.

Nous avons déjà rapporté dans le chapitre précédent un exemple de la mobilisation et de l'élargissement du mouvement agraire. Nous donnerons maintenant une description de la physionomie

des villages de ces régions, qui a de nombreux aspects similaires avec l'ensemble de la campagne chinoise. Nous nous rapportons une fois de plus au récit du camarade ouvrier Z :

« De retour au village, j'ai eu tout d'abord l'impression d'un changement dans les relations entre hommes et femmes. A la maison, dans les associations paysannes, dans la rue, les femmes se comportent de façon naturelle et confiante, complètement dénuée de timidité et de réserves excessives. Elles ne sont plus effrayées par leurs parents, leurs maris et leurs beaux-parents.

L'ordre et les coutumes ont également fortement changé dans les villages. Fumer de l'opium et jouer pour de l'argent, ont disparu. Les paysans se rendent à leurs champs pendant la journée et y laissent leurs outils et leurs vaches dans la soirée quand ils rentrent, sans craindre qu'ils ne soient volés. Les conflits traditionnels entre deux villages en matière de conservation d'eau ou d'autres griefs, les conflits entre familles à cause de tombes ancestrales, etc., les disputes entre fermiers, tout cela a disparu. Le culte bouddhiste a fortement diminué, mais il subsiste encore, surtout

(*) Voir première partie dans le numéro précédent de Quatrième Internationale (octobre 1952).

chez les femmes. Les gens ne sont plus troublés et ne se font plus beaucoup de soucis pour des questions d'argent dans les mariages, qui sont conclus avec beaucoup moins de rituel et de cérémonies.

Les paysans sont pour la plupart très diligents dans le travail aux champs. Le gouvernement a publié un décret dans le but d'encourager le travail de pionnier sur les terres incultes pour tout le monde (y compris les propriétaires fonciers et les paysans riches) : on est complètement exempté d'impôts au cours des trois premières années, et la terre nouvellement cultivée reste en tout cas propriété du cultivateur. De ce fait, il n'y a plus de terres en friche dans mon village. Depuis deux ans, la terre nouvellement cultivée s'élève à 400 mous, soit en moyenne plus d'un mou par personne. Mais toutes ces terres nouvellement cultivées sont ou bien des terres sèches ou des terres rocailleuses sur lesquelles il n'est pas possible de cultiver du riz, qui est la base de l'alimentation en Chine méridionale, mais bien certaines récoltes complémentaires, comme les patates douces, etc. Voilà la raison pour laquelle la production de ces récoltes complémentaires a été fortement augmentée. Le système d'irrigation fonctionne fort bien au village, et les digues construites pour empêcher les inondations sont fort élevées. Les paysans assurent eux-mêmes qu'il n'y aura plus d'inondation cette année. Ces digues ont été construites l'an passé, soit par le travail bénévole des paysans mobilisés par le gouvernement, soit par des détachements spéciaux de travailleurs auxiliaires. L'association paysanne a acheté une pompe qui est propriété publique. En outre, il y a un « corps de travail alternatif » pour l'entraide mutuelle paysanne.

Dans mon village, la vie des paysans est très dure ; nombreux sont ceux qui n'ont pas assez à manger, même maintenant. La raison en est simplement que 1950 et 1951 ont été des années de famine. Au lendemain de la libération, le gouvernement prêta de grandes quantités de vivres aux paysans, que ceux-ci rendirent en 1951. Au cours de la même année, le gouvernement les avait aidés en donnant 10 catties de blé à chacun ; le gouvernement leur offrit également de travailler pour un salaire sur les digues au lieu de recevoir simplement une aide ; le salaire était de trois catties de riz par jour plus un repas ; mais une telle offre ne fut faite qu'aux paysans pauvres et aux travailleurs agricoles. L'impôt en nature et la rente agraire, tous deux collectés par le gouvernement, furent recueillis en 1951 proportionnellement à la récolte de l'année et non pas proportionnellement à la récolte moyenne des années précédentes. Ceux qui devaient décider du montant de ces impôts ont été élus par les paysans. En 1952, afin

de montrer ses préoccupations au sujet des pertes des paysans au cours des inondations des deux années précédentes, le gouvernement releva jusqu'à la cinquième catégorie le taux de base d'exonération d'impôts. Il prêta des semences aux paysans (40 catties de blé à chaque cultivateur ainsi que 5 catties pour chaque récolte complémentaire). Au moment de la récolte, les paysans doivent rendre 1 cattie 3 onces pour chaque cattie reçu (soit un taux d'intérêt de 3/16 ou de 19 %). L'association paysanne possède maintenant un grand stock de vivres (les « gains de la lutte » !). Avant que ce stock ne soit distribué, chaque paysan pauvre ou ouvrier agricole peut emprunter 40 catties de blé par tête qui seront déduits de sa part au moment de la distribution du stock.

On n'a pas seulement demandé aux propriétaires fonciers qu'ils retournent les rentes excessives et payent des compensations pour l'exploitation passée des paysans pauvres et des ouvriers agricoles. On leur a également imposé de rembourser des impôts excessifs. Toutes sortes de contributions extorquées par le Kuomintang au cours des trois années précédant la libération doivent être compensées aux paysans pauvres et aux travailleurs agricoles par les propriétaires fonciers et les paysans riches proportionnellement à la terre qu'ils possédaient. En outre, si le propriétaire foncier cultivait des parcelles de terre distinctes de celles qu'il louait aux autres, il doit continuer à travailler sa terre, et l'ensemble de cette récolte doit être donnée comme contribution au gouvernement, sans que manque un seul épi ! (9).

Les autres paysans (riches, moyens et pauvres ainsi que les travailleurs agricoles) doivent payer deux sortes de contribution à l'Etat : la rente foncière, qui est de 37,5 % de la récolte (10) et l'impôt en nature, qui est fixé proportionnellement à la récolte comme un impôt progressif (les taux seront indiqués plus loin. KIM). Les paysans ressentent une pression très forte due à ces deux contributions, mais les paysans pauvres ne sont pas tellement mécontents, parce que ces deux contributions prises en semble sont encore inférieures à la

(9) Cette méthode est complètement opposée aux décrets gouvernementaux. D'après ces règlements, les récoltes faites par le propriétaire foncier avant la distribution des terres, continuent à lui appartenir, et il ne doit payer à l'Etat que l'impôt en nature. — KIM.

(10) Ceci est tout à fait surprenant : a) D'après les règlements du gouvernement, il doit y avoir une réduction de la rente avant la réforme agraire, mais les propriétaires fonciers continuent à toucher cette rente. Dans le village du camarade Z, cette étape de rente réduite semble être complètement éliminée. b) Une telle pratique représente un coup sévère, non seulement pour les propriétaires fonciers mais aussi pour les paysans riches et moyens. Ainsi, la famille

rente jadis payée aux propriétaires fonciers, sans parler de nombreuses exactions, et parce qu'ils savent que la terre leur sera bientôt distribuée.

Dans le village, tout le monde parle maintenant des « classes ». Tout le monde sait nettement ce qu'est un paysan pauvre, un ouvrier agricole, un paysan moyen, un paysan riche ou un propriétaire foncier. Comme j'appartiens à la classe ouvrière, on me respecte particulièrement. Les paysans pauvres et les travailleurs agricoles, ainsi que les ouvriers industriels ont l'entrée libre dans l'« Exposition des Produits du sol natal ». Les propriétaires fonciers et les paysans riches ne peuvent plus participer aux associations paysannes. Il y a sept membres dans le comité de l'association, tous élus, mais qui ne reçoivent aucun salaire. L'administration cantonale a ordonné que le village envoie sept hommes à la milice ; ceux-ci furent élus par l'association paysanne et chacun d'eux reçut un fusil du gouvernement. Les paysans pauvres et les travailleurs agricoles sont les véritables maîtres au village. J'ai également participé à la réunion de l'association paysanne, qui s'occupe principalement de savoir comment vivaient les propriétaires fonciers, s'ils étaient soumis ou non, etc. Une femme y déclara : « Hier, j'ai vu un tel saluer un paysan riche. Il n'a pas de position très ferme ; nous devons le critiquer ». Cette femme, paysanne, pouvait même employer une expression aussi raffinée que « n'avoir pas de position ferme » ! Les propriétaires fonciers sont maintenant devenus les gens les plus pitoyables. On leur a pendu au cou une toile blanche avec l'inscription : « PROPRIETAIRE FONCIER » ou « PAYSAN RICHE ».

S'il y a une possibilité quelconque de payer du travail de secours, seuls les paysans pauvres et les travailleurs agricoles ont le droit d'en profiter ; les paysans riches et les propriétaires fonciers sont astreints aux formes les plus dures du travail bénévole. Les gens des classes différentes portent des brassards aux couleurs différentes. Il y a un règlement qui interdit aux propriétaires fonciers et aux paysans riches de manger de la viande. Leur liberté d'action est res-

trainte. Personne n'ose plus leur parler. Bien que les décrets du gouvernement interdisent de toucher à leurs réserves de nourriture, d'argent et de vêtements, en fait il ne leur reste plus rien après la lutte pour le retour des anciennes rentes et intérêts excessifs et la compensation de l'exploitation d'autrefois. A présent ils vivent (sur-tout les propriétaires fonciers) des produits complémentaires des terres en friche qu'ils ont commencé à labourer. Dans la journée, ils travaillent aux champs ; dans la nuit, s'ils ont la chance de ne pas être tirés hors de leur demeure par les paysans pauvres pour une réunion de « lutte », ils ferment leurs portes dès que l'obscurité tombe, et jeunes et vieux se réunissent pour pleurer leurs malheurs. Conformément aux règlements du gouvernement, un propriétaire foncier conserve une parcelle de terre. Mais les paysans du village m'ont dit que dans les cinq premières années qui suivront la division des terres, les propriétaires fonciers ne seront pas considérés comme des citoyens, et ce n'est qu'au bout de cinq ans qu'ils auront leur part de terre. Evidemment, ces paysans commencent encore des « excès » ! Une fois qu'ils se sont levés, ils sont vraiment intolérables ».

Ce rapport du camarade Z est fondamentalement conforme aux informations que nous obtenons d'autres sources. Les journaux ont publié peu de choses sur les conditions douloureuses des propriétaires fonciers, et surtout sur celles des paysans riches. Cela n'est pas surprenant, parce que toutes ces actions vont au delà des décrets gouvernementaux, et que le gouvernement est un « gouvernement de coalition des ouvriers, des paysans et de la bourgeoisie » !

De l'impôt en nature, nous parlerons ailleurs. De ce qui précède il est clair que la plus grande partie de la campagne chinoise a traversé une transformation fondamentale, et qu'une autre partie est en voie de transformation. Nous avons maintenant à faire face à de tout nouveaux problèmes. Si important qu'ait été le contrôle du P.C. dans tout ce mouvement — contrôle qui est unique dans l'histoire de toutes les révolutions — néanmoins la transformation de la campagne chinoise est en dernière analyse l'œuvre des paysans eux-mêmes.

Certains camarades chinois disent que la réforme agraire est un « désir subjectif » du P.C., et qu'elle a été réalisée par des moyens « purement administratifs ». Ce point de vue non seulement est contraire aux faits mais en opposition totale avec l'ABC du marxisme. Il était possible de s'appuyer essentiellement sur la puissance militaire pour renverser le régime de Tchang-Kai-Chek. Il est absolument impossible de transformer une structure sociale — ne fût-ce que le système agraire — par des moyens purement militaires.

Max MIELKE

Où en est le mouvement ouvrier allemand ?

Fin octobre et début novembre se sont tenus les Congrès des deux organisations ouvrières de masse les plus importantes d'Allemagne occidentale : le Parti social-démocrate (S.P.D.) et la Confédération du Travail alle-

mande (D.G.B.) qui groupe tous les syndicats ouvriers du pays. Les débats et les conclusions de ces deux Congrès permettent de faire le point sur la situation actuelle du mouvement ouvrier allemand.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE APRES LA MORT DE SCHUMACHER

Le Congrès du S.P.D. a été précédé de quelques semaines par la mort du leader du Parti, Kurt Schumacher. L'effet immédiat de cette disparition a été favorable aux forces de droite dans la social-démocratie. Schumacher était de conviction profondément réformiste ; il n'avait rien d'un révolutionnaire, et encore moins d'un marxiste ; il se considérait avant tout comme « homme d'Etat ouvrier » et futur Président du Conseil de la République fédérale. Mais il était le seul dirigeant social-démocrate qui avait une ligne ferme sur deux questions d'importance capitale : la subordination de toute alliance avec les puissances occidentales à la reconstitution de l'unité allemande et la lutte pour l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie. La défense conséquente de ces positions politiques faisaient de lui, contre son gré peut-être, une importante force de radicalisation de la classe ouvrière allemande. A travers Schumacher, le prolétariat allemand commençait timidement à avoir une politique internationale. C'étaient les premiers pas, encore bien hésitants, vers une politique internationale de classe. Les mois précédant la mort de Schumacher, marqués par la grande lutte au Parlement fédéral contre la ratification des traités de Bonn et de Paris et contre la nouvelle loi sur les comités d'en-

treprise, avaient amené la social-démocratie allemande aux positions les plus gauchistes qu'elle avait connues depuis très longtemps. L'élaboration d'une conception internationale « neutraliste » commençait à être esquissée.

La mort de Schumacher a donné un vigoureux coup de frein à cette évolution. Son remplaçant à la direction du Parti, Erich Ollenhauer, pâle personnalité sans conception politique propre, est le fidèle reflet de la médiocrité de l'appareil. Prenant le texte du principal rapport politique partiellement élaboré par Schumacher pour le Congrès de Dortmund, il y glissa subrepticement quelques formules qui représentent une révision de fond en comble des conceptions de Schumacher. La social-démocratie serait prête à accepter la remilitarisation si des garanties suffisantes étaient obtenues par la République fédérale sur l'égalité de droit avec les autres puissances contractantes. Le Service de Presse social-démocrate (SOPADE) se hâta d'ajouter : ceci signifie donc qu'une telle acceptation n'est pas nécessairement subordonnée au rétablissement préalable de l'unité allemande. La social-démocratie se préparerait à une « participation au pouvoir », donc simplement une participation à un gouvernement de coalition, non à la conquête du pouvoir politique.

LA DROITE SUR L'OFFENSIVE, LA GAUCHE DESORIENTÉE ET SILENCIEUSE

Ce glissement à droite, de la part de la direction du S.P.D., ne suffit pas encore aux multiples forces droitières qui, dans le passé avaient été à plusieurs reprises refoulées par les sarcasmes agressifs de Schumacher. Elles renchérent, notamment sur trois terrains, lors du Congrès social-démocrate. En politique internationale, leurs principaux représentants, les maires sociaux-démocrates des trois grandes villes Berlin, Hambourg et Brême, ainsi que la

représentant de l'organisation locale berlinoise, Willy Brandt, exigèrent une acceptation pure et simple de la remilitarisation nécessaire à la défense contre le « totalitarisme stalinien ». Sur le terrain de l'économie, le professeur Schiller, dirigeant social-démocrate de Hambourg, se prononça vigoureusement pour le libre jeu des forces économiques et alla jusqu'à affirmer que la lutte pour le plein emploi devait être limitée par la nécessité d'éviter

toute forme d'inflation. Le principal journal de l'industrie lourde, l'*Industrie-Kurier* de Düsseldorf, lui adressa au lendemain du Congrès ses plus sincères remerciements pour ces paroles « courageuses ». Finalement, un membre de la direction centrale du S.P.D., Willi Eichler, mena l'offensive de la droite sur le terrain idéologique. Il présenta un projet de « programme d'action » du parti qui rompt avec la tradition et même avec la terminologie marxiste et centre l'action du parti non sur l'organisation de la classe ouvrière, mais sur celle de tous les « hommes libres, avides de progrès social ». L'offensive de la droite amena Ollenhauer à concéder des points importants, aussi bien dans la rédaction des résolutions politiques que dans celle du programme d'action.

Face à cette offensive vigoureuse et concertée de la droite, la passivité de la gauche, amorphe et désunie, faisait peine à voir. Sauf de timides remarques de quelques délégués au Congrès sur la nécessité de s'adresser davantage aux ouvriers industriels et de combattre plus vigoureusement le danger néo-fasciste, la voix de la gauche fut complètement silencieuse au Congrès de Dortmund.

Ce caractère du Congrès social-démocrate n'est pas un reflet fidèle de ce qui se passe dans le Parti. La composition du Congrès était

telle que la voix de la base ne pouvait s'y faire entendre ; la grande majorité des délégués étaient des fonctionnaires appointés par l'appareil. Le projet de programme d'action avait été placé si tard devant les sections du Parti qu'aucune discussion sérieuse ne put avoir lieu à ce sujet. Les amendements et les critiques formulés par de nombreuses sections ne furent pas pris en considération par le Congrès, qui les enterra dans une « commission de travail ». Le Parti, de toute façon, est plus à gauche que son Congrès.

Cependant, ce serait surestimer singulièrement la force de l'appareil réformiste que de supposer qu'il a réussi à réprimer une vigoureuse gauche socialiste du type bevaniste. Une telle gauche est encore inexistante en Allemagne. Le réveil de la conscience politique de la classe ouvrière allemande, le réveil de son activité politique et même syndicale retarde encore considérablement sur le processus de radicalisation des classes ouvrières britannique et belge. Aussi longtemps qu'une puissante pression ne se fera pas sentir de la part de la classe ouvrière, les voix de gauche à l'intérieur de la social-démocratie resteront timides, désunies et dominées par un sentiment d'infériorité et d'impuissance vis-à-vis de l'adversaire de classe et de ses alliés à l'intérieur du Parti.

L'ETAPE PRESENTE

Après les premières années d'amélioration notable du niveau de vie qui suivirent la reprise économique de fin 1948, la classe ouvrière d'Allemagne occidentale avait commencé dès 1950-51 à montrer sa volonté de défendre par l'action ses intérêts économiques et sociaux. Les mouvements pour la co-gestion, la grève des métaux de Hesse, des dockers de Brême et de Hambourg en 1951 ; la grève des ouvriers imprimeurs et les mouvements contre la nouvelle loi sur les comités d'entreprise en 1952 ont montré incontestablement une combativité, étonnante même pour la jeune génération qui n'a aucune tradition de luttes syndicales. Mais ces luttes ont montré en même temps qu'il n'existe pas encore une spontanéité suffisante pour pouvoir déclencher des actions contrairement à l'avis des directions. L'attitude de celles-ci est donc décisive. Si elles vont de l'avant, les travailleurs sont prêts à les suivre. Si elles restent inactives, les travailleurs exprimeront leur mécontentement, mais n'en continueront pas moins à suivre les directives données. Nous en sommes donc encore à

l'étape de la semi-conscience, où la classe ouvrière ressent déjà la nécessité d'un combat d'envergure contre l'adversaire, mais n'a pas encore de notions claires sur les conditions, l'ampleur et la direction d'un tel combat.

Dans de telles conditions, les hésitations et la passivité de la direction exercent un rôle dangereusement démoralisateur. Nous l'avons vu notamment en juin-juillet de l'année 1952, lorsque des centaines de milliers de travailleurs se rassemblèrent dans les grands centres industriels, à l'appel du D.G.B., dans d'impressionnantes manifestations de protestation contre le projet de loi réactionnaire sur les comités d'entreprise. La direction syndicale avait affirmé d'innombrables fois que ces manifestations ne devaient être que la première étape de la lutte. La seconde étape devait être celle de mouvements grévistes de grande envergure. Mais quand le Conseil fédéral du D.G.B. arrêta brusquement l'action, la réaction des travailleurs fut une démoralisation et un dégoût, non la volonté de passer outre à la direction pusillanime.

CHANGEMENTS DANS LA DIRECTION SYNDICALE

Si les événements de juin-juillet n'ont pas provoqué de violents remous à la base, ils ont par contre secoué la vigilance des cadres inférieurs et moyens du mouvement syndical qui, à l'étape actuelle, sont les éléments les plus

actifs et les plus dynamiques du mouvement ouvrier allemand. Ces cadres, intimement liés à la masse ouvrière, ont compris que la capitulation de juin-juillet risquait de provoquer un dangereux mouvement de désaffection des

masses ouvrières par rapport au mouvement syndical. Ils ont cherché à rencontrer l'esprit de mécontentement de la base en ouvrant une offensive générale contre les dirigeants syndicaux les plus discrédités, notamment le président Christian Fette, et le membre du Conseil confédéral von Hoff. Cette offensive a été couronnée d'un plein succès.

Le parti social-démocrate avait suivi depuis un certain temps avec une inquiétude croissante les manœuvres du chancelier Adenauer pour transformer le D.G.B. en une sorte de « troisième force » entre la majorité bourgeoise et l'opposition socialiste au Parlement. Ces manœuvres s'appuyaient en premier lieu sur la fraction chrétienne à la direction du D.G.B., fraction qui a une force démesurée par rapport au courant chrétien à la base. Le chantage à la scission syndicale, savamment utilisé par cette fraction, avait amené Fette à esquisser, en matière politique, toute prise de position publique favorable à l'opposition social-démocrate. Fette était même allé jusqu'à appuyer la politique de remilitarisation en janvier 1952, ce qui avait provoqué une véritable révolte dans les syndicats d'Allemagne méridionale. Pour toutes ces raisons, la direction du S.P.D. semble avoir elle-même favorisé le remplacement de Fette par une personnalité plus énergique et moins apte à se laisser « envelopper » par les astuces du Chancelier et du patronat.

Mais une partie de la bureaucratie syndicale, quoique membre du parti social-démocrate — Fette lui-même est membre du S.P.D. depuis de longues années — était par conservatisme opposé à tout remaniement de la direction. Bien plus : Heine, un des dirigeants de l'appareil du S.P.D. se vit obligé d'attaquer Schmidt, président du syndicat des mineurs parce que celui-ci, tout en étant membre du

S.P.D., s'opposait à la formation de groupes sociaux-démocrates d'entreprise dans les charbonnages ! Il y eut par conséquent une véritable bataille en règle au Congrès syndical de Berlin pour la désignation du président confédéral. Fette s'accrocha à son poste et entreprit des tentatives désespérées pour conserver la présidence. Finalement, il fut battu dans un scrutin sensationnel, la droite groupant à la fois les chrétiens, les réformistes à la Schmidt et le bloc des Berlinoises contre la gauche qui défendait la candidature de Walter Freytag, président du syndicat des métallurgistes et le fit élire. C'est la première fois, dans l'histoire du mouvement syndical allemand qu'un président confédéral perd sa place sous la pression de la base.

Contrairement à ce qui s'était passé au Congrès social-démocrate de Dortmund, il y eut des débats très vivants au Congrès syndical de Berlin, avec une prépondérance marquée des critiques de gauche. Aussi le remaniement du conseil confédéral ne sera-t-il pas le seul résultat de cette radicalisation des militants syndicalistes allemands. Le remplacement de Freytag à la tête du syndicat des métallurgistes ; et l'élection des directions syndicales des *Laender* lors des congrès régionaux (celui du pays de Hesse est imminent) seront sans doute marqués par un glissement à gauche du même sens. Ce qui importe, en l'occurrence, ce n'est pas la différence de mentalité individuelle entre un Fette et un Freytag, un Freytag et celui qui lui succèdera à la tête du syndicat des métaux, mais bien le fait que les militants de base poussent en avant systématiquement ceux de leurs dirigeants qui ont tenu un langage plus radical et ont une réputation — justifiée ou non — de radicalisme. C'est une première étape et une première expérience inévitable par laquelle passe la radicalisation de la masse ouvrière elle-même.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Il semble établi que la radicalisation syndicale précède la radicalisation dans le S.P.D., et qu'elle se transmettra dans celui-ci à travers quelques grandes luttes ouvrières à venir. Pour le moment, une grève des imprimeurs à l'échelle nationale est en voie de préparation. Les mineurs ont déposé un préavis de grève pour arracher la semaine de 40 heures avec paiement de 48. D'autres mouvements, d'ampleur plus restreinte, se préparent. Il ne faut cependant pas sousestimer la puissance de résistance du patronat, énormément enrichi par quatre années de haute conjoncture et appuyé sur l'existence de 1,5 million de chômeurs dans le pays. L'issue de ces luttes aura une importance considérable sur le rythme et les formes d'expression de la radicalisation ouvrière.

Le parti social-démocrate, de son côté, commence à se préparer pour les élections parlementaires de 1953, qui sont dues normalement pour août, mais qui pourraient bien être avan-

cées par le chancelier Adenauer, si celui-ci veut éviter que les effets du réarmement ne se fassent déjà sentir dans la population au moment du scrutin. Les élections municipales dans plusieurs régions importantes ont indiqué que le S.P.D. ne progresse que très lentement. Cela est logique, si l'on tient compte du fait qu'il s'abstient de toute agitation radicale sur les problèmes qui tiennent le plus à cœur aux masses (lutte contre le réarmement, pour l'unification du pays, contre les beautés de l'économie « libre » etc.). Celles-ci commencent à avoir l'impression que l'opposition social-démocrate est de nature purement verbale, et qu'au fond le S.P.D. n'est pas prêt à engager une lutte sérieuse contre les partis au pouvoir.

Ceci est d'autant plus vrai que l'absence de toute combinaison de la lutte parlementaire et de la lutte extra-parlementaire de la part des sociaux-démocrates rend la conquête

du pouvoir par ceux-ci pratiquement irréalisable, et que dans ces conditions les masses commencent à penser que le S.P.D. ne peut pas offrir une solution opposée à celles actuellement appliquées à Bonn. Tout au plus pourrait-on envisager un renversement de coalition, le S.P.D. s'associant à l'un des deux grands partis bourgeois dans le gouvernement.

Il est trop tôt pour dire si les événements dissiperont ce malaise avant que ne se produisent les élections de 1953. Ce qui est clair, c'est que le S.P.D. ne pourra pas conserver pendant longtemps une telle attitude de pseudo-opposition. D'une part, les ouvriers le lui interdiront, au fur et à mesure que leur radicalisation se précisera. D'autre part, la

réaction le lui interdira, au fur et à mesure qu'elle précisera sa tendance vers « l'État fort ». La découverte d'une organisation terroriste dans le pays de Hesse, financée par les Américains et destinée, entre autre, à liquider des dirigeants sociaux-démocrates en cas de guerre ; l'élection d'Eisenhower et d'autres phénomènes du même genre, ont un effet des plus salutaires sur les dirigeants les cadres du S.P.D. La « peur sacrée » de la répétition des événements de 1932-33 ne sera en définitive pas la moindre des forces qui propulsera en avant la social-démocratie allemande et qui fera d'elle, à la première étape, le point de cristallisation de la radicalisation du prolétariat allemand.

Problèmes économiques de l'époque de transition

(Suite de la page 33)

Mais cette contradiction, aussi bien que toutes les contradictions de la pensée stalinienne que nous avons signalées, ne sont plus visibles seulement pour la poignée de léninistes authentiques qui subsistent en U.R.S.S. La jeune génération montante en U.R.S.S. qui « brûle de montrer ce dont elle est capable » (p. 8) les a constamment devant les yeux. Elle apprend à voir, à écouter, à comparer, à tirer ses conclusions. Son esprit critique travaille. Elle pose des questions indiscrètes. Elle met le doigt sur des points blessants. Elle dévoile, d'abord inconsciemment — mais est-ce toujours inconsciemment ? — les contradictions les plus flagrantes dans la pensée du Chef. Son éducation marxiste a été déformée, elle est maladroite, souvent dans l'erreur, soit. Mais un Jarochenko a calmement expliqué à Staline qu'il se trompe. Le cas n'a pas dû être isolé. Tout l'ouvrage de Staline prouve qu'une discussion véritable s'est déroulée autour des questions qu'il a traitées. Ce ne sera pas la dernière discussion théorique posée par la jeune génération soviétique. Ce sera une des dernières manifestations des tentatives désespérées de la bureaucratie pour maintenir le monolithisme de la pensée officielle. Plus les conditions changent, plus l'économie progresse, plus devient criant et manifeste le rôle parasitaire de la bureaucratie, et plus des courants de pensée indépendants se développent au sein de la jeunesse communiste soviétique. Ce n'est pas de gaieté de cœur que Staline doit mentionner ces phénomènes. Ils sonnent le glas de toute une époque.

L'article se termine par une analyse des raisons contradictoires, reflétant la nature contradictoire de la bureaucratie soviétique, qui expliquent la rédaction du dernier écrit de Staline.

Arthur MASON

La lutte au sein du Labour Party britannique

La victoire bevaniste au Congrès de Morecambe a secoué tout le Labour Party et déclenché un violent conflit entre la droite et la gauche. La campagne de la presse capitaliste contre le bevanisme est devenue plus furieuse après la défaite de la droite. Le *Manchester Guardian* hurle qu'un gouvernement travailliste avec une politique bevaniste serait un désastre. *L'Economist* alla jusqu'à se demander s'il ne faudrait pas changer tout le système parlementaire pour écarter la menace du bevanisme. La droite dirigée par Morrison, Gaitskill et les chefs syndicaux n'en avait pas tant besoin pour engager la bataille. Elle prétendit que les bevanistes avaient gagné par démagogie, pression de gens irresponsables, qu'ils étaient antiméricains, inspirés par les communistes, etc...

Les stratèges de droite commencèrent leur action là où ils sont les plus forts, au groupe parlementaire du L.P. Attlee y présenta une résolution — avec le sens d'un vote de confiance — ordonnant aux députés bevanistes de dissoudre leur groupe. Ceux-ci, tout en protestant contre cette action antidémocratique sans précédent, s'inclinèrent.

Aux élections du comité directeur de ce groupe, Bevan s'opposa à Morrison pour le poste d'adjoint à Attlee. Morrison obtint 194 voix et Bevan 82. C'était une victoire pour Bevan, étant donné que dans l'année il n'avait obtenu jamais plus de 57 voix dans son opposition au projet tory de réarmement.

Prise de panique et craignant de nouveaux progrès bevanistes dans l'élection du comité directeur, la droite changea le mode d'élection au milieu de celle-ci. Ainsi il y eut 11 élus de droite, Bevan fut élu le dernier, mais avec 137 voix, chiffre jamais atteint par lui depuis sa démission du gouvernement en 1951.

La force réelle des tendances non seulement ne fut pas prise en considération dans l'organisation de la fraction parlementaire, mais fut inversée. Telle est la démocratie des conservateurs qui se trouvent dans la social-démocratie britannique !

Ces mesures montrent que la droite est bien plus intéressée à consolider son organisation en vue d'une lutte avec la gauche qu'à tenir compte du courant à gauche et des nouveaux rapports de force dans le parti. « Il y a des gens dans le Labour Party, écrit Bevan en octobre, qui semblent décidés à empêcher

l'unité de se réaliser... Dans ces circonstances, le maintien de l'unité du Labour est une tâche qui revient en premier lieu à la gauche. » La gauche n'a aucune raison de pousser à une scission, étant donné qu'elle a derrière elle la majorité des membres, que son influence a grandi depuis Morecambe et que les événements travaillent pour elle.

Dans ce conflit, le groupe tampon au Parlement, dirigé par Strachey, Strauss, a été éliminé. La droite les a écrasés au comité parlementaire et même a éliminé de sa liste un homme de valeur comme Anthony Greenwood parce qu'il s'était opposé à l'interdit sur les bevanistes. Cette élimination des partisans du « juste milieu » est un indice sûr de l'intensité de la bataille.

La droite s'est engagée à continuer la dépendance militaire et économique envers Washington, la politique anglo-américaine « d'endiguement » du communisme et d'hostilité envers les mouvements de libération des colonies. Les dirigeants bevanistes n'ont pas rompu décidément avec ces positions, mais les principales résolutions adoptées à Morecambe, leurs discours et leurs articles depuis lors indiquent qu'ils suivent une voie différente dans les questions internationales. Dans un meeting à Londres, Bevan souligna que l'équipe républicaine de Washington et l'équipe conservatrice de Londres rapprochaient le danger de guerre. Il exigea que Washington reconnaisse la Chine nouvelle et finisse sans délai la guerre de Corée. « Nous n'irons pas plus loin avec les Etats-Unis sur cette voie ; ils doivent nous écouter maintenant. Ce pays ne soutiendra aucune extension du conflit en Extrême-Orient. »

« La guerre de Corée pourrait être terminée en quelques semaines si les Américains étaient amenés à comprendre que la Révolution chinoise est un fait », dit-il. Il dénonça l'épouvantail du Kremlin. « Les révolutions qui emportent le monde sont des révolutions en elles-mêmes, et il est absurde de croire qu'elles ont été complotées à Moscou. »

Il fit appel pour un nouvel effort d'unification de l'Allemagne par des négociations entre l'Ouest et l'Est, et déclara que la classe ouvrière britannique ne tolérerait aucun acte d'agression de la part des impérialistes qui partirait d'Allemagne.

Une telle critique ouverte de la politique étrangère américaine n'a pas été

entendue de la part d'aucune personnalité social-démocrate d'un tel calibre en Europe.

Bevan soutint avec autant de force la nécessité de solutions socialistes pour les problèmes intérieurs. Le capitalisme britannique, dit-il, allait vers un nouveau déclin comme dans les années 1930 et de simples réformes visant à redistribuer le revenu national seraient inadéquates pour y remédier. Les difficultés économiques ne pourront être surmontées que par « la plus grande injection possible de socialisme ». Le nouveau programme électoral qui doit être rédigé par le Comité Exécutif National devrait contenir des propositions de nouvelles nationalisations étendues comme base d'une économie planifiée. Il n'était pas utile de revenir au gouvernement à moins que le Labour ait une politique différente de celle de Churchill et persuade le peuple de l'accepter. Une grande lutte était en vue et il y aura beaucoup de choses désagréables à dire et à faire.

Peu après, dans un discours, Harold Wilson exposa la signification d'un tel programme de nationalisations en suggérant celles des engrais, de la grande industrie chimique, de la mécanique, de l'aviation, de l'outillage textile, des machines-outils et de la terre. Ce programme, ajouta-t-il, ne visait pas seulement la propriété capitaliste mais aussi les monopoles fauteurs de guerre. « La grande industrie mécanique et les constructions navales sont, avec l'acier et l'industrie chimique, parmi les industries d'armement de base ; le mouvement ouvrier a toujours été hostile à ce que les industries fondamentales d'armement existent pour des profits privés », dit-il.

La droite, dans sa majorité, est hostile à de nouvelles nationalisations et les dirigeants syndicaux y résistèrent ouvertement. Mais ils sont dans une situation difficile parce que les deux Congrès (des syndicats et du Parti) se sont prononcés pour une extension des nationalisations. Les bevanistes ont pour politique d'exiger l'application du mandat de Morecambe.

Le 6 décembre, dans *New Statesman and Nation*, l'historien travailliste G. D. H. Cole décrit en ces termes l'opposition entre Bevan et ses adversaires :

« Mr. Bevan en fait dit que plus les difficultés économiques sont grandes, plus le mouvement ouvrier doit être dur envers les capitalistes et les classes riches en général. Mr. Attlee et Mr. Morrison d'autre part sont tous deux par tempérament non enclins à être durs envers ceux qu'ils ont aidés à gagner la guerre et ils doutent beaucoup que les électeurs voteront pour une politique dure, qui heurterait nombre d'électeurs hésitants. Ils sont également nerveux à l'idée de déranger les capitalistes maintenant qu'il y a de plus grandes difficultés à vendre les produits sur le marché mondial, et ils hésitent à imposer des contrôles qui seraient impopulaires dans de nombreuses industries qui ne sont pas mûres pour la socialisation et pour

les petits entrepreneurs plus encore que pour les grandes entreprises. »

Ces façons différentes d'aborder les problèmes économiques expriment les revendications et les intérêts de forces de classes opposées. La droite craint beaucoup plus de heurter les classes moyennes et de défier les grands capitalistes que de duper et de décevoir sa base.

Les conditions économiques sont en train de se détériorer et la politique des conservateurs crée de plus en plus de mécontentement. La production anglaise a baissé de 10 % par rapport à l'an passé. Les prix des aliments montent au fur et à mesure que sont réduits les subsides gouvernementaux. Il y a près d'un demi-million de chômeurs et plus de chômeurs partiels. 25 % des dockers sont inemployés, ce qui indique la baisse du trafic des marchandises.

Cette situation a empêché les ouvriers de se lancer dans des grèves et a amené un certain nombre de syndicats, comme celui des métallos, à accepter de faibles augmentations au cours des négociations de salaires. L'emprise de la bureaucratie sur l'appareil syndical est la principale source de force de la droite. Cette emprise ne pourra être affaiblie ou brisée qu'avec de grandes luttes qui changeront le rapport des forces dans les grands syndicats.

Les tories font voter leur loi de dénationalisation des transports. Les ouvriers de cette industrie se préparent à l'action directe si le projet passe. Il reste à savoir si les dirigeants de droite réussiront à empêcher de telles formes de résistance.

Pour sortir de la situation actuelle, il faudrait chasser les tories et ramener le L.P. au pouvoir sur un programme ayant pour base, selon l'expression de Bevan, « la plus grande injection possible de politique socialiste ». Mais les chefs de droite préfèrent rester dans l'opposition pour une période indéterminée sans avoir la responsabilité directe, en attendant que se produise quelque miracle. Si Churchill imite Stanley Baldwin qui présida au déclin du capitalisme britannique dans les années d'avant-guerre, la droite travailliste copie Ramsay MacDonald.

Au début de décembre Attlee et Bevan s'unirent pour attaquer le gouvernement Churchill dans la première motion de censure au cours de la session. Mais ce semblant d'unité ne peut effacer les profondes divergences qui tirent les deux tendances dans des directions opposées. La trêve entre elles n'est que temporaire.

Le L.P. maintiendra-t-il son unité dans l'année qui vient ? Il n'y a aucune garantie à cela. La classe dirigeante et ses amis américains voudraient voir supprimer le bevanisme, et la droite n'est pas hostile à frapper la gauche même au prix de la scission du parti. Les relations sont tendues, et il n'y a aucun espoir de conciliation de part et d'autre.

Au contraire chacun à sa façon prépare ses forces pour un autre round. La droite a une meilleure organisation, des ressources considérables et peut compter sur le soutien de l'opinion publique bourgeoise. La gauche doit compter sur la mobilisation de la base sur son programme plus progressif. Le déplacement vers la gauche s'est renforcé dans le parti depuis Morecambe et une partie notable a des positions plus extrêmes que nombre des dirigeants bevanistes.

La gauche étant soucieuse d'éviter une scission, ce sont seulement des agressions de la droite qui pourraient provoquer celle-ci. Ceci pourrait se produire si Attlee et Morrison prolongeaient leur action dans le groupe parlementaire par des tentatives d'interdiction de *Tribune* ou d'autres publications du parti telles que *Socialist Outlook*. Les bevanistes ont déjà annoncé qu'ils combattraient de telles interdictions et ils auraient un puissant soutien à la base dans une telle lutte. Il est possible qu'un événement extérieur imprévu amène le conflit qui mijote actuellement à l'ébullition.

Le bevanisme exprime les premières formes de résistance de masse de la classe ouvrière britannique à l'alliance atlantique et aux conséquences du programme d'armement. Ce mouvement est caractérisé par une sympathie croissante pour les révolutions coloniales, la Chine et l'Union soviétique, jointe à une hos-

tilité à l'impérialisme américain et à toute politique de coalition avec les conservateurs.

En même temps, ce mouvement de radicalisation avec ses sentiments anti-guerre et anti-impérialisme n'est pas taché de stalinisme et non influencé par le P.C. britannique. Comme Bevan lui-même l'observa : « Si le Labour britannique fait son travail comme il faut le faire, il n'y aura pas besoin du Parti communiste. » Ce mouvement cherche lentement sa voie pour une politique de classe indépendante en politique extérieure. Ces tendances progressives sont encore dans un stade de formation et elles contiennent de forts vestiges des vieilles idées et des vieilles coutumes. Le bevanisme est un regroupement large et hétérogène avec toutes les confusions et les contradictions inhérentes à une tendance centriste rompant avec son passé et cherchant une nouvelle voie dans des circonstances complexes.

Le mouvement bevaniste est sensible aux véritables idées marxistes et il est mû de l'avant par la force des circonstances. Aidés par les événements, les marxistes dans le L.P. ont maintenant pour tâche d'aider la gauche à voir clair dans les prochaines phases de sa lutte contre la droite et à préparer ainsi la voie pour le triomphe définitif de ses idées et de son programme.

Décembre 1952.

Livio MAITAN

Benedetto CROCE, philosophe de la bourgeoisie et éducateur de marxistes

La philosophie de Benedetto Croce a vu le jour au début de notre siècle et a pleinement rempli sa fonction pendant sa première décennie. Elle est née à une époque où la bourgeoisie italienne, ayant achevé l'unification du pays, avait atteint le stade de la maturité. Elle a été la philosophie de cette classe bourgeoise, l'expression de ce monde italien postérieur au *Risorgimento* (1). Grâce au génie de Croce s'est répété pour la bourgeoisie italienne ce précédent qui s'était déjà produit pour la bourgeoisie allemande au siècle : elle développa une supériorité dans l'élaboration idéologique en opposition à son infériorité politique et économique. En vérité, exception faite de la philosophie de Hegel, aucune bourgeoisie n'a pu jouer aux XIX^e et XX^e siècles d'une expression philosophique plus systématique et plus lucide que celle obtenue par la bourgeoisie italienne grâce à Benedetto Croce.

Pour reprendre une image déjà utilisée pour la philosophie de Hegel, la philosophie de Croce est caractérisée par sa solennité conservatrice. Elle exprime adéquatement la conception du monde d'une bourgeoisie qui a conquis le pouvoir sans une lutte véritablement révolutionnaire, à travers une série de compromis, au moment où, à l'échelle mondiale, la bourgeoisie avait déjà perdu tout élan révolutionnaire. Quiconque aborde cette philosophie en reçoit la sensation d'une critique qui conserve, non d'une critique qui détruit. Elle est faite non du génie qui pénètre et désosse le fond des choses, mais d'une intelligence compréhensive qui embrasse et réordonne les choses sans rien nier, se contentant de réprimer des usurpations et des exagérations dans la distribution des parties.

Interprète naturel de la laïcité d'une classe qui avait à combattre le Vatican et les cléricaux pour remplir sa tâche historique, Croce était en particulier

l'idéologue de l'Italie de l'époque de Giolitti (2). Comme l'a écrit Gramsci (3) dans son essai magistral, Croce a rempli une fonction conservatrice irremplaçable en liant les intellectuels de l'Italie méridionale au Bloc agraire et en accomplissant ainsi, sur un plan différent, la même fonction que celle remplie par le transformisme réformiste. Après d'inévitables faiblesses de jeunesse, Croce a affiché une attitude de « compréhension » envers le mouvement ouvrier sous la forme réformiste, parce qu'il pouvait lui assigner une fonction dans le cadre de sa conception générale, malgré son hostilité au socialisme. Mais il s'est raidi, âpre et aveugle, contre le mouvement ouvrier à partir de 1917, quand celui-ci ne lui apparut plus comme un élément de fermentation mais comme un élément de destruction du système.

Capable mieux que quiconque d'interpréter les intérêts généraux de sa classe et de les interpréter à partir d'une certaine perspective, Croce fut le type même du « clerc » qui ne trahit point. Le véritable intellectuel a la fonction, non de se placer au-dessus de la mêlée ou de s'ériger en bénisseur pharisien, mais de conserver intacte la vision des intérêts universels — du point de vue d'une société déterminée — et de ne jamais céder aux sollicitations opportunistes ou contingentes qui peuvent entrer en conflit avec les exigences permanentes ou mettre celles-ci en veilleuse. Dans ce sens, Croce mérite pleinement l'épithète d'un véritable intellectuel, dans le bon sens du mot.

Quoiqu'en disent cependant les panégyriques officielles, la victoire du fascisme marqua la crise définitive de l'idéologie de Croce déjà secouée par les coups dé-

(2) Principal politicien bourgeois italien entre 1900 et 1920. Libéral associant la petite-bourgeoisie anticléricale de l'Italie méridionale à la bourgeoisie septentrionale.

(3) Gramsci, avec Bordiga la personnalité la plus marquante de la gauche socialiste italienne, puis des fondateurs du P.C. italien. Venu au marxisme par la critique de la philosophie de Croce. Mort après des années d'emprisonnement dans les geôles fascistes.

ERRATA

Dans « Quatrième Internationale », 10^e année, numéro d'octobre 1952, une ligne ayant sauté dans l'article d'E. Germain : « La Victoire de Léon Trotsky », à la page 17, 3^e alinéa, 6^e ligne, au lieu de : « On a pu tuer Trotsky. On a pu brûler ou tuer la révolution », il faut lire : « On a pu tuer Trotsky. On a pu brûler ses livres. On a pu exterminer ses partisans. On n'a pas pu tuer ou brûler la révolution. Et dès qu'elle s'affirme, etc. »

À la page 21, les trois dernières lignes du 1^{er} paragraphe : « Les tout derniers... de l'U.R.S.S. » se trouvaient placées en note de bas de page.

LIVRES REÇUS

A. THALHEIMER. — *Die Grundlagen der Einschätzung der Sowjetunion.*

ABU HASHIM. — *Egypt, a people rising.*

molisseurs de la première guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre.

L'attitude pratique de Croce envers le fascisme n'a pas été incohérente malgré ses oscillations. Aussi longtemps que le fascisme lui apparut seulement comme une force antibolchévique, la plus efficace contre l'élan révolutionnaire des travailleurs, il lui accorda son appui. Par la suite, son opposition au fascisme fut déterminée par la critique fasciste de l'Etat libéral. Pendant de longues années cependant, il ne s'est point agi d'une opposition militante, mais de la simple évocation d'un monde supprimé par les fascismes. Ce n'est que quand le fascisme approcha de la catastrophe et que les couches les plus responsables de la bourgeoisie décidèrent de changer de cheval que Croce prit une place plus importante dans la résistance antifasciste.

S'il put ainsi assister, avec les honneurs d'un vainqueur, à la chute du fascisme, le phénomène fasciste marqua la désagrégation inévitable de cet équilibre politique et social sur lequel il avait construit sa conception philosophique. Le fascisme représente l'époque de l'attitude la plus rétrograde de la bourgeoisie, arrivée dorénavant au crépuscule de son système, condamnée à nier les valeurs mêmes dont elle avait été jadis le prophète passionné. Croce, expression d'une société arrivée à maturité, ne pouvait pas devenir l'expression idéologique de formes nouvelles détériorées. Il ne le pouvait pas, tant par l'universalité dans laquelle il comprit et exprima les intérêts de sa classe, par son style d'intellectuel véritable, que par son aversion du caractère plébéen du fascisme, dont il haïssait d'une haine de grand bourgeois la démagogie petite-bourgeoise.

Par cette ironie de l'histoire que Hegel appelle « astuce de la raison » (List der Vernunft), c'est justement à l'époque crépusculaire de sa philosophie que Croce exerça involontairement une fonction dont il ne comprit sans doute pas la portée. Ce fut dans la crise ouverte par la première guerre mondiale que s'éduqua à la pensée philosophique, dans les livres de Croce, le génie majeur que le mouvement ouvrier italien avait produit, celui qui devait rendre à Croce l'hommage suprême au moment même où il le soumit à la critique la plus implacable. Vingt ans après, alors que Gramsci termina sa vie, c'était à nouveau la philosophie de Croce qui ouvrit dans la muraille conformiste du fascisme une brèche de lumière, exerçant une séduction irrésistible sur une nouvelle génération d'intellectuels qui, partant de l'idéologie de Croce, allaient suivre le même itinéraire philosophique et politique que Gramsci avait suivi avant eux. De même que les

fondateurs du matérialisme dialectique s'étaient formés à la philosophie de Hegel, la pensée marxiste en Italie — à une exception près — passa par le creuset de l'idéologie de Croce. Et cela fut d'autant plus plausible que, comme le remarqua Gramsci, Croce était un idéologue qui avait appris quelque chose du marxisme.

Croce qui ne joua aucun rôle politique dans sa maturité, devint un politicien proprement dit à une époque où sa philosophie était déjà épuisée. Il s'agissait seulement de s'associer aux revenants de l'époque préfasciste, que la bourgeoisie avait au moment de sa propre désagrégation avancée. En vérité, le rôle de Croce était plus que jamais fini. Dans une société dans laquelle il est impossible de retrouver un équilibre, dans laquelle le giolittisme libéral n'a plus de base pour se développer, dans laquelle la laïcité même est étouffée par le retour réactionnaire des cléricaux, dans laquelle toutes les forces les plus révolues sont appelées au secours d'un dernier effort de conservation bourgeoise, Croce ne pouvait plus remplir aucune fonction. Il était impossible de ressouder le Bloc agraire. La fonction idéologique sereine s'était épuisée. Il ne pouvait même plus donner une contribution valable à sa classe dans une polémique occasionnelle contre le communisme, étant donné le caractère péniblement myope de ses dernières formulations.

Aux funérailles de Croce se sont rencontrés des prêtres, des libéraux et des marxistes : symbole de la multiplicité des points de vue à partir desquels Croce peut être jugé ! Sans abandonner leur sectarisme livide, les prêtres ont voulu reconnaître par ce geste la fonction nettement conservatrice de ce « spiritualement » qu'ils espèrent avoir liquidé pour en reprendre la succession culturelle. Les libéraux sont ceux qui l'ont pleuré le plus sincèrement et le plus tristement. Fils du même monde et nourris de la même idéologie, ils ont pleuré la disparition de l'ultime vestige de gloire de leur classe, parce que le vide laissé par cette disparition contribue à accroître la sensation d'affaiblissement d'une société qui tombe en ruines de toutes parts.

Quant aux marxistes, ils ont voulu rendre hommage à leur éducateur involontaire. Ils ont voulu reconnaître une valeur historique objective qui s'impose également à ceux qui représentent les intérêts historiques antagonistes. Et ce seront des disciples anticrociens de Croce qui construiront la nouvelle maison, qui produiront la nouvelle culture, plus universelle que l'idéologie de Croce parce qu'elle est l'expression d'intérêts plus universels.

DOCUMENTS

Communiqué du Secrétariat International de la IV^e Internationale

Empêchez le nouveau crime de Staline !

Onze des accusés du procès de Prague viennent d'être condamnés à mort. Parmi eux, figurent des dirigeants communistes de longue date, dont certains comme Slansky, Clementis et Geminder avaient occupé dans le passé les plus hautes fonctions dans la hiérarchie du P.C. tchécoslovaque et de l'appareil international du Kremlin. Leur « crime » fut probable, ment d'avoir perdu, pour une raison ou pour une autre, la confiance absolue du Kremlin en tant qu'instruments fidèles de sa politique ou d'avoir été mis à l'écart par un clan adverse de la direction bureaucratique du P.C. tchécoslovaque, auquel se rallia en définitive le Kremlin lui-même. C'est de cette manière que se préparaient demain, dans des circonstances analogues, les procès des Slansky et Geminder français, des Marty, des Tillon et des Thorez même.

Le caractère à la fois grotesque et odieux de l'accusation n'a échappé à aucun observateur tant soit peu critique de ce nouveau « procès » monstrueux. Accusés à la fois d'être des agents de l'impérialisme, des titistes, des sionistes, des trotskystes, des nationalistes bourgeois, les condamnés de Prague ont naturellement « avoué » sur toute la ligne. Arrêtés et emprisonnés depuis de longs mois, brisés moralement et physiquement, jugés dans un milieu totalement hostile où leurs propres femmes et enfants se sont érigés, sous la contrainte la plus infâme, en leurs propres bourreaux, ces anciens fonctionnaires bureaucratisés de l'appareil international de Staline (dont aucun ne fut réellement trotskyste) n'ont pas su trouver la force de résister. D'autres véritables révolutionnaires, infiniment supérieurs à eux, n'ont pu non plus dans le passé montrer une telle force dans les procès de Moscou de 1936-38.

Que l'appareil policier de Staline ait préparé ce procès à la manière classique des autres procès du même genre, en glissant de véritables agents provocateurs et des éléments douteux parmi d'authentiques dirigeants communistes, hier encore fidèles serviteurs du Kremlin, ne fait aucun doute.

La méthode des amalgames est une méthode signée du Guépéou et de Staline. Elle ne peut plus tromper personne, sauf ceux qui ayant perdu tout esprit critique et tout courage sont déjà prêts à subir le régime policier et bureaucratique de Staline qu'ils aimeraient embellir (pour tranquilliser leur conscience) sous les couleurs de la lutte pour la révolution et le socialisme. C'est là en tout cas la pire manière de servir l'un et l'autre. Car sans réflexion critique et sans courage pour protester contre les abus, les monstruosité et les crimes des dirigeants bureaucratiques que l'histoire a portés provisoirement à la tête de l'U.R.S.S. et du mouvement ouvrier, on ne prépare aucun avenir meilleur de l'humanité, on ne sert ni le mouvement ouvrier ni le socialisme, on se prive même de toute base morale pour protester contre les crimes de l'impérialisme et du capitalisme.

Ni la révolution prolétarienne ni l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier ne s'identifient au régime bureaucratique et policier de Staline et des Gottwald. C'est en se dressant contre ceux-ci avec puissance, c'est en ne capitulant pas devant leur contrainte sauvage et leurs procédés monstrueux qui offensent la dignité de tout révolutionnaire et de tout homme tout simplement, qu'on sert effectivement le mouvement ouvrier et l'avenir socialiste inexorable de l'humanité.

Ouvriers communistes, intellectuels progressistes,

Protestez contre le nouveau crime de Staline. Empêchez les nouveaux crimes qu'il prépare contre Gomulka en Pologne, Anna Pauker en Roumanie et ailleurs. Exigez la révision du procès devant un tribunal ouvrier international donnant pleine garantie.

Il faut vaincre la peur, la couardise et l'abrutissement à l'égard des crimes et de la propagande du Kremlin, pour que le prolétariat et le socialisme triomphent plus rapidement.

Le 27 novembre 1952.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale.

LA 3^e REVOLUTION CHINOISE

(Résolution adoptée par le 11^e Plenum
du Comité Exécutif International - Juin 1952)

I. — LA SIGNIFICATION DE LA VICTOIRE DE MAO TSE-TUNG

1. — Après quarante années de convulsions, le pouvoir politique des propriétaires fonciers et des *compradores*, instrument de l'impérialisme, a été détruit en Chine par la victoire militaire de l'Armée populaire de Libération. La constitution de la République populaire de Chine signifie la fin de l'époque historique pendant laquelle l'impérialisme, allié aux classes dominantes chinoises, bloqua la réalisation des tâches historiques de cette révolution : libération du pays de l'emprise impérialiste ; unification nationale ; solution de la question agraire ; liquidation de toutes les survivances féodales et pré-féodales dans le domaine de l'Etat, de l'économie, des mœurs, de la culture, etc. La dynamique de cette révolution est celle de sa transgression en révolution socialiste. L'accomplissement des tâches démocratiques-bourgeoises elles-mêmes impose cette transgression sous le régime de la dictature du prolétariat.

2. — La destruction du pouvoir de Tchang-Kai-Chek et du Kuomintang a été la précondition nécessaire pour que soit entamée la solution des tâches historiques de la 3^e révolution chinoise. Ainsi se trouve infirmée, autant qu'au cours de la 2^e révolution chinoise, la thèse fondamentale de la théorie mencheviste (Martynov-Boukharine-Staline) de la révolution « par étapes ». Ce n'est pas en alliance avec le Kuomintang et avec la bourgeoisie chinoise, mais en conclusion d'une lutte sanglante contre ceux-ci, que les tâches de la révolution bourgeoise ont commencé à être résolues. Ce n'est pas par l'alliance avec Tchang-Kai-Chek, mais par la rupture de cette alliance, que la 3^e révolution chinoise a commencé. La théorie trotskyste de la révolution permanente, défendue avec acharnement depuis 25 ans par les trotskystes chinois et le mouvement trotskyste international, s'est ainsi trouvée confirmée dans une de ses thèses fondamentales.

3. — La constitution de la République populaire de Chine n'est que le début de la 3^e révolution chinoise. Elle représente le début d'un processus de révolution permanente qui se déroule sous nos yeux. Aucune des tâches de la révolution chinoise n'est encore définitivement résolue. Si la libération du pays de l'emprise impérialiste est en gros terminée, tout le capital étranger n'a pas encore été exproprié. La menace impérialiste continue à peser sur la Chine populaire par la présence des armées impérialistes, ou à la solde de l'impérialisme, en Corée, à Formose, au Vietnam et en Birmanie, par la présence de la 7^e flotte américaine dans les eaux de Formose, et par la présence de troupes et de bases américaines au Japon. L'unification du marché national de produits alimentaires et de produits de consommation industrielle a notamment réalisé de grands progrès. Hong-Kong, Macao, Formose et des enclaves russes dans les territoires chinois (notamment en Mongolie intérieure et au Sin-Kiang) échappent en pratique à la juridiction du gouvernement central. Leur rattachement permettra la réalisation totale de l'unité nationale.

La réforme agraire a abouti à la destruction de l'ancienne classe possédante des propriétaires fonciers ; cette réforme n'a néanmoins cependant pas été complètement achevée. Dans les régions nouvellement libérées, la propriété des paysans riches subsiste ; dans les régions anciennement libérées, elle renaît puissamment sur la base du processus d'accumulation primitive. La propriété privée du sol, l'achat et la vente libre de la terre, aboutissent à une nouvelle concentration de la propriété entre les mains des koulaks et assujettissent les paysans pauvres comme par le passé à l'usure et à l'exploitation commerciale par la bourgeoisie. Les survivances féodales et pré-féodales ont été liquidées effectivement dans le domaine économique et juridique ; dans la réalité sociale, notamment dans le domaine des mœurs et de la culture, leur liquidation représente un long processus dont seuls les premiers pas ont été posés. Dans le domaine de l'Etat, la symbiose entre la propriété bourgeoise et les tendances bureaucratiques de l'appareil du P.C. représente un obstacle puissant à un véritable bouleversement démocratique.

4. — Ainsi se confirme également une autre thèse essentielle de la théorie de la révolution permanente : les tâches de la révolution bourgeoise dans un pays arriéré comme la Chine ne peuvent être résolues sans la transgression de cette révolution en révolution socialiste. Pour que les tâches historiques de la révolution chinoise soient fondamentalement résolues, il faut la destruction de la grande propriété bourgeoise, le débordement de la révolution au delà des frontières

actuelles de la Chine continentale, la mobilisation des masses ouvrières dans les villes. La consolidation du pouvoir révolutionnaire actuel exige que l'appareil d'Etat soit solidement assis sur les comités véritablement démocratiques des ouvriers et des paysans pauvres. L'autre terme de l'alternative historique, c'est la consolidation des rapports de propriété capitalistes dans les villes et les campagnes, l'infiltration de l'ennemi de classe dans l'appareil d'Etat et dans le P.C., sa fusion avec l'impérialisme et son agence à Formose, en Corée et en Birmanie, et la réouverture, au moment opportun, de la guerre civile pour la reconquête du pouvoir d'Etat par les anciennes classes dominantes.

5. — La victoire de Mao-Tsé-Tung représente l'événement révolutionnaire le plus important depuis la révolution socialiste d'Octobre 1917. Elle a bouleversé les rapports de forces entre les classes en Asie et puissamment stimulé le mouvement anti-impérialiste au Vietnam, en Birmanie, en Malaisie, aux Philippines, en Indonésie et même aux Indes, au Japon et à Ceylan. Elle a porté un coup terrible à la domination mondiale de l'impérialisme et ainsi favorisé indirectement les mouvements anti-impérialistes au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine. Elle a modifié les rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale, obligé l'impérialisme à réviser ses plans militaires, politiques et économiques, et déterminé une évolution des rapports de forces internationaux fondamentalement défavorable à l'impérialisme. Elle a en même temps commencé à réduire le degré de contrôle du Kremlin sur le mouvement communiste et le mouvement des masses en Asie, sur laquelle la bureaucratie soviétique a été obligée d'admettre momentanément une co-direction Pékin-Moscou comme partenaires à droits égaux dans l'alliance sino-soviétique.

II. — LES CAUSES DE LA VICTOIRE DE MAO TSE-TUNG

6. — Les anciennes classes dominantes gouvernaient la Chine comme des agences des impérialistes, essentiellement des impérialismes japonais, anglais, américain et français. La défaite totale de l'impérialisme japonais dans la deuxième guerre mondiale, et l'affaiblissement extrême des impérialismes anglais et français, portèrent un coup mortel à la domination des propriétaires fonciers et des *compradores* sur la Chine. L'impérialisme américain devint le seul garant de ce pouvoir. Mais il devenait en même temps le seul garant de l'ordre bourgeois dans le monde entier. Incapable d'engager son potentiel militaire et économique sur tous les continents à la fois, l'impérialisme américain fut obligé en 1947-1948 de concentrer ses efforts sur la consolidation du capitalisme en Europe occidentale. Son retrait de la Chine porta le coup de grâce à Tchang-Kai-Chek.

7. — Le retrait de l'impérialisme yankee de la Chine s'explique cependant à son tour par l'effondrement propre du régime du Kuomintang isolé de toutes les classes de la nation, impuissant à arrêter l'inflation galopante, entraîné aveuglément vers le désastre économique, capable d'organiser seulement une corruption monstrueuse qui rendait d'avance inadéquates toute aide américaine, et dont la défaite militaire fut précipitée par la désagrégation de ses armées paysannes sous l'influence de la réforme agraire de Mao. La décomposition du pouvoir du Kuomintang, résultat de la décomposition d'une société chinoise qui se survivait depuis plus d'un quart de siècle et qui s'est avérée impuissante à résoudre un seul des problèmes vitaux du peuple chinois, a produit les conditions objectives pour la victoire de Mao-Tsé-Tung.

Mais pour que cette victoire fût effectivement remportée, des conditions objectives ne suffisaient pas. Il fallait encore une modification dans l'attitude de la direction du P.C. chinois sur la question de la conquête du pouvoir dans toute la Chine. Le P.C. chinois, engagé après août 1945 comme en 1925-27 et en 1937 dans une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie et son principal instrument, le Kuomintang, fut amené à modifier cette orientation sous la pression conjointe des deux principales forces sociales antagonistes : de la bourgeoisie, qui refusa un compromis et se lança dans une campagne militaire de conquête des territoires occupés par le P.C., et de la paysannerie pauvre qui commença spontanément à partager les terres dans les territoires de la Chine septentrionale.

La modification de l'orientation du P.C. chinois passant d'une politique de collaboration avec Tchang-Kai-Chek à une politique de liquidation du pouvoir du Kuomintang, s'est opérée progressivement à travers les étapes suivantes :

a) Les directives de mai 1946 autorisant une réforme agraire limitée dans les régions de la Chine occupées par le P.C.

b) La loi sur la réforme agraire d'octobre 1947 proclamée pour l'ensemble de la Chine.

c) La proclamation de décembre 1947 appelant au renversement du gouvernement du Kuomintang.

Cette modification de l'orientation du P.C. chinois a été favorisée par le fait que sa direction remplit d'un contenu nouveau la vieille théorie de la « révolution par étapes », insistant davantage que par le passé sur le rôle dirigeant du prole-

ariat dès la première étape de la révolution, et sur l'intégration de cette révolution, malgré son caractère bourgeois-démocratique, dans la révolution prolétarienne mondiale.

9. — La politique de la bureaucratie soviétique, loin de favoriser cette transformation de l'orientation pratique du P.C. chinois, a tout fait pour le maintenir sur ses anciennes positions :

- a) par la conclusion de l'accord de 1945 avec Tchang-Kai-Chek ;
- b) par l'occupation et le démantèlement industriel de la Mandchourie, qui y paralysèrent la lutte ouvrière pendant l'étape décisive de la guerre civile ;
- c) par l'aide technique accordée à Tchang-Kai-Chek (départ des troupes russes de centre vif de Mandchourie retardé jusqu'à l'arrivée des troupes du Kuomintang) ;
- d) par la pression exercée sur le P.C. chinois pour que celui-ci maintienne la tactique de guérillas et n'attaque pas les grandes villes ;
- e) par les efforts développés par la diplomatie soviétique pour arriver à la constitution d'un gouvernement de coalition Tchang-Mao.

S'il est vrai que l'existence de l'U.R.S.S. et du glacis à objectivement facilité la victoire de Mao, et que l'abandon aux troupes communistes d'une partie du matériel de l'armée japonaise capturé par l'armée russe a créé des conditions militaires plus favorables à cette victoire, les facteurs cités ci-dessus ont pesé beaucoup plus lourdement dans la balance. Ils signifient que la victoire de Mao-Tse-Tung n'a été acquise en définitive que parce que l'orientation du P.C. chinois l'a conduit à agir en fait en dehors de la direction donnée par le Kremlin.

III. — CARACTERE DU POUVOIR DE MAO TSE-TUNG

10. — Ni par son programme, ni par ses traditions, ni par la dynamique de sa politique, le P.C. chinois ne peut être assimilé à un parti paysan. En se plaçant doctrinalement sur le plan du marxisme-léninisme, en affirmant que son but historique représente la constitution de la société communiste sans classes, en éduquant ses cadres dans cet esprit ainsi que dans l'esprit d'attachement à l'U.R.S.S., le P.C. chinois présente *grosso modo* les mêmes caractéristiques que les autres partis stalinien de masse des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ses conceptions stratégiques opportunistes et menchevistes sur le « bloc des quatre classes », la « construction d'un capitalisme démocratique », « l'égalité de droits du Capital et du Travail », etc., se sont certes trouvées renforcées pendant toute une période par sa composition sociale prédominamment paysanne. Elles ont contrecarré la jonction de la montée révolutionnaire dans les villes avec la révolution agraire en 1945-46, déterminant ainsi la forme particulière qu'a prise la première phase de la révolution. La pénétration d'éléments koulaks dans le P.C. a même pu transposer temporairement la lutte de classe dans ses rangs. Mais il s'est avéré en définitive que, soumis à la pression des forces sociales antagonistes, le P.C. chinois s'est engagé, de façon empirique, hésitante, contradictoire, opportuniste, sur la voie de la révolution et non pas sur celle de la contre-révolution. Voilà la preuve la plus sûre qui confirme la nature de classe du P.C. chinois comme celle d'un parti ouvrier opportuniste. L'arrêt du recrutement paysan et la campagne de recrutement ouvrier depuis 1950 ont souligné davantage encore le caractère de classe du P.C. chinois comme l'a fait l'ensemble de la politique internationale de ce parti. A l'époque impérialiste, ce n'est pas une guerre paysanne, c'est-à-dire le soulèvement de la paysannerie sous une direction paysanne, qui peut renverser le pouvoir de la féodo-bourgeoisie dans un pays arriéré. Seule l'insurrection paysanne centralisée, capitalisée et dirigée par un parti ouvrier, peut commencer à résoudre les problèmes de la révolution.

11. — La destruction de l'ancien régime à la campagne s'est faite en partie par l'action directe des masses de paysans travailleurs, en partie par l'action du nouveau pouvoir s'appuyant sur une mobilisation partielle ou générale des masses. Cette transformation variant de région en région, liée aux énormes différences de conditions sociales dans les diverses régions du pays, a produit une carte des plus bariolée des rapports sociaux en Chine. Mais les traits dominants de ces rapports à l'échelle nationale sont les suivants :

- a) Le pouvoir des anciennes classes possédantes à la campagne (propriétaires fonciers et semi-féodaux dans le Nord — « gentry » dans le Centre et le Sud) est complètement détruit.
- b) Des rapports bourgeois de propriété subsistent généralement : vente et achat libres de la terre, accumulation primitive illimitée, transfert de la majeure partie du capital accumulé à la campagne vers des fins commerciales et spéculatives.
- c) La propriété des paysans riches subsiste dans certaines régions et a été détruite dans d'autres.
- d) Dans la Chine septentrionale et centrale les nouvelles conditions sociales se sont stabilisées et aboutissent à une nouvelle différenciation sociale, la formation d'une classe de koulaks drainant les profits de la réforme agraire à son bénéfice de plus en plus exclusif.
- e) Dans la Chine méridionale les conditions sociales sont encore en plein

bouleversement ; la conclusion de la réforme agraire s'y combine avec les tâches de la lutte anti-impérialiste, la propriété foncière y étant surtout concentrée entre les mains de la bourgeoisie.

f) Dans la Chine du Sud-Ouest la réforme agraire est encore en cours.

12. Dans les villes il n'y a pas eu une modification fondamentale des rapports de propriété. Le nouveau pouvoir s'est emparé du secteur déjà nationalisé par le Kuomintang (ancienne propriété japonaise) et a en outre nationalisé la propriété des 4 familles monopoleuses (« capital bureaucratique »). Cela représente la fraction majeure de l'industrie lourde et du commerce extérieur (où le monopole d'Etat existe de fait). C'est surtout en Mandchourie que ce secteur nationalisé possède un poids important. Dans le reste de la Chine où prédominent l'industrie légère et le capital commercial, la propriété privée capitaliste reste décisive. Après une période de transition, dominée par les besoins de la reprise économique, le gouvernement central a encouragé par de nombreux moyens l'accumulation et le développement du capital privé. Il a dans ce but imposé des restrictions considérables à l'action revendicative ouvrière. Néanmoins, le développement du mouvement ouvrier syndical et coopérateur, l'introduction de la sécurité sociale, l'arrêt progressif de l'inflation, la fixation des salaires sur la base de l'échelle mobile, représentent des avantages substantiels déjà obtenus par la classe ouvrière. Ces avantages favorisent un développement progressif de l'auto-confiance, de l'esprit combattif et de la politisation du prolétariat ; développement que le cours futur du P.C. chinois sera obligé de favoriser de plus en plus.

13. Dans l'ensemble, les relations politiques, économiques et sociales qui prévalent actuellement entre les classes en Chine représentent une situation particulière de dualité de pouvoir, le pouvoir politique, entre les mains du P.C., étant obligé de s'appuyer de plus en plus sur les ouvriers et les paysans pauvres. Cette situation correspond à l'étape initiale de solution des problèmes de la révolution permanente. Elle s'exprime en pratique par la symbiose entre le pouvoir politique central contrôlé à l'échelle nationale par le P.C. et son armée, et le pouvoir économique prédominant encore entre les mains de la bourgeoisie. La participation des représentants de la bourgeoisie au gouvernement central n'est pas une simple fiction. Si ces représentants n'exercent pas un pouvoir exécutif réel, leur fonction n'est pas celle d'otages mais d'observateurs dont la présence au gouvernement, nécessaire pour la politique actuelle du P.C., reflète le pouvoir réel que la bourgeoisie exerce encore dans de nombreux domaines. Ils pourraient également, dans certaines conditions favorables pour elle, devenir l'instrument du début de destruction du nouveau régime. Le pouvoir économique que la bourgeoisie possède encore agit comme une menace constante de corruption et de désagrégation de l'appareil d'Etat et de l'appareil du P.C. Plus on descend vers les échelons inférieurs de l'appareil d'Etat, moins la dualité de pouvoir est formelle et plus elle devient effective.

14. — La situation de dualité de pouvoir est éminemment transitoire. Le sens de son évolution est déterminée par les rapports de forces entre les classes sur le plan national et international. Le facteur décisif dans ce sens, c'est aujourd'hui le rôle du gouvernement central. Ce gouvernement ne reflète pas parallèlement la pression des classes antagonistes mais il agit, malgré ses hésitations centrées, fondamentalement dans le sens de la destruction de ce qui subsiste encore de pouvoir de la bourgeoisie. Ce qui est décisif sur ce plan, ce ne sont pas les théories gouvernementales petites-bourgeoises de conciliation entre le Capital et le Travail mais le sens historique de son action face aux conflits explosifs entre les classes, à l'échelle nationale et internationale. Nous caractérisons ce gouvernement comme un Gouvernement ouvrier et paysan parce que, d'une part, il a rompu en pratique avec les intérêts historiques de la bourgeoisie pour s'engager sur la voie de la révolution, et parce que, d'autre part, il n'a pas encore achevé la destruction du pouvoir de la bourgeoisie ni liquidé la dualité du pouvoir du haut en bas de l'appareil d'Etat. Ce gouvernement ouvrier et paysan ne sera qu'une courte phase transitoire dans la voie de la dictature du prolétariat, vers laquelle le pousse de plus en plus la dynamique de la situation nationale et internationale.

IV. — LES PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION CHINOISE

15. — La caractéristique du P.C. comme parti ouvrier opportuniste agissant dans un pays semi-colonial a une double signification reflétant les deux aspects fondamentaux dans la politique contradictoire de ce parti. Chaque pas en avant que fait le P.C. dans la voie de la révolution, il le fait avec mille hésitations et de façon complètement empirique. En vérité ces pas se font en contradiction avec l'ensemble de sa tradition idéologique et programmatique et avec sa doctrine officielle du moment : la doctrine de la « démocratie nouvelle ». Mais le fait même que, propulsé par les immenses forces sociales explosives que l'éclatement de la 3^e Révolution chinoise a libérées, le P.C. est obligé et sera de plus en plus obligé de s'engager sur la voie de la révolution permanente, détermine la nature de classe et le rôle objectif joué par ce parti. Tout le bagage programmatique mencheviste et tout l'opportunisme que le P.C. chinois traîne avec lui, ont déjà fait un tort énorme à la révolution. Ils ont provoqué l'absence de synchronisation entre la montée ouvrière (1945-47) et la montée paysanne consciemment arrêtée par le P.C.

durant cette époque. Ils ont contribué au recul du mouvement des masses dans les villes (1947-50) provoqué par la désagrégation de l'économie. Ils ont accumulé les difficultés dans le domaine économique par sa façon incomplète de réaliser la réforme agraire. Ils provoqueront à l'avenir sans aucun doute des crises multiples. L'empirisme est un instrument des plus inadéquats pour réaliser des tâches historiques aussi grandioses que celles de la révolution chinoise. Mais le fait d'avoir commencé à les réaliser en pratique reste le critère décisif pour déterminer l'évolution future de la politique du P.C., qui se heurtera de plus en plus aux limites de l'empirisme, de l'opportunisme et de conceptions programmatiques fausses.

16. — Cette évolution sera déterminée avant tout par la pression de la situation internationale, de la polarisation mondiale des forces de classe en deux camps se heurtant l'un à l'autre. Plus la guerre approche, plus l'impérialisme américain mettra au point ses bases d'agression contre la République populaire de Chine en Asie, et plus le maintien de la propriété privée dans l'industrie grande et moyenne, servant de base de départ aux entreprises contre-révolutionnaires de la bourgeoisie chinoise, entrera en conflit avec les conditions élémentaires de sécurité de l'Etat. Celle-ci doit considérer une victoire militaire de l'impérialisme américain comme la seule chance de restaurer son pouvoir. Elle ne pourra que saboter par tous les moyens la conduite de la guerre de la République populaire de Chine avec l'impérialisme. L'éclatement de la guerre de Corée attisant la guerre civile dans le pays a déjà placé le régime de Mao-Tsé-Tung dans l'obligation d'accroître sa lutte contre la bourgeoisie, ainsi que son tournant à gauche initialement déclenché par l'extension de la réforme agraire en février 1950. L'éclatement de la guerre mondiale sera vraisemblablement le début d'un tournant fondamental du P.C. à l'égard du capitalisme, aboutissant à la liquidation de la dualité de pouvoir à tous les échelons de l'appareil d'Etat. L'exécution d'un tel tournant et le parachèvement de l'expropriation de la bourgeoisie citadine, marqueront alors la transformation du gouvernement ouvrier et paysan en dictature du prolétariat. L'échec de cette transformation signifierait vraisemblablement la réouverture de la guerre civile en Chine, le gouvernement révolutionnaire et le gouvernement contre-révolutionnaire s'affrontant sur le territoire même du pays avec leurs forces armées, remettant ainsi en question toutes les conquêtes de la révolution. Les rapports de forces entre les classes, très défavorables à l'impérialisme à l'échelle internationale, et les perspectives d'un élargissement de plus en plus ample des luttes révolutionnaires dans le monde, rendent ce second terme de l'alternative très improbable.

17. — Plus se polarisent à l'échelle mondiale les forces de classe, plus le P.C. se voit entraîné à raidir son attitude envers la bourgeoisie et plus il sera obligé de faire appel aux masses prolétariennes pour appuyer cette politique, fût-ce par une mobilisation limitée et contrôlée (cf. la campagne récente contre le gaspillage et le bureaucratisme), et plus il risque d'être poussé à son tour en avant par la pression même des masses. Ceci deviendrait particulièrement le cas lorsque les contradictions sociales fondamentales inhérentes à l'état actuel de la Chine et à la politique actuelle du P.C., éclateraient violemment : conflits entre paysans pauvres et éléments exploités à la campagne, d'une part ; conflits entre ouvriers et capitalistes « démocratiques » dans les villes, d'autre part. Les succès économiques mêmes que le nouveau régime remporte favoriseraient en définitive la maturation de ces conflits, s'ils en retardent quelque peu l'échéance. L'étape à venir est une étape de *luttes de classes exacerbées* dans lesquelles le P.C. sera obligé d'agir contre la bourgeoisie citadine et rurale. L'immensité du pays, le contrôle central et bureaucratique difficile, la renaissance rapide du capitalisme et de l'exploitation à la campagne, l'inégalité du rythme du réveil révolutionnaire de dizaines de millions d'exploités, — tous ces facteurs réduiront les possibilités de prolonger longtemps la manœuvre conciliatrice actuelle du P.C. et précipiteront un règlement de comptes final entre les classes.

18. — Le P.C. est entré dans la 3^e Révolution chinoise comme un parti stalinien s'émancipant empiriquement de la direction du Kremlin. Les forces sociales internationales et nationales qui agissent sur lui déterminent sa transformation d'un parti ouvrier foncièrement opportuniste en parti centré de gauche allant de l'avant sur la voie du parachèvement de la révolution. Mais ces mêmes forces modifieront la composition et, dans une certaine mesure, même la structure du P.C. chinois. La réalisation de la réforme agraire avait déjà fait éclater l'organisation du P.C. dans de nombreux villages basés sur des éléments riches ou koulaks. Le déroulement de la lutte de classe au village propulsa une épurée constante dans le même sens. Le réveil des masses accentuera de plus en plus la pénétration du prolétariat dans le P.C. La rupture avec la bourgeoisie donnera vraisemblablement l'hégémonie à l'élément prolétarien du point de vue de la composition sociale du parti. Ce bouleversement constant du P.C., lui-même autant objet que sujet de la révolution permanente, déserrera inévitablement, du moins pendant une période transitoire, le monolithisme et le degré de contrôle organisationnel de l'appareil. Il n'est pas exclu que ce bouleversement aboutisse à une différenciation à la direction même du parti. Il est plus vraisemblable que celle-ci, constituée depuis une longue période, maintiendra son unité extérieure pendant tout le cours ascendant de la révolution, et présidera dans sa grande majorité à la transformation du P.C. chinois en un parti centré de gauche. Cette transformation, en renforçant les assises du pouvoir du P.C. et son appui dans la population laborieuse, renforcera également son autonomie et son esprit critique envers le Kremlin. Dans le même sens jouera la

politique spoliatrice de la bureaucratie soviétique dans ses relations économiques avec la Chine. Avant une défaite décisive de l'impérialisme dans le monde, ou du moins une modification radicale de la situation mondiale, la rupture publique du P.C. chinois avec le stalinisme est cependant peu vraisemblable.

V. — LA IV^e INTERNATIONALE ET LA REVOLUTION CHINOISE

19. — Ayant pleinement assimilé l'importance historique décisive de l'éclatement de la 3^e Révolution chinoise, la IV^e Internationale défend celle-ci inconditionnellement contre tous ses ennemis de classe. Elle dénonce les manœuvres et les pressions économiques, politiques et militaires de l'impérialisme tendant à empêcher la stabilisation du pouvoir de Mao-Tsé-Tung et préparant en fait une guerre d'intervention contre-révolutionnaire en Chine. Elle appuie pleinement la demande du gouvernement de Mao pour que soient retirées les troupes impérialistes ou à la solde de l'impérialisme, de Formose et des régions limitrophes de la Chine : Corée, Vietnam, Birmanie. Elle exige l'abolition des derniers traités inégaux liant la Chine à la Grande-Bretagne, au Portugal et à l'U.R.S.S., ce qui implique le retour à la Chine des dernières enclaves étrangères sur son territoire : Hong-Kong, Macao, zones d'influence russes au Sin-Kiang, en Mongolie extérieure, etc. Elle appuie la campagne du gouvernement de Mao pour sa reconnaissance *de jure* et *de facto* par tous les Etats du monde et pour son entrée immédiate comme représentant du peuple chinois dans l'O.N.U. Elle demande la levée du blocus de fait de la Chine et l'établissement de relations commerciales sur un pied d'égalité entre tous les pays et la Chine. Elle appelle tous les gouvernements asiatiques et toutes les organisations ouvrières et syndicales du monde entier à élaborer un plan d'ensemble de développement économique et d'industrialisation de l'Asie sans paiement de tribut aux impérialistes, et sur la base de l'aide réciproque entre pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme. Elle appelle notamment les organisations ouvrières de l'Europe occidentale à inscrire dans leur programme le principe d'une aide désintéressée d'équipement industriel à la Chine révolutionnaire et à la réaliser dès l'établissement de gouvernements ouvriers (ou ouvriers et paysans) dans leur pays. Il va de soi que les membres chinois de la IV^e Internationale se trouveront à l'avant-garde de la défense des conquêtes de la révolution chinoise contre toute attaque contre-révolutionnaire et qu'ils participeront également à l'avant-garde dans la lutte pour toute réalisation révolutionnaire déclenchée par le nouveau régime ou par les masses.

20. — La IV^e Internationale et les trotskystes chinois accordent un soutien critique au gouvernement de Mao-Tsé-Tung. Ceci implique une critique vigoureuse de l'orientation de ce gouvernement sur les points suivants :

a) Sur la structure de l'Etat et le régime du parti. L'Etat chinois n'a pas de structure soviétique ; le gouvernement ne s'appuie pas essentiellement sur des comités d'ouvriers et de paysans ; là où ceux-ci existent à l'état embryonnaire, ils ne sont pas démocratiquement élus ; là où des comités ont été sporadiquement constitués par les masses, leur développement démocratique en général a été arrêté par le gouvernement. La répression des éléments d'opposition révolutionnaire doit être particulièrement condamnée.

b) Sur l'identification de la fonction des syndicats, du parti et de l'Etat dans le domaine industriel. Même si le maintien d'un secteur capitaliste dans l'économie est jugé indispensable, le rôle du parti et des syndicats ne peut pas consister à proclamer « l'égalité du Capital et du Travail ». Il est de leur devoir de défendre les intérêts de classe des ouvriers contre les capitalistes.

c) Sur l'achèvement de la réforme agraire, notamment le maintien de la propriété des paysans riches et l'absence d'instituts étatiques de crédit à bon marché à la paysannerie.

d) Sur les conceptions théoriques fausses de la révolution « par étapes », du « capitalisme démocratique », etc.

Cette critique doit être avancée en général de façon constructive et avec une conscience nette de la réalité économique et sociale du pays. De toute façon, la dictature du prolétariat en Chine devra être accompagnée d'une période de N.E.P. beaucoup plus large et plus longue qu'en Russie, sans suppression complète de la propriété privée dans le domaine de la petite industrie urbaine et villageoise, du commerce, de l'artisanat, etc. Le rythme d'accumulation industrielle par tête d'habitant sera, pendant une longue période transitoire, relativement bas et essentiellement fonction du rythme de développement des forces productives à la campagne et de l'aide étrangère.

21. — Afin de réaliser l'orientation de défense inconditionnelle de la République populaire chinoise et de soutien critique du gouvernement Mao, les militants chinois de la IV^e Internationale devront s'intégrer complètement dans le mouvement de masse de leur pays, tel que cela a été décidé par le III^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale. Cette intégration a pour but de se lier aux couches les plus combattives et les plus conscientes du P.C. et des autres organisations de masse, afin de les pousser en avant vers un parachèvement de la révolution permanente en Chine et de lutter pour la démocratisation de ces organisations et du pouvoir.

Les formes tactiques de cette orientation seront établies par la section chinoise en consultation étroite avec le C.E.I.

GEOPOLITIQUE DE LA FAIM (1)

par Josué de CASTRO

Josué de Castro, savant libéral brésilien, auteur d'un ouvrage remarquable sur son pays. *Géographie de la Faim*, vient de publier aux Editions Ouvrières la traduction de son nouvel ouvrage qui, cette fois-ci, embrasse le monde entier. C'est une description fidèle des différents phénomènes de la faim : la faim aiguë, la famine, la faim latente, la sous-alimentation chronique et la faim spécifique, le manque de certains produits indispensables au fonctionnement normal de l'organisme humain. Il étudie ensuite l'extension de ces diverses formes de la faim dans les principaux pays du monde. En fait, c'est une vaste carte mondiale de la faim qu'il dessine.

L'ouvrage a le grand mérite de mettre à la portée du lecteur d'Europe et des pays anglo-saxons une série de faits généralement méconnus, qui ont trait au véritable niveau de vie de la majorité de l'humanité. « Les deux-tiers de l'humanité vivent dans un état de sous-alimentation chronique », voilà la conclusion de l'auteur, confirmée par une multitude de faits précis, de chiffres, de petites monographies incluses dans le texte. L'écart extraordinaire qui, dans le monde d'aujourd'hui, sépare les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière de quelques pays privilégiés de la grande masse des habitants des pays dits « sous-développés », est le problème numéro un de la révolution permanente. Supprimer cet écart devra être la tâche première de la révolution socialiste internationale. Après avoir lu l'ouvrage de Josué de Castro, on aura de nombreux arguments supplémentaires pour défendre cette thèse-clé de notre programme.

L'ouvrage a encore un autre mérite. Il apporte une documentation solide pour réfuter une série de théories réactionnaires en vogue dans des milieux bourgeois et petits-bourgeois, notamment les théories raciales et les théories malthusiennes. De Castro démontre que la prétendue « infériorité physique » de certaines races comme les Chinois, que la prétendue « mélancolie » d'autres races comme les Indiens d'Amérique latine,

que l'« indolence » de certaines populations, que tous ces traits prétendument « éternels » sont des produits de conditions historiques précises, avant tout d'une sous-alimentation séculaire chronique. Il démontre l'absurdité de thèses selon lesquelles la surpopulation de certains pays expliquerait la famine chronique de leur habitants. Cette famine, dit-il, est d'origine humaine, non naturelle. Elle provient de l'organisation sociale et économique, non de l'appauvrissement du sol.

Il est vrai qu'emporté par son désir d'accorder au terrible phénomène de la faim la juste place qui lui revient dans l'explication des phénomènes biologiques et sociaux, il dépasse souvent son but en faisant de l'alimentation la cause exclusive ou essentielle de l'état physique et mental des peuples. Il sous-estime à ce sujet le jeu plus complexe des relations sociales. Il apparaît bien trop mécanique d'affirmer que la faim représente en Asie la cause fondamentale des révolutions et secousses sociales actuelles. Il apparaît également trop mécanique d'affirmer, comme le fait l'auteur à la page 93 de son ouvrage, que le coefficient de natalité des nations est en proportion inverse de la consommation quotidienne de protéines animales. Mais il n'y a pas de doute que, comme l'auteur l'affirme, la surpopulation est en partie encouragée et causée par la sous-alimentation. Seulement, cela ne résulte pas clairement du jeu de la « compensation psychologique » qu'il dévoile, mais également et sans doute d'abord de l'état général de culture des peuples, du pourcentage des femmes laborieuses, du degré d'émancipation des femmes, etc.

Malgré ces faiblesses, il s'agit d'un livre utile pour tous les marxistes, qui y puiseront de nombreux faits supplémentaires pour condamner une société inhumaine au plus haut degré.

(1) Les Editions Ouvrières - Economie et Humanisme, Paris 1952.

Le 12^e Plenum du Comité Exécutif International

Du 15 au 18 novembre s'est tenu le 12^e Plenum du C.E.I. A son ordre du jour étaient inscrites les questions suivantes :

Rapport politique sur « l'évolution de la situation internationale depuis le 11^e Plenum du C.E.I. (juin 1952) et la politique de l'Internationale ».

Rapport sur la révolution bolivienne.

Rapport sur la politique et l'activité d'une série de sections européennes de la IV^e Internationale, ainsi que sur la section cinghalaise.

Rapport sur la situation de la section française.

Rapport sur les finances et la sécurité.

Ce Plenum fut, de l'avis unanime de

tous les délégués, un des plus importants et des plus constructifs de la vie de l'Internationale dans ces dernières années.

Il a donné l'occasion à tous les délégués présents de constater les progrès réalisés dans les différents pays, qui démontrent une marche générale ascendante de notre mouvement international.

Il a permis d'autre part de réaffirmer la cohésion idéologique de la direction internationale qui s'accroît depuis quelques années déjà, ainsi que la compréhension grandissante des membres de notre mouvement sur la façon de travailler dans le réel mouvement des masses de leurs pays respectifs.

Le Congrès de Vienne

Par lettre du 3 novembre, signée par le camarade L. Maitan, une demande de participation au Congrès de Vienne avait été adressée par la IV^e Internationale à Nenni, membre du Conseil Mondial de la Paix. La lettre étant restée sans ré-

ponse, une copie en fut adressée à Joliot-Curie le 2 décembre. Cette seconde lettre est également restée sans réponse. Il n'y avait pas de « conditions idéologiques préalables », avaient affirmé les organisateurs de ce Congrès...

France

Communiqué du S.I.

Le délai accordé par le 12^e Plenum du Comité Exécutif International (Novembre 1952) aux membres du groupe Bleibtreu-Lambert-Renard qui avaient été suspendus le 17 juillet 1952, pour leur permettre de réintégrer les rangs de l'Internationale et de sa section française conformément aux décisions des 10^e, 11^e

et 12^e Plenums, ayant expiré le 1^{er} janvier 1953, les membres de ce groupe se trouvent désormais formellement exclus de la IV^e Internationale.

Le 10 janvier 1953.

Le Secrétariat International
de la IV^e Internationale.

Quelques élections partielles

Des élections partielles se sont tenues dans plusieurs départements : paysan (Lot), urbains (Nord, 1^{er} secteur de Paris) et mixte (Seine-Inférieure). Ce sont des élections à deux tours au cas où aucun candidat n'obtient pas la majorité absolue au premier tour.

Dans toutes les circonscriptions, on a pu constater au premier tour un grand nombre d'abstentions, et surtout d'abstentions d'ouvriers. Dans un éditorial de l'*Humanité*, Fajon, membre du B.P., a indiqué que même des membres du P.C.F. s'étaient abstenus. Dans tous les cas, au second tour le nombre des abs-

tentions était moindre et les candidats ouvriers avaient un plus grand nombre de voix.

Cela signifie un mécontentement des ouvriers envers la politique de leurs partis, notamment le désir d'une politique d'unité d'action. Dans le Lot, plusieurs milliers d'électeurs socialistes assurément au second tour l'élection du candidat communiste, malgré les directives de l'organisation socialiste.

Dans le 1^{er} secteur de Paris, dont Marty est élu, on signale certaines rues ouvrières où le pourcentage d'abstentions était supérieur d'un tiers à la

moyenne générale. On ne peut considérer cela que comme une manifestation contre l'affaire Marty-Tillon.

Dans ce même secteur, la candidature du camarade P. Frank, pour le P.C.I. (section française de la IV^e Internationale) recueillit 2.028 voix, bien que la confusion ait été introduite par la candidature de Renard, au nom du groupe scissionniste, lequel obtint 1.255 voix. Alors qu'en 1946 dans ce secteur les trotskystes avaient obtenu 1 % des électeurs, cette fois-ci le total fait 1,7 %. Il est incontestable que, sans cette confusion introduite par des gens qui ont usé abusivement du nom de l'Internationale et du Parti, il y aurait eu encore un plus grand nombre de voix et que la progression de nos idées par rapport au stalinisme dans le camp ouvrier eût été plus marquée.

Au début de décembre s'est tenue une

session du C.C. du P.C.F. Outre l'affaire Marty-Tillon dont nous parlons par ailleurs, le C.C. avait à son ordre du jour le Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. et l'orientation politique du P.C.F. Le C.C. s'est tenu sous le signe de la lutte contre l'opportunisme, il a condamné les fléchissements à droite des mois qui suivirent les événements de mai-juin 1952. Il a réinsisté sur la politique définie dans l'article Billoux dont nous avons parlé dans notre précédent numéro. Ce C.C. a été marqué par un sectarisme accentué envers la social-démocratie. A la C.G.T., on recule sur les propositions unitaires qui ont été faites depuis plus d'un an. Pour tenter de surmonter le malaise résultant des autocritiques successives et de l'affaire Marty-Tillon, le C.C. a décidé une conférence nationale pour le début de mars.

Hollande

Henriette Roland-Holst

Henriette Roland Holst est morte il y a quelques semaines. Née en 1868 de famille bourgeoise, elle a commencé par publier des poésies en 1895. A la suite de sa rencontre avec le grand poète révolutionnaire Herman Gorter, elle rejoint le Parti socialiste en 1897. L'année suivante elle est rédactrice d'une revue théorique marxiste, *De Nieuwe Tijd*. Elle dirige une tendance marxiste dans la lutte contre le révisionnisme et se lie d'amitié avec Rosa Luxembourg. Elle publie en 1902 « *Kapitaal en Arbeid in Nederland* », un livre toujours classique, éduque toute une génération de marxistes, organise les femmes. En 1903 elle est membre du comité de direction de la grève générale, seule grande lutte du prolétariat hollandais jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Elle célèbre la révolution russe de 1905 dans un drame, « *De Opstandelingen* » (les Insurgés) qui est une des plus grandes œuvres poétiques de la littérature hollandaise.

En 1911 elle rompt avec le P.S. en raison de la trahison par les bonzes syndicaux de la grève des transports. (A cette occasion Sneevliet, leader du

syndicat des cheminots, est exclu par les bureaucrates.)

En 1915, elle fonde la *Ligue socialiste révolutionnaire*, participe à Zimmerwald, où elle rencontre Trotsky. Dans plusieurs écrits et poèmes, elle a fêté Trotsky et leur amitié. Elle salua la Révolution d'Octobre et la fondation de la 3^e Internationale. Elle participe au 3^e Congrès mondial de l'I.C. En 1924 elle rompt avec le P.C. hollandais qui était déchiré par des luttes fractionnelles, mais y revient, pour rompre définitivement en 1927, après la défaite de l'opposition de gauche. A cette époque, elle écrit un long poème, « *Heidensage* » (Epopée des héros) dans lequel elle célèbre Lénine et Trotsky. Elle collabore encore quelque temps avec Sneevliet. Mais dans la période de réaction qui fut marquée par la montée du fascisme dans les années 1930, elle rompit avec le marxisme et développa des tendances religieuses.

La meilleure période créatrice et militante de sa vie était finie. Ses meilleurs livres et l'activité de près de 40 années de sa vie continuent à inspirer les jeunes marxistes hollandais.

Dirk Noteboom.

Suisse

Referendum sur le minimum vital et l'échelle mobile

La conférence socialiste ouvrière, organisation révolutionnaire issue de la fusion de la Proletarische Aktion de Suisse avec un nombre d'ouvriers ré-

volutionnaires inorganisés, a entrepris une vaste campagne d'agitation sur la question du salaire minimum vital garanti et de l'échelle mobile des salaires.

Exigeant le salaire horaire minimum de 2 francs suisses (environ 175 francs français), garanti par l'échelle mobile, l'organisation cherche à provoquer un référendum à ce sujet, d'abord dans le canton de Zurich et ensuite dans l'ensemble de la Suisse. Un projet de loi a été rédigé à cet effet, et plus de 6.000 signatures ont été collectées dans le canton de Zurich. D'après la constitution suisse, cela oblige le parlement cantonal à dis-

cuter ce projet de Loi, et les représentants de l'organisation qui a eu l'initiative de la pétition pourront y défendre leur cause. Après cette discussion, le référendum sera organisé. La presse suisse, notamment la presse syndicale suisse, a accordé une attention accrue à cette question qui a largement popularisé la question de l'échelle mobile dans tout le pays.

Etats-Unis

La campagne électorale du S.W.P.

La démocratie américaine n'est intéressée qu'aux chiffres des deux grands partis bourgeois. Ceux des autres candidats ne peuvent être obtenus par les intéressés eux-mêmes que partiellement (dans certains endroits on ne les compte même pas) et avec un grand retard.

Dans l'état de New-Jersey, nos camarades du Socialist Workers Party (trotskystes américains) ont obtenu 3.850 voix pour la présidence et 5.088 pour le poste de sénateur. Ils ont connu comme toutes les formations de gauche des pertes par rapport à 1948, mais proportionnellement moindres. Ainsi le Parti progressif, soutenu par les stalinien, passe de

42.683 et 22.658 à 5.589 et 7.195, tandis que les candidats du S.W.P. n'avaient eu que 5.825 en 1948.

Dans l'état de New-York, les candidats du S.W.P. obtiennent 2.212 voix (présidence) et 4.263 (sénat).

Dans le 19^e district de Los Angeles, le camarade Milton Snipper obtient 4.806 voix.

A Pittsburgh, centre de l'industrie lourde, les résultats sont les suivants : S.W.P., 747 voix ; Parti progressiste, 515 ; Socialist Party, 297 ; Socialist Labor Party, 488.

L'agence Associated Press a fourni les chiffres globaux suivants :

	1952		1948	
	Voix	Nombre d'Etats	Voix	Nombre d'Etats
S. W. P.	10.306	7	13.613	12
Socialist Party	20.189	17	139.009	31
Socialist Labor Party	30.154	23	29.061	21
Parti progressiste	140.296	28	1.156.103	44

La campagne du S.W.P. a permis de faire une intense propagande utilisant

les moyens les plus modernes (radio, télévision) du Pacifique à l'Atlantique.

Ceylan

Participation à la Conférence de Pékin

Deux membres du Lanka Sama Sama Party (section cinghalaise de la IV^e Internationale), les camarades Edmond Samarakkody et Hector Fernando, ont participé en tant que membres de ce parti à la délégation de Ceylan au Congrès de Pékin. Ils sont restés un mois et demi en Chine, ont visité Pékin, Canton, Shanghai, Nankin et Hankéou. Leurs impressions confirment ce que nous publions par ailleurs de notre correspondant chinois.

Au Congrès de Pékin, nos camarades sont intervenus plus particulièrement pour lier la question de la paix à la lutte contre l'impérialisme. Nous publions ci-dessous :

a) l'intervention du camarade E. Samarakkody à la commission sur l'indépendance nationale, qui amena les délégués stalinien et pro-stalinien de Ceylan à dire : « Nous sommes opposés à identifier le mouvement de libération nationale avec le mouvement de la paix. »

b) l'intervention du camarade H. Fernando à la commission du Pacte à cinq. Il demanda vainement l'élimination du paragraphe : « Un tel pacte pourrait mettre fin aux guerres qui actuellement font rage et libérer l'humanité de la menace d'une troisième guerre mondiale », et obtint satisfaction sur le second point.

PAS DE PAIX SANS LIBERATION

Selon les paroles de M. Kuo Mo Jo, « le mouvement pour la défense de la paix est inséparable de la lutte pour l'indépendance nationale et la liberté ». La lutte pour la souveraineté nationale assume des formes différentes dans les différents pays du Sud-Ouest asiatique et du Pacifique. Les Partisans de la Paix dans des pays comme la Malaisie et le Vietnam mènent une lutte armée pour la paix contre les agresseurs impérialistes. Cette lutte armée de ces Partisans de la Paix est la lutte contre l'impérialisme et c'est notre lutte, et nous les soutenons quand nous disons que cette Conférence soutient leur lutte pour l'indépendance nationale. Les Partisans de la Paix dans des pays comme la Birmanie, le Siam et le Laos mènent également une lutte armée pour la paix contre leurs propres gouvernements fantoches qui sont soutenus et dirigés par les impérialismes anglais et américain. C'est une lutte contre l'impérialisme. Dans ces pays, le contrôle politique n'est pas dans les mains des agresseurs impérialistes. Il y a une indépendance politique formelle.

Bien qu'il n'y ait pas de lutte armée

dans les pays de l'Amérique latine, la position dans ces pays est quelque peu semblable. Les gouvernements fantoches des Républiques d'Amérique latine exécutent les directives et soutiennent les plans de guerre de l'impérialisme américain. La lutte des Partisans de la Paix dans ces pays est la lutte contre l'impérialisme. Dans le cours de la lutte, les Partisans de la Paix dans ces pays sont persécutés et emprisonnés. Nous avons besoin de tous ces partisans de la Paix. Au Moyen-Orient, les Partisans de la Paix ont à lutter contre l'occupation militaire impérialiste. Ces Partisans de la Paix appartiennent à notre mouvement. Dans tous ces pays, on verra que, quelle que soit la forme dans laquelle elle s'exprime, la lutte pour la paix est une lutte contre l'impérialisme. Cette Conférence a ouvertement condamné l'agression impérialiste. Des délégués de divers pays ont condamné l'impérialisme. Pour englober les Partisans de la Paix dans tous les pays d'Asie, du Pacifique et du Moyen-Orient, il est nécessaire de déclarer sans équivoque que la lutte pour la paix, c'est la lutte contre l'impérialisme.

LA PAIX EST IMPOSSIBLE
AUSSI LONGTEMPS QUE SUBSISTE L'IMPERIALISME

« Aussi longtemps que l'impérialisme et le capitalisme subsistent dans le monde, nous ne pouvons réaliser une paix durable. Par conséquent, déclarer qu'un Pacte à cinq apportera la paix au monde, c'est créer des illusions. Le paragraphe 5 de la résolution équivaut à l'idée qu'un tel pacte amènerait la paix et que nous voulons que les peuples du monde entier acceptent cette idée. C'est pourquoi je propose que les phrases marquées dans ce paragraphe soient supprimées.

« Dans le paragraphe 6 de la réso-

lution, je propose d'ajouter les mots « et non pour la destruction » à la fin de la phrase suivante : « Dans la paix... le travail et l'adresse, ainsi que les richesses nationales de chaque pays seront utilisées pour le bien-être humain. » Telle qu'elle est, cette phrase n'est pas correcte, parce qu'aussi longtemps que subsiste le capitalisme et que sévit l'exploitation d'un vaste nombre d'êtres humains, les fruits du travail humain ne seront pas utilisés pour le bien-être de l'humanité. »

Indes

Métamorphose du Parti socialiste

Les résultats des élections générales qui ont eu lieu cet été aux Indes avaient marqué un important recul du Parti socialiste, surtout sur le terrain des sièges parlementaires. Ses espoirs d'obtenir une grande victoire au détriment du Parti du Congrès furent cruellement démentis.

Les principaux dirigeants, au lieu de rechercher les causes de la défaite dans le cours opportuniste droitier de toute leur politique antérieure qui avait fortement déçu les masses, ont au contraire accentué leurs tentatives de « consolidation politique » du parti par des alliances avec des groupes et des courants s'opposant au Parti du Congrès

et au P.C., mais encore plus confus et plus droitiers qu'eux-mêmes.

La direction est entrée en pourparlers avec Acharya Kripalani, ex-leader du Parti du Congrès qui dirige le Kisan Mazdoor Praja Party, non pour une collaboration quelconque mais en vue d'une véritable fusion dans un nouveau parti !

Cette fusion est déjà pratiquement réalisée sans consultation préalable de la base du Parti socialiste, sa direction ayant décidé seule de former avec le K.M.M.P. le Praja Socialist Party (Parti socialiste populaire).

La gauche du parti qui de la défaite tira la leçon qu'il fallait une politique

plus combative, a violemment réagi aussi bien à l'idée de la fusion avec un groupe hostile au marxisme qu'à la façon de réaliser cette fusion par un accord révolutionnaire des sommets sans consultation de la base du parti. Elle déclare vouloir rester fidèle au parti, à son programme, à ses traditions, à tout son acquis positif, et ne reconnaît pas sa dissolution arbitraire.

Dans un meeting qui s'est tenu à Bombay le 27 septembre dernier, plusieurs personnalités dirigeantes du parti

et environ une centaine d'ouvriers, militants actifs du parti, ont décidé d'élire une commission nationale de 7 membres chargée d'assurer la continuation du Parti socialiste. Depuis lors le regroupement dans le Parti socialiste de tous les militants valables de la gauche se poursuit très favorablement. Il n'est pas exagéré de dire qu'une étape très importante pour la réorientation de tout le mouvement ouvrier aux Indes est ouverte.

Japon

Grèves de fin d'année

Comme d'habitude tout le pays est couvert de mouvements ouvriers de fin d'année, demandant des augmentations de salaire et des primes de Noël, sous la direction du SOHYO. La vague commença par les deux grands piliers du SOHYO, la Fédération des syndicats de mineurs (270.000 membres) et les syndicats des électriciens, au milieu d'octobre. La grève des mineurs approche de sa cinquantième journée, les électriciens ont décidé un arrêt illimité. Toutes deux causent une sérieuse confusion dans tout le pays. On annonce aujourd'hui l'arrêt des ouvriers des chemins de fer privés.

Les ouvriers des chemins de fer nationaux et les syndicats de fonctionnaires nationaux et locaux demandent une augmentation. Il n'y a pas d'industrie où il n'y ait grève ou litige.

L'activité des marxistes révolutionnaires au sein du P.S. de gauche a connu un ampleur considérable et des plus prometteuses au cours de ces derniers temps. (Tokio, 3 décembre.)

(N.D.L.R. — La grève des mineurs s'est terminée à la mi-décembre après plus de 2 mois et demi de lutte, selon les agences d'informations.)

Uruguay

Vague de grèves

Une série de grèves partielles plus ou moins « sauvages » se sont succédées au cours de longs mois contre la cherté de la vie, le refus d'augmenter les salaires, les licenciements d'ouvriers dans nombre d'industries, et contre les visées des gouvernants et des patrons contre les droits syndicaux et autres des travailleurs uruguayens. Le mécontentement des masses fut encore accru par les tractations de la bourgeoisie avec l'impérialisme américain pour un pacte militaire qui ferait pratiquement de l'Uruguay un fief de Wall Street.

En septembre dernier, le mouvement gréviste se généralisa, mais n'arriva pas à faire prévaloir ses revendications ; le gouvernement l'emporta. Celui-ci sut tirer le meilleur profit du manque de préparation de la grève, à laquelle des dirigeants dits « syndicaux » s'efforcèrent de donner un caractère purement « apolitique ». La division syndicale actuelle de la classe ouvrière uruguayenne fut encore un atout pour le gouvernement et le patronat dans cette épreuve.

Ces derniers, exploitant leur précaire victoire, se sont livrés à une répression

contre la classe travailleuse dans son ensemble. Des grévistes ont été licenciés, des militants révolutionnaires persécutés. Emu par cette vague répressive, le Secrétaire général de la Confédération des Syndicats Libres s'est adressé par télégramme au gouvernement, demandant la levée des sanctions frappant les dirigeants des syndicats et le respect des droits syndicaux en Uruguay — ce « pays de démocratie exemplaire ».

Nos camarades uruguayens qui ont joué un rôle de premier ordre dans la grève sont particulièrement visés par cette répression. Le camarade Esteban Kikich, un des fondateurs du trotskysme en Uruguay, est parmi les victimes de celle-ci. Etabli dans le pays depuis vingt-cinq ans déjà, Kikich sut, par sa combativité et son dévouement, gagner la sympathie et la confiance des travailleurs qui lui confièrent des tâches de direction. Le gouvernement du « pays de démocratie exemplaire » a décrété l'expulsion de Kikich parce qu'« élément étranger ».

Comprenant toute la portée réaction-

naire de cette mesure, les milieux ouvriers où notre camarade est connu ont commencé une campagne d'agitation en sa faveur.

Des protestations et des actions contre la répression bourgeoise s'organisent déjà un peu partout. C'est ainsi que les travailleurs de quelques entreprises, notamment de *Swift*, se sont refusés à reprendre le travail si des grévistes victimisés n'étaient pas réadmis.

Ceci montre que l'échec de la grève de septembre, loin d'avoir semé la démo-

ralisation dans les masses uruguayennes, leur a servi à tremper leur esprit de lutte en vue des prochains combats inévitables.

Pour mieux s'y préparer, les travailleurs uruguayens doivent bâtir dans l'immédiat une grande centrale ouvrière afin de mettre un terme à l'actuelle division syndicale. C'est sur ce point, d'une importance vitale, que la *Liga Obrera Revolucionaria* (section uruguayenne de la IV^e Internationale) fait une propagande inlassable.

Pérou

Montée révolutionnaire

« La montée révolutionnaire qui vient de commencer ici a trouvé notre parti bien préparé. Nous avons pu intervenir dans la grève de 35.000 ouvriers du textile déclenchée au mois d'août dernier (la première grève depuis l'année 1948). Les trotskystes ont pratiquement dirigé le secteur le plus révolutionnaire du textile; dans des moments décisifs, les ouvriers ont passé par-dessus les dirigeants bureaucratiques apaisés. La grève s'est soldée par une victoire. Elle était à peine terminée qu'une grève de mineurs éclata. Elle triompha aussi rapidement. Puis se déclencha une grève générale à Arequipa (la deuxième ville du pays).

Elle avait pour but d'exiger la libération d'un ouvrier victime de la loi de Sécurité Intérieure (une loi de répression). A Arequipa il y a deux centrales ouvrières : la Fédération départementale et l'Union syndicale. La Fédération est plutôt un organisme artisanal; l'Union regroupe le prolétariat industriel d'Arequipa. Profitant de notre influence dans les syndicats du textile nous avons réussi à déclencher une grève de solidarité et avons énergiquement lutté pour l'extension du mouvement gréviste. Le gouvernement céda sur toute la ligne, et le dirigeant ouvrier emprisonné fut ainsi libéré. (Lima, 12 octobre.)

En mettant ce numéro sous presse, nous recevons plusieurs lettres remplies d'informations sur les grèves du Japon, et sur celles des pays de l'Amérique latine. Enfin, la presse annonce le « complot des médecins » en U.R.S.S.

Notre prochain numéro paraîtra — avec ces informations et de nouvelles études — en mars.

Nous prions ceux de nos abonnés dont l'abonnement vient à expiration de répondre au plus tôt à notre circulaire, afin de nous éviter des frais inutiles.

Notre revue est en vente dans un nombre limité de kiosques à Paris. Nous prions nos lecteurs de nous signaler les libraires où ils estiment utile la mise en vente de QUATRIEME INTERNATIONALE.

ABONNEMENT POUR 6 NUMEROS :

600 fr. français ; 25 fr. suisses ; 130 fr. belges.

Chaque mois

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

organe du P.C.I. (section française de la IV^e Internationale)
64, rue Richelieu, Paris-2^e (Bureau 10). Tél. : RIC.03-52

Vient de paraître :

LA GUERRE QUI VIENT

(CAPITALISME OU SOCIALISME)

Une brochure : 200 francs.

Pour toutes les publications de « Quatrième Internationale »
écrire : P. FRANK, 10, rue de Lancry, Paris-X^e
C.C.P. Corvin 6964-96

Le Directeur-Gérant : PIERRE FRANK



Imprimerie Saint-Denis - 86, fg Saint-Denis - Paris-X^e